

# VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi”:	
ar piesūtīšanu	bez piesūtīšanas
par: Ls	(saņemot ekspedīcijā) par: Ls
1/2 gadu ..... 22,—	1/2 gadu ..... 18,—
3 mēn. .... 6,—	1/2 gadu ..... 10,—
1 „ ..... 2,—	3 mēn. .... 5,—
Piesūtīt pa pastu un pie atkalpārdevējiem ..... 12,—	1 „ ..... 1,70
	Par atsevišķu numuru ..... 10,—

## Latvijas valdības

Iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija:

Rīgā, pili № 2. Tālrūnis 20032  
Runas stundas no 11—12



## oficiāls laikraksts

svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:

Rīgā, pili № 1. Tālrūnis 20031  
Atvērts no pulksten 9—3

## Sludinājumu maksa:

a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienslejiņām rindinām	Ls 4,—
par katru tālāku rindīņu	„ —,15
b) citu iestāžu sludinājumi par katru vienslejiņu rindīņu	„ —,20
c) no privātiem par katru viensl. rindīņu (par obligāt. studin.)	„ —,25
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas	„ —,80

Nr. 182

Otrdien, 18. augustā 1931. g.

Četrpadsmitais gads

Saeima ir pieņēmusi un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

### Likums par Ženēvā 1923. g. 3. novembrī vairāku valstu parakstīto starptautisko konvenciju par muitas formālītātu vienkāršošanu.

1. Ženēvā 1923. g. 3. novembrī vairāku valstu parakstītā starptautiskā konvencija par muitas formālītātu vienkāršošanu līdz ar protokolu ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.

2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināma 1. pantā minētā konvencija ar protokolu un tulkojumu latviešu valodā.

3. Konvencija līdz ar protokolu stājas spēkā konvencijas 25. pantā paredzētā laikā un kārtībā.

Likums Saeimā pieņemts 1931. g. 17. jūlijā.

Rīgā, 1931. g. 18. augustā.

Valsts Prezidenta v. i.

Saeimas priekšsēdētājs Dr Pauls Kalniņš.

### CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA SIMPLIFICATION DES FORMALITÉS DOUANIÈRES. GENÈVE, LE 3 NOVEMBRE 1923.

L'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, l'Empire Britannique (avec le Commonwealth d'Australie, l'Union Sud-Africaine, la Nouvelle-Zélande et l'Inde), la Bulgarie, le Chili, la Chine, le Danemark, l'Égypte, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Lithuanie, le Luxembourg, le Protectorat de la République française au Maroc, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Régence de Tunis (protectorat français) et l'Uruguay,

Désireux d'assurer l'application du principe du traitement équitable du commerce, proclamé à l'article 23 du Pacte de la Société des Nations,

Convaincus qu'en libérant le commerce international du fardeau des formalités douanières ou similaires inutiles, excessives ou arbitraires, ils réaliseraient une étape importante vers l'accomplissement de ce dessein,

Cosidérant que la meilleure manière d'aboutir à un résultat en cette matière est de recourir à un accord international, fondé sur une juste réciprocité,

Ont décidé de conclure une Convention à cette fin;

En conséquence de quoi les Hautes Parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

#### Le Président du Reich Allemand:

M. Willy Ernst, Conseiller ministériel au Ministère des Finances du Reich;

#### Le Président de la République d'Autriche:

M. E. Pflügl, Ministre plénipotentiaire, Représentant du Gouvernement fédéral d'Autriche auprès de la Société des Nations;

#### Sa Majesté le Roi des Belges:

M. Jules Brunet, Ministre plénipotentiaire, Président du „Bureau international pour la publication des tarifs douaniers”, et  
M. Armand L. J. Janssen, Directeur général des Douanes;

#### Le Président des Etats-Unis du Brésil:

M. Julio Augusto Barboza Carneiro, Attaché commercial à l'Ambassade du Brésil près Sa Majesté britannique;

#### Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:

Sir Hubert Llewellyn Smith, G. C. B., Conseiller économique du Gouvernement britannique;

#### Pour le Commonwealth d'Australie:

Mr. C. A. Champion, Directeur de la Banque du Commonwealth d'Australie à Londres;

#### Pour l'Union Sud-Africaine:

Sir Hubert Llewellyn Smith, G. C. B., Conseiller économique du Gouvernement britannique;

#### Pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande:

L'Honorable Sir James Allen, K. C. B., Haut Commissaire pour la Nouvelle-Zélande dans le Royaume-Uni;

#### Pour l'Inde:

Le Très Honorable Lord Hardinge of Penshurst, K. G., G. C. B., G. C. S. I., G. C. M. G., G. C. I. E., G. C. V. O., I. S. O., Conseiller privé, ancien Vice-Roi, ancien Ambassadeur;

#### Sa Majesté le Roi des Bulgares:

M. D. Mikoff, Chargé d'affaires à Berne;

#### Le Président de la République du Chili:

M. Jorge Buchanan, ancien Sénateur, Conseiller commercial à la Légation du Chili près Sa Majesté Britannique;

#### Le Président de la République de Chine:

M. J. R. Loutsengtsiang, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse;

#### Sa Majesté le Roi de Danemark:

M. A. Oldenburg, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, Représentant du Danemark auprès de la Société des Nations;

#### Sa Majesté le Roi d'Égypte:

Mr. T. C. Macaulay, Directeur général des Douanes égyptiennes, et  
M. Ahmed Bey Abdel Khalek, Directeur de la Douane du Caire;

#### Sa Majesté le Roi d'Espagne:

M. Emilio de Palacios y Fau, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse;

#### Le Président de la République de Finlande:

M. Niilo Mannio, Secrétaire général du Ministère social;  
M. Urho Toivola, Secrétaire de légation;

#### Le Président de la République française:

M. Ernest Bolley, Conseiller d'Etat, Directeur général des Douanes au Ministère des Finances;

Et, en ce qui concerne le Protectorat de la République française au Maroc:

M. Pierre Paul Serra, Directeur des Douanes chérifiennes;

Et, en ce qui concerne la Régence de Tunis (Protectorat français):

M. Charles Ode, Directeur des Douanes tunisiennes;

#### Sa Majesté le Roi des Hellènes:

M. Vasili Colocotronis, Conseiller de légation, et  
M. Dimitri Capsali, Secrétaire de première classe au Ministère des Affaires étrangères;

#### Son Altesse Sérénissime le Gouverneur de Hongrie:

M. Félix de Parcher de Terjekfalva, Chargé d'affaires à Berne;

#### Sa Majesté le Roi d'Italie:

Le Dr Carlo Pugliesi, Sous-Directeur général des Douanes;

#### Sa Majesté l'Empereur du Japon:

M. Yotaro Sugimura, Sous-Directeur du Bureau impérial japonais de la Société des Nations;

#### Le Président de la République de Lithuanie:

M. Gaëtan Dobkevicius, Conseiller de légation, et  
Le Dr Petras Karvelis, Conseiller au Ministère des Finances, du Commerce et de l'Industrie;

#### Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg:

M. Charles Vermaire, Consul de Luxembourg à Genève;

#### Sa Majesté le Roi de Norvège:

Le Dr Fridtjof Nansen, Professeur à l'Université de Christiania;

#### Le Président de la République de Paraguay:

Le Dr Ramon V. Caballero, Chargé d'affaires à Paris;

#### Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

M. E. Menten, Chargé d'affaires a. i. à Berne, pour le Royaume en Europe, et  
M. W. I. Doude van Troostwijk, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse pour les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao;

#### Le Président de la République polonaise:

M. Jan Modzelewski, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse;

#### Le Président de la République de Portugal:

M. A. M. Bartholomeu Ferreira, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République portugaise près le Conseil fédéral suisse;

#### Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. Nicolas Petresco Comnène, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse;

#### Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes:

M. Radmilo Bouyditch, Inspecteur des Douanes au Ministère des Finances, et  
Le Dr Valdemar Lounatchek, Secrétaire de la Chambre de Commerce à Zagreb;

#### Sa Majesté le Roi de Siam:

M. Phya Sanpakitch Preecha, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie;

#### Sa Majesté le Roi de Suède:

M. K. Hjalmar Branting, Représentant de la Suède au Conseil de la Société des Nations;

#### Le Conseil fédéral de la Confédération suisse:

M. Samuel Häusermann, Inspecteur général à la tête de la IIIe Section de la Direction générale des Douanes à Berne, et  
M. Emile-Ferdinand Leuté, Directeur du VIe Arrondissement des Douanes à Genève;

#### Le Président de la République tchécoslovaque:

M. Jan Dvoracek, Ministre plénipotentiaire et Chef du Département économique au Ministère des Affaires étrangères, et  
M. Auguste Schönbach, Conseiller ministériel au Ministère des Finances;

#### Le Président de la République d'Uruguay:

Le Dr D. Enrique E. Buero, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République d'Uruguay près le Conseil fédéral suisse;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Article premier.

Les Etats contractants, en vue d'appliquer entre eux le principe et les stipulations de l'article 23 du Pacte de la Société des Nations en ce qui touche l'équitable traitement du commerce, s'engagent à ne pas entraver leurs relations commerciales par des formalités douanières ou similaires qui seraient excessives, inutiles ou arbitraires.



A cet effet, les Etats contractants s'engagent à poursuivre, par toutes mesures législatives ou administratives appropriées, la revision des dispositions établies par leurs lois ou règlements ou par les ordonnances et instructions de leurs autorités administratives, en ce qui touche les formalités douanières et similaires, afin de les simplifier, de les adapter, de temps à autre, aux besoins des relations commerciales avec l'étranger et d'éviter à celles-ci tout obstacle qui ne serait pas indispensable à la protection des intérêts essentiels du pays.

## Article 2.

Les Etats contractants s'engagent à observer strictement le principe du traitement équitable en ce qui concerne les réglementations ou procédures douanières ou similaires, les formalités relatives à la délivrance des licences, les méthodes de vérification ou d'analyse, ou toute autre question visée par la présente convention et, conformément à ce principe, ils s'interdisent, en ces matières, toute discrimination injuste, dirigée contre le commerce d'un Etat contractant.

Le principe ci-dessus demeure applicable même dans les cas où certains Etats contractants pourraient, conformément à leur législation ou à leurs accords commerciaux, se consentir réciproquement l'octroi de facilités encore plus grandes que celles résultant de la présente convention.

## Article 3.

En raison des sérieux obstacles que mettent au commerce international les prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation, les Etats contractants s'engagent à adopter et à appliquer, dès que les circonstances le leur permettront, toutes les mesures propres à réduire au minimum lesdites prohibitions et restrictions et, dans tous les cas, à prendre, en matière de licences portant dérogation aux prohibitions d'entrée ou de sortie, toutes les dispositions utiles:

- Pour que les conditions à remplir et les formalités à accomplir à l'effet d'obtenir ces licences soient immédiatement portées, dans la forme la plus claire et la plus précise, à la connaissance du public;
- Pour que le mode de délivrance de ces titres soit aussi simple et aussi stable que possible;
- Pour que l'examen des demandes et la remise des licences aux intéressés soient effectués avec la plus grande célérité;
- Pour que le système de délivrance des licences soit établi de manière à prévenir le trafic de ces titres. A cet effet, les licences, lorsque elles sont accordées à des personnes, doivent porter le nom du bénéficiaire et ne doivent pas pouvoir être utilisées par une autre personne;
- Pour que, en cas de fixation de contingents, les formalités imposées par le pays importateur ne soient pas de nature à empêcher une répartition équitable des quantités de marchandises dont l'importation est autorisée.

## Article 4.

Les Etats contractants devront publier, sans retard, tous les règlements visant les formalités douanières et similaires, ainsi que toutes modifications y afférentes, qui n'auraient pas été publiés jusqu'ici, de telle manière que les intéressés puissent en avoir connaissance et éviter ainsi le préjudice qui pourrait résulter de l'application de formalités douanières ignorées d'eux.

Les Etats contractants s'engagent à ce qu'aucune mesure concernant la réglementation douanière ne soit mise en vigueur qui n'ait été portée préalablement à la connaissance du public, soit par le moyen de sa publication au journal officiel du pays, soit par toute autre voie appropriée de publicité officielle ou privée.

La même obligation de publicité préalable s'applique à tout ce qui touche les tarifs, ainsi que les prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation.

Toutefois, dans des cas de nature exceptionnelle, où la publication préalable risquerait de porter atteinte aux intérêts essentiels du pays, les dispositions des alinéas 2 et 3 ci-dessus perdent leur caractère obligatoire. En de pareils cas, la publication devra cependant coïncider, autant que possible, avec la mise en vigueur de la mesure prise.

## Article 5.

Chaque Etat contractant qui se trouvera, par des mesures fragmentaires ou des retouches successives, avoir modifié son tarif douanier pour un nombre important d'articles, devra en donner au public une image exacte, en publiant, sous une forme aisément accessible, tous les droits applicables du fait de l'ensemble des dispositions en vigueur.

A cet effet, tous droits à percevoir par les autorités douanières du fait de l'importation ou de l'exportation des marchandises devront être indiqués d'une manière méthodique, qu'il s'agisse de droits de douane, droits accessoires, taxes de consommation, de circulation, de manipulation ou similaires, et, en général, de toutes taxes de quelque nature qu'elles soient, étant entendu que l'obligation ci-dessus prévue est limitée aux droits et taxes à percevoir, sur les marchandises importées ou exportées, pour le compte de l'Etat et du fait du dédouanement.

Les charges auxquelles la marchandise est soumise étant ainsi indiquées sans ambiguïté, il faudra, en ce qui concerne les taxes de consommation et autres à percevoir pour le compte de l'Etat du fait du dédouanement, signaler si la marchandise étrangère est grevée d'une charge spécial résultant de ce que, exceptionnellement, ces taxes ne seraient pas imposables aux marchandises du pays d'importation ou ne le seraient que partiellement.

Les Etats contractants s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour donner aux commerçants la possibilité de se procurer des informations officielles concernant les tarifs de douane, et notamment les taux des droits à percevoir sur une marchandise déterminée.

## Article 6.

Afin de permettre aux Etats contractants et à leurs ressortissants d'être informés aussi rapidement que possible de toutes les mesures visées aux articles 4 et 5 qui intéressent leur commerce, chaque Etat contractant s'engage à communiquer au représentant diplomatique de chacun des autres Etats, ou à tout autre représentant désigné à cet effet et résidant sur son territoire, toutes publications effectuées en exécution desdits articles, cette communication devant être faite dès la parution et en double exemplaire. Faute d'un représentant diplomatique ou autre, la communication sera faite à l'Etat intéressé par la voie qu'il indiquera à cet effet.

Chaque Etat contractant s'engage, en outre, à faire parvenir en dix exemplaires, dès leur parution, au Secrétariat de la Société des Nations, toutes publications faites en exécution des articles 4 et 5.

Chaque Etat contractant s'engage de même à communiquer en dix exemplaires, dès leur parution, tous les tarifs douaniers ou modifications de tarifs institués par lui au „Bureau international pour la publication des tarifs douaniers“ de Bruxelles, chargé par la Convention internationale du 5 juillet 1890 de la traduction et de la publication des tarifs.

## Article 7.

Les Etats contractants s'engagent à prendre, tant par le moyen de leur législation que de leur administration, toutes les mesures les plus appropriées pour empêcher l'application arbitraire ou injuste de leurs lois et réglementations, en matière douanière et similaire, ainsi que pour assurer un recours par voie administrative, judiciaire ou arbitrale aux personnes qui auraient été lésées par ces abus.

Toutes mesures de cet ordre qui sont actuellement en vigueur, ou qui seraient prises à l'avenir, devront être publiées dans les conditions prévues aux articles 4 et 5.

## Article 8.

Hors le cas où elles pourraient être passibles de prohibition, et pour autant que la présence de la marchandise ne serait pas indispensable à la solution du différend, les marchandises qui font l'objet d'un différend relatif à la tarification, à l'origine, à la

provenance ou à la valeur, doivent, à la demande du redevable, être remises immédiatement à sa libre disposition, sans attendre la solution du différend, sous réserve des mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts de l'Etat. Il est entendu que le remboursement des droits consignés ou l'annulation de la soumission souscrite par le déclarant aura lieu dès que sera intervenue la solution du litige, qui devra, en toute hypothèse, être aussi rapide que possible.

## Article 9.

En vue de marquer les progrès accomplis en tout ce qui touche la simplification des formalités douanières ou similaires visées aux articles précédents, chacun des Etats contractants devra remettre au Secrétaire général de la Société des Nations, dans les douze mois qui suivront la mise en vigueur, en ce qui le concerne, de la présente convention, un résumé des mesures prises par lui pour assurer ladite simplification.

Des résumés analogues seront fournis dans la suite tous les trois ans et chaque fois que le Conseil de la Société en fera la demande.

## Article 10.

Les échantillons et modèles passibles de droits d'entrée et non frappés de prohibition, importés par les fabricants ou commerçants établis dans l'un quelconque des Etats contractants, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de voyageurs de commerce, sont admissibles en franchise provisoire sur le territoire de chacun des Etats contractants, moyennant consignation des droits d'entrée ou engagement cautionné garantissant le paiement éventuel de ces droits.

Pour bénéficier de cette faveur, les fabricants ou commerçants et les voyageurs de commerce doivent se conformer aux lois, règlements et formalités de douane sur la matière édictés par les susdits Etats; ces lois et règlements pourront imposer aux intéressés l'obligation d'une carte de légitimation.

Pour l'application du présent article, sont considérés comme échantillons ou modèles tous objets représentatifs d'une marchandise déterminée sous la double réserve, d'une part, que lesdits objets soient susceptibles d'être dûment identifiés lors de la réexportation, d'autre part, que les objets ainsi importés ne représentent pas des quantités ou valeurs telles que, dans leur ensemble, ils n'auraient plus le caractère usuel d'échantillons.

Les autorités douanières de l'un quelconque des Etats contractants considéreront comme suffisantes, au point de vue de la reconnaissance ultérieure de l'identité des échantillons ou modèles, les marques qui y auront été apposées par la douane d'un autre Etat contractant, à la condition que ces échantillons ou modèles soient accompagnés d'une liste descriptive certifiée par les autorités douanières de ce dernier Etat. Des marques supplémentaires pourront cependant être apposées sur les échantillons ou modèles par la douane du pays d'importation dans tous les cas où celle-ci jugerait ce complément de garantie indispensable pour assurer l'identification des échantillons ou modèles, lors de la réexportation. Hormis ce dernier cas, la vérification douanière consistera simplement à reconnaître l'identité des échantillons et à déterminer le montant des droits et taxes éventuellement exigibles.

Le délai de réexportation est fixé au minimum à six mois, sauf la faculté de prolongation réservée à l'administration douanière du pays d'importation. Passé le délai imparti, le paiement des droits sera exigé sur les échantillons non réexportés.

Le remboursement des droits consignés à l'entrée ou la libération de la caution qui garantit le paiement de ces droits seront effectués sans retard à tous les bureaux situés aux frontières ou à l'intérieur du pays, qui auront reçu les attributions nécessaires à cet effet, et éventuellement sous déduction des droits afférents aux échantillons ou modèles qui ne seraient pas présentés à la réexportation. Les Etats contractants publieront la liste des bureaux auxquels lesdites attributions auront été conférées.

Dans le cas où une carte de légitimation est exigée, celle-ci doit être conforme au modèle annexé au présent article et être délivrée par une autorité agréée à cette fin par l'Etat dans lequel les fabricants ou commerçants ont le siège de leurs affaires. Sous condition de réciprocité, les cartes de légitimation seront exemptées d'un visa consulaire ou autre, sauf dans le cas où un Etat justifierait que des circonstances spéciales ou exceptionnelles l'obligent à l'exiger. Dans ce cas, le coût du visa devra être fixé à un taux aussi minime que possible et ne pourra dépasser le coût de l'émission.

Les Etats contractants se communiqueront, directement, à bref délai, et communiqueront également au Secrétariat de la Société des Nations, la liste des autorités reconnues compétentes pour délivrer les cartes de légitimation.

Jusqu'à l'institution du régime ci-dessus défini, les facilités que les Etats accordent déjà ne seront pas restreintes.

Les dispositions du présent article, sauf celles relatives à la carte de légitimation, sont applicables aux échantillons et modèles qui, passibles de droits d'entrée et non frappés de prohibition, seraient importés par les fabricants, commerçants ou voyageurs de commerce établis dans l'un quelconque des Etats contractants, même si ces fabricants, commerçants ou voyageurs de commerce n'accompagnent pas lesdits échantillons ou modèles.

## [MODÈLE]

[NOM DE L'ÉTAT]

(Autorité de délivrance.)

## CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE

valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.

Bon pour ..... N<sup>o</sup> de la carte .....

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte,

M. ...., né à .....

demeurant à ..... rue ..... n<sup>o</sup> .....Possède<sup>1</sup> .....

à .....

sous la raison de commerce .....

.....

(ou) est commis-voyageur au service { de la maison .....

{ des maisons .....

à .....

qui { possède<sup>1</sup> .....

{ possèdent .....

sous la raison de commerce .....

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans

les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maison (s) dont il s'agit, il

est certifié que ladite (lesdites) maison (s) est (sont) autorisée (s) à pratiquer

son (leurs) industrie (s) et son (leurs) commerce (s) à ..... et y paie (nt) les

contributions légales à cet effet.

....., le ..... 19 .....

Signature du chef de la (des) maison(s)

Signalement du porteur:

Age .....

Taille .....

Cheveux .....

Signes particuliers .....

Signature du porteur:

.....

<sup>1</sup>) Indication de la fabrique ou du commerce.

N. B. — On ne doit remplir que la rubrique 1 du formulaire, lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel.



## Article 11.

Les Etats contractants limiteront dans toute la mesure possible les cas où des certificats d'origine sont exigés.

En conformité avec ce principe, et étant entendu que les administrations douanières conservent leur plein droit de contrôle quant à l'origine réelle des marchandises et, partant, le pouvoir d'exiger, nonobstant la production de certificats, toutes justifications autres qu'elles jugent nécessaires, les Etats contractants acceptent de se conformer aux dispositions suivantes:

10 Les Etats contractants s'appliqueront à rendre aussi simples et équitables que possible la procédure et les formalités relatives à la délivrance et à la reconnaissance des certificats d'origine, et ils porteront à la connaissance du public les cas dans lesquels les certificats sont exigés et les conditions auxquelles ils sont délivrés.

20 Les certificats d'origine peuvent émaner, non seulement des autorités officielles des Etats contractants, mais aussi de tous organismes ayant la compétence et présentant les garanties nécessaires, qui auraient été préalablement agréés par chacun des Etats intéressés. Chaque Etat contractant communiquera aussitôt que possible au Secrétariat de la Société des Nations la liste des organismes qu'il aura habilités pour la délivrance des certificats d'origine. Chaque Etat se réserve le droit de retirer son agrément à l'un quelconque des organismes ainsi notifiés, s'il constate que cet organisme a émis indûment lesdits certificats.

30 Dans le cas où la marchandise ne serait pas importée directement du pays d'origine, mais parviendrait par la voie d'un pays tiers contractant, les administrations douanières admettront les certificats d'origine établis par les organismes qualifiés dudit pays tiers, tout en réservant leur droit de vérifier la recevabilité de pareils certificats au même titre que ceux délivrés par le pays d'origine.

40 Les administrations douanières n'exigeront pas la production du certificat d'origine:

- Lorsque l'intéressé renonce à réclamer le bénéfice d'un régime dont l'application est subordonnée à la production d'un tel certificat;
- Lorsque la nature même des marchandises établit incontestablement leur origine et qu'un accord préalable est intervenu à cet égard entre les Etats intéressés;
- Lorsque la marchandise est accompagnée d'un certificat attestant qu'elle a droit à une appellation régionale, sous la réserve que ce titre ait été délivré par un organisme habilité à cette fin et agréé par l'Etat importateur.

50 Si la législation de leurs pays respectifs n'y fait pas obstacle, les administrations douanières devront, au cas où la réciprocité serait assurée:

- Affranchir également de la justification d'origine, hors le cas de soupçon d'abus, les importations qui, manifestement, ne présentent pas un caractère commercial ou qui, ayant ce caractère, n'ont qu'une faible valeur;
- Accepter les certificats d'origine délivrés pour des marchandises dont l'exportation n'aurait pas été immédiatement effectuée, pourvu que l'expédition de ces marchandises ait eu lieu dans un délai fixé à un mois ou à deux mois, selon que le pays d'expédition et le pays de destination sont ou non limitrophes, ces délais étant susceptibles de prolongation, si les raisons invoquées pour expliquer le retard du transport apparaissent suffisantes.

60 Lorsque, pour une raison plausible, l'importateur ne sera pas en mesure de présenter le certificat d'origine lors de l'importation des marchandises, le délai nécessaire pour la production de ce titre pourra lui être accordé aux conditions que les administrations douanières jugeront utiles pour garantir le paiement des droits éventuellement exigibles. Le certificat étant ultérieurement produit, les droits qui auraient été acquittés ou consignés en trop seront remboursés aussitôt que possible.

Il sera tenu compte, pour l'application de la présente disposition, des conditions résultant éventuellement du décompte de contingents.

70 Les certificats pourront être établis, soit dans la langue du pays importateur, soit dans la langue du pays exportateur, la douane du pays d'importation conservant, en cas de doute sur la teneur du document, la faculté d'en réclamer une traduction.

80 Les certificats d'origine seront en principe dispensés du visa consulaire, surtout quand ils émanent des administrations douanières. Si, dans des cas exceptionnels, le visa consulaire reste exigé, les intéressés peuvent, à leur choix, soumettre les certificats d'origine au visa, soit du consul de leur ressort, soit du consul d'un ressort voisin; le coût du visa devra être aussi réduit que possible et ne pourra dépasser le coût de l'émission, en particulier lorsqu'il s'agit d'envois de faible valeur.

90 Les dispositions du présent article sont applicables à tous documents faisant office de certificats d'origine.

## Article 12.

Les documents dits „factures consulaires“ ne seront exigibles qu'autant que la production en sera rendue nécessaire, soit pour établir l'origine de la marchandise importée, lorsque l'origine est susceptible d'influer sur les conditions d'admission de la marchandise, soit pour déterminer la valeur de celle-ci, dans le cas de tarifications ad valorem pour l'application desquelles la facture commerciale ne serait pas suffisante.

La confection des factures consulaires sera simplifiée de manière à éviter toutes complications ou difficultés et à faciliter l'établissement de ces titres par le commerce intéressé.

Le coût du visa des factures consulaires ne comportera qu'un droit fixe, qui devra être aussi réduit que possible, et il ne sera pas exigé, pour une même facture, un nombre d'exemplaires supérieur à trois.

## Article 13.

Lorsque le régime applicable à une catégorie quelconque de marchandises importées dépend de l'exécution de conditions techniques spéciales, en ce qui touche leur composition, leur degré de pureté, leur qualité, leur état sanitaire, leur zone de production ou d'autres conditions analogues, les Etats contractants s'efforceront de conclure des accords aux termes desquels les certificats délivrés, ainsi que les timbres ou marques apposés dans le pays exportateur pour garantir que lesdites conditions sont remplies, seront acceptés, sans que ces marchandises soient soumises à une seconde analyse ou à un nouvel essai dans le pays importateur, sous réserve de garanties spéciales, lorsqu'il y a présomption que les conditions exigées ne sont pas remplies. L'Etat importateur devrait avoir de même toutes garanties en ce qui concerne l'autorité qui délivre les certificats, ainsi que la nature et le caractère des épreuves exigées dans le pays exportateur. D'autre part, l'administration douanière de l'Etat importateur devrait conserver le droit de procéder à une contre-analyse toutes les fois qu'elle aurait des raisons particulières d'y recourir.

Pour faciliter la généralisation de tels accords, il serait utile d'y introduire les spécifications ci-après:

- Méthodes à suivre uniformément par tous les laboratoires chargés de procéder aux analyses ou essais, ces méthodes pouvant être périodiquement révisées à la demande d'un ou de plusieurs Etats parties à ces accords;
- Nature et caractère des épreuves à pratiquer dans chacun des Etats parties auxdits accords, en ayant soin de déterminer le degré de pureté exigible pour les produits, de façon à ne pas aboutir à une véritable prohibition.

## Article 14.

Les Etats contractants examineront les méthodes les plus appropriées pour simplifier et rendre plus uniformes en même temps que plus équitables, au moyen d'une action, soit individuelle, soit concertée, les formalités afférentes au dédouanement rapide des marchandises, à la visite des bagages des voyageurs, au régime des marchandises en entrepôt, aux taxes de magasinage, et aux autres matières visées à l'annexe au présent article.

Pour l'application dudit article, les Etats contractants envisageront favorablement les recommandations contenues dans cette annexe.

## Annexe à l'article 14.

## A. — Dédouanement rapide des marchandises.

## Organisation et fonctionnement du service.

1. Pour éviter l'engorgement dans certains bureaux frontières, il est désirable que la pratique du dédouanement dans les bureaux ou entrepôts intérieurs soit facilitée, quand les règlements intérieurs, les conditions de transport et la nature des marchandises le permettent.

2. Il est désirable que, hors le cas de soupçon d'abus et sans préjudice des droits que les Etats tiennent de leur législation, les plombs ou scellés douaniers apposés par un Etat sur des marchandises en transit ou dirigées sur entrepôt soient reconnus et respectés par les autres Etats, sous réserve de la faculté pour ceux-ci de compléter le plombage ou les scellés par l'apposition de nouvelles marques douanières.

## Passage des marchandises en douane.

3. Il est désirable que, dans toute la mesure du possible et sans préjudice de la faculté de percevoir des redevances spéciales, les Etats:

- Facilitent le dédouanement des denrées périssables, en dehors des heures d'ouverture des bureaux et des jours ouvrables;
- Autorisent, dans les limites de leur législation, le chargement et le déchargement des navires et bateaux, en dehors des jours et heures ordinaires des travaux de la douane.

## Facilités accordées au déclarant.

4. Il est désirable que le destinataire soit toujours libre, sous réserve des stipulations de l'article 10 de la Convention de Berne du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemin de fer, amendée par la Convention de Berne du 19 septembre 1906, de déclarer lui-même les marchandises en douane ou de les faire déclarer par une personne de son choix.

5. Il est désirable, là où le système sera reconnu applicable, qu'il soit adopté un formulaire comportant à la fois la déclaration en douane à remplir par l'intéressé, le certificat de vérification et, lorsque le pays intéressé le juge utile, la quittance du paiement des droits d'entrée.

6. Il est désirable que les Etats s'abstiennent, autant que possible, d'appliquer des pénalités sévères pour de légères infractions à la procédure ou à la réglementation douanières. En particulier, dans le cas où la production de documents est exigée pour le dédouanement d'une marchandise, s'il a été commis une omission ou une erreur manifestement dénuées de toute intention frauduleuse et facilement réparables, l'amende éventuelle devra être réduite au minimum, de manière à ce qu'étant aussi peu onéreuse que possible, elle n'ait d'autre caractère que celui d'une sanction de principe, c'est-à-dire d'un simple avertissement.

7. Il serait utile d'envisager la possibilité d'employer, pour l'acquiescement ou la garantie des droits de douane, des chèques postaux ou des chèques de banque, moyennant la production préalable d'un cautionnement permanent.

8. Il est désirable que les autorités douanières soient, autant que possible, autorisées, lorsque l'identité des marchandises peut être établie à leur satisfaction, à rembourser, en cas de réexportation des marchandises, les droits acquittés à leur importation, à condition qu'elles soient restées sans interruption sous le contrôle de la douane. Il est également désirable qu'aucun droit d'exportation ne soit imposé lors de la réexportation de ces marchandises.

9. Il conviendrait de prendre des mesures appropriées pour éviter tout retard dans le dédouanement des catalogues de commerce et autres imprimés du même genre destinés à la réclame, lorsqu'ils sont expédiés par la poste ou emballés avec la marchandise à laquelle ils se rapportent.

10. Il est désirable que, dans le cas où certaines pièces nécessaires aux formalités douanières devraient porter le visa d'un consul ou d'une autre autorité, le bureau chargé du visa s'efforce d'adopter, autant que possible, les heures de service en usage dans les milieux commerciaux de la localité où il se trouve; il est désirable, en outre, que les redevances pour heures supplémentaires, lorsque ces redevances sont perçues, soient limitées à un chiffre aussi raisonnable que possible.

## B. — Visite des bagages des voyageurs.

11. Il est désirable de voir généraliser, autant que possible, la pratique de la visite douanière des bagages à main dans les trains à intercirculation complète, soit en cours de route, soit pendant le stationnement des trains en gare frontière.

12. Il est désirable que la pratique recommandée au paragraphe 11 ci-dessus, en ce qui concerne la visite des bagages des voyageurs, soit, autant que possible, étendue aux voyages maritimes et fluviaux. La visite devrait, dans la mesure du possible, s'effectuer à bord des bateaux, soit en cours de route, lorsque la traversée n'est pas longue, soit à l'arrivée dans le port.

13. Il est désirable que soient affichés dans les locaux de la douane et, autant que possible, dans les voitures de chemin de fer et les bateaux, les droits et taxes auxquels sont soumis les principaux objets que le voyageur emporte ordinairement avec lui, ainsi que la nomenclature des articles prohibés.

## C. — Régime des marchandises en entrepôts et taxes de magasinage.

14. Il est désirable que les Etats dans lesquels des établissements de cette nature n'existent pas encore créent ou approuvent la création d'entrepôts dits „fictifs“ ou „particuliers“; ces établissements pourraient être autorisés pour des marchandises qui, en raison de leur nature, réclament des soins spéciaux.

15. Il est désirable que les droits de magasinage dans les entrepôts soient calculés sur une base raisonnable et de telle sorte qu'ils ne dépassent pas, dans la règle, la couverture des frais généraux et la rémunération du capital engagé.

16. Il est désirable que toute personne ayant des marchandises en entrepôt soit autorisée à retirer les marchandises avariées; celles-ci seraient soit détruites en présence de fonctionnaires des douanes, soit renvoyées à l'expéditeur, sans être astreintes au paiement d'aucun droit de douane.

## D. — Marchandises figurant au Manifeste et non débarquées.

17. Il est désirable que les droits d'entrée ne soient pas exigés pour des marchandises qui, bien qu'elles figurent au manifeste, ne sont pas effectivement introduites dans le pays, toute justification probante devant être fournie à cet égard, soit par le transporteur, soit par le capitaine, dans le délai imparti par l'administration douanière.

## E. — Coopération des services.

18. Il est désirable de développer l'institution des gares internationales et de réaliser la coopération effective des divers services nationaux qui y sont installés.

Il y aurait lieu également d'établir, autant que possible, la concordance effective des attributions et des heures d'ouverture des bureaux correspondants de deux pays limitrophes et situés de part et d'autre de la frontière, qu'il s'agisse de routes, de voies fluviales ou de voies ferrées. L'établissement de bureaux de douane de pays limitrophes en un même endroit et, si la chose est réalisable, dans le même bâtiment, devrait être autant que possible généralisé.

A l'effet de réaliser les recommandations contenues dans la présente section E, il est désirable qu'une conférence internationale soit réunie, à laquelle participeront des représentants de toutes les administrations et organismes intéressés.

## Article 15.

Chacun des Etats contractants s'engage, moyennant des garanties suffisantes de la part des transporteurs et sous réserve des peines de droit en cas de fraude ou d'importation illicite, à autoriser l'acheminement direct et d'office, sans visite douanière



à la frontière, des bagages enregistrés, du lieu d'expédition à l'étranger vers un bureau de l'intérieur de son territoire, si ce bureau est qualifié à cet effet. Les Etats publieront la liste des bureaux ainsi qualifiés. Il est entendu que le voyageur aura la faculté de déclarer ses bagages au premier bureau d'entrée.

## Article 16.

Les Etats contractants, tout en se réservant tous droits quant à l'économie de leur législation propre en matière d'importation et d'exportation temporaires, s'inspireront, autant que possible, des notions exposées à l'annexe du présent article en ce qui touche le régime des marchandises importées ou exportées pour subir un complément de transformation, des objets destinés à figurer dans des expositions d'un caractère public, qu'elles aient un but industriel, commercial, artistique ou scientifique, des appareils et objets d'expériences et de démonstrations, des véhicules de tourisme ou de déménagement, des échantillons, des emballages, des marchandises exportées sous réserve de retour, et de toutes autres espèces similaires.

## Annexe à l'article 16.

1. Il est désirable que les dispositions des lois et règlements sur les importations et les exportations temporaires soient simplifiées autant que les circonstances le permettront et qu'elles reçoivent la publicité prévue aux articles 4 et 5 de la présente convention.

2. Il est désirable que les mesures d'application fassent, autant que possible, l'objet de dispositions générales, afin que toutes personnes ou firmes intéressées puissent en avoir connaissance et en bénéficier.

3. Il est désirable que les procédés employés pour l'identification des marchandises soient aussi simples que possible, et, à cet effet, il est recommandé:

- De tenir compte des garanties qui résultent de l'existence sur les objets de marques apposées par les administrations douanières d'autres Etats;
- D'admettre le système d'identification par voie de modèles ou d'échantillons et aussi par voie de dessins ou de descriptions complètes et détaillées, surtout lorsque l'apposition de marques serait impossible ou présenterait des inconvénients.

4. Il est désirable que les formalités, tant de déclaration que de vérification, puissent être accomplies, non seulement dans les bureaux frontières, mais aussi dans tous bureaux situés à l'intérieur du pays et ayant reçu les attributions nécessaires à cette fin.

5. Il est désirable que des délais suffisants soient accordés pour l'exécution des travaux en vue desquels sont effectuées les importations et les exportations temporaires, qu'il soit tenu compte des circonstances imprévues qui peuvent en retarder l'achèvement et que le délai soit prorogé en cas besoin.

6. Il est désirable que les garanties soient acceptées sous forme tant de soumissions cautionnées que de versements en numéraire.

7. Il est désirable que les cautionnements soient remboursés ou dégagés dès qu'il aura été satisfait à toutes les obligations qui avaient été contractées.

## Article 17.

La présente convention ne porte pas atteinte aux mesures générales ou particulières qu'un Etat contractant serait exceptionnellement obligé de prendre en cas d'événements graves intéressant la sécurité du pays ou ses intérêts vitaux, étant entendu que le principe de l'équitable traitement du commerce doit toujours être observé dans toute la mesure du possible. Elle ne doit pas davantage préjudicier aux mesures que les Etats contractants pourraient être amenés à prendre pour assurer la santé des hommes, des animaux ou des plantes.

## Article 18.

La présente convention n'impose à aucun des Etats contractants d'obligation qui irait à l'encontre de ses droits et devoirs en tant que Membre de la Société des Nations.

## Article 19.

Les engagements souscrits par des Etats contractants en matière de réglementation douanière, en vertu de traités, conventions ou accords, conclus par eux avant la date du 3 novembre 1923, ne sont pas abrogés par suite de la mise en vigueur de la présente convention.

En raison de cette non-abrogation, les Etats contractants s'engagent, dès que les circonstances le rendront possible et tout au moins au moment de l'expiration de ces accords, à apporter aux engagements ainsi maintenus qui contreviendraient aux dispositions de la présente convention, toutes modifications destinées à les mettre en harmonie avec elles; étant entendu que cet engagement ne s'applique pas aux stipulations des traités qui ont mis fin à la guerre de 1914—1918, traités auxquels la présente convention ne saurait porter aucune atteinte.

## Article 20.

Conformément à l'article 23 e) du Pacte de la Société des Nations, tout Etat contractant qui pourra invoquer valablement contre l'application de l'une quelconque des dispositions de la présente convention, sur tout ou partie de son territoire, une situation économique grave, résultant de dévastations commises sur son sol pendant la guerre de 1914—1918, sera considéré comme dispensé temporairement des obligations résultant de l'application de ladite disposition, étant entendu que le principe de l'équitable traitement du commerce, auquel les Etats contractants s'obligent, doit être observé dans toute la mesure possible.

## Article 21.

Il est entendu que cette convention ne doit pas être interprétée comme réglant en quoi que ce soit les droits et obligations inter se de territoires faisant partie ou placés sous la protection d'un même Etat souverain, que ces territoires pris individuellement soient ou non Etats contractants.

## Article 22.

Si un différend surgit entre deux ou plusieurs Etats contractants au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente convention et si ce différend ne peut être réglé, soit directement entre les Parties, soit par la voie de tout autre moyen de règlement amiable, les parties au différend pourront, avant de recourir à toute procédure arbitrale ou judiciaire, soumettre le différend, aux fins d'amiabla composition, à tout organisme technique que le Conseil de la Société des Nations pourra désigner à cet effet. Cet organisme formulera un avis, consultatif après avoir entendu les parties et les avoir, au besoin, réunies.

L'avis consultatif formulé par ledit organisme ne liera pas les parties au différend, à moins qu'il ne soit accepté par chacune d'elles, et les Parties conserveront la liberté, soit après avoir recouru à la procédure ci-dessus mentionnée, soit pour remplacer cette procédure, de recourir à toute autre procédure arbitrale ou judiciaire de leur choix, y compris l'instance devant la Cour permanente de Justice internationale, pour toutes matières qui sont de la compétence de la Cour, aux termes de son statut.

Si un différend de la nature précisée à l'alinéa premier du présent article surgit au sujet de l'interprétation ou de l'application, soit des alinéas 2 ou 3 de l'article 4, soit de l'article 7 de la présente convention, les Parties devront, à la requête de l'une d'elles, soumettre l'objet du litige à la décision de la Cour permanente de Justice internationale, qu'elles aient ou non, au préalable, recouru à la procédure précisée au paragraphe premier du présent article.

La procédure ouverte devant l'organisme visé ci-dessus, ou l'avis formulé par lui, n'entraînera en aucun cas la suspension de la mesure qui fait l'objet du litige; il en sera de même dans le cas d'une instance devant la Cour permanente de Justice internationale, à moins que celle-ci n'en décide autrement aux termes de l'article 41 de son statut.

## Article 23.

La présente convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour, et sera, jusqu'au 31 octobre 1924, ouverte à la signature de tout Etat représenté à la Conférence de Genève, de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de la présente convention.

## Article 24.

La présente convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt aux Membres de la Société des Nations signataires de la convention, ainsi qu'aux autres Etats signataires.

## Article 25.

A partir du 31 octobre 1924, tout Etat représenté à la conférence visée à l'article 23, et non signataire de la convention, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat auquel le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire, pourra adhérer à la présente convention.

Cette adhésion s'effectuera au moyen d'un instrument communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations, aux fins de dépôt dans les archives du Secrétariat. Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement aux Membres de la Société des Nations, signataires de la convention, ainsi qu'aux autres Etats signataires.

## Article 26.

La présente convention n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifiée par cinq Puissances. La date de son entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour après la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations de la cinquième ratification. Ultérieurement, la présente convention prendra effet, en ce qui concerne chacune des Parties, quatre-vingt-dis jours après la réception de la ratification ou de la notification de l'adhésion.

Conformément aux dispositions de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général enregistrera la présente convention le jour de l'entrée en vigueur de cette dernière.

## Article 27.

Un recueil spécial sera tenu par le Secrétaire général de la Société des Nations, indiquant quelles Parties ont signé ou ratifié la présente convention, y ont adhéré ou l'ont dénoncée. Ce recueil sera constamment ouvert aux Membres de la Société et publication en sera faite aussi souvent que possible, suivant les indications du Conseil.

## Article 28.

La présente convention peut être dénoncée par notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. La dénonciation deviendra effective un an après la date de sa réception par le Secrétaire général et n'aura d'effet qu'en ce qui concerne le Membre de la Société des Nations ou l'Etat dénonçant.

Le Secrétaire général de la Société des Nations portera à la connaissance de chacun des Membres de la Société des Nations signataires de la convention ou adhérents à la convention et des autres Etats signataires ou adhérents toute dénonciation reçue par lui.

## Article 29.

Tout Etat signataire ou adhérent de la présente convention peut déclarer, soit au moment de sa signature, soit au moment de sa ratification ou de son adhésion, que son acceptation de la présente convention n'engage pas, soit l'ensemble, soit tel de ses protectorats, colonies, possessions ou territoires d'outre-mer soumis à sa souveraineté ou à son autorité, et peut, ultérieurement et conformément à l'article 25, adhérer séparément au nom de l'un quelconque de ses protectorats, colonies, possessions ou territoires d'outre-mer, exclus par cette déclaration.

La dénonciation pourra également s'effectuer séparément pour tout protectorat, colonie, possession ou territoire d'outre-mer; les dispositions de l'article 28 s'appliqueront à cette dénonciation.

## Article 30.

Le Conseil de la Société des Nations est prié de considérer l'opportunité de réunir une conférence à fin de révision de la présente convention, si un tiers des Etats contractants en fait la demande.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention.

Fait à Genève, le trois novembre mil neuf cent vingt-trois, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera remise à tous les Etats représentés à la conférence.

Allemagne	Willy Ernst
Autriche	E. Pflügl
Belgique	J. Brunet
	A. Janssen
Brésil	J. A. Barboza Carneiro
Empire Britannique	H. Llewellyn Smith
Union Sud-Africaine	H. Llewellyn Smith
Australie	C. A. B. Campion
Nouvelle-Zélande	J. Allen

Je déclare par la présente que ma signature engage le territoire sous mandat du Samoa occidental.

Inde	Hardinge of Penshurst
Bulgarie	D. Mikoff
Chili	Jorge Buchanan
Chine	J. R. Loutsengtsiang
Danemark	A. Oldenburg
Egypte	T. C. Macaulay
	A. Abdel Khalek
Espagne	Emilio de Palacios
Finlande	Niilo A. Mannio
	Urho Toivola
France	E. Bolley
Grèce	V. Colocotronis
	D. Capsali
Hongrie	F. De Parcher
Italie	Carlo Pugliesi
Japon	Y. Sugimura
Lithuanie	Dobkevicius
	Dr. P. Karvelis
Luxembourg	Ch. G. Vermaire
Protectorat français du Maroc	P. Serra
Norvège	Fridtjof Nansen
Paraguay	R. V. Caballero



## Pays-Bas

Me référant à l'art. 29 de la Convention, je déclare que le Gouvernement Néerlandais, tout en n'acceptant la Convention que pour le Royaume en Europe, n'écarte pas d'une manière catégorique son adhésion en ce qui concerne les territoires d'outre-mer, mais que le Gouvernement diffère cette adhésion et se réserve d'adhérer ultérieurement soit pour l'ensemble, soit pour l'un ou l'autre de ses territoires d'outre-mer.

E. Menten

Pays-Bas. Pour les territoires d'outre-mer: Indes Néerlandaises, Surinam et Curaçao

W. Doude van Troostwijk

Pologne

J. Modzelewski

Portugal

A. M. Bartholomeu Ferreira

Roumanie

Au nom du Gouvernement Royal de Roumanie je fais les mêmes réserves formulées par les différents Gouvernements, — insérées à l'art. 6 du Protocole, — et j'explique que le Gouvernement Royal entend que l'art. 22 de la Convention confère le droit de recourir à la procédure prévue dans ledit article aux seules Hautes Parties contractantes, — pour des questions d'ordre général, — les simples particuliers ne pouvant saisir que les instances judiciaires nationales en cas de désaccord avec les autorités du Royaume.

N. P. Comnène

Royaume des Serbes,

Croates et Slovènes

Radmilo Bouyditch

Dr. Valdemar Lounatchek

Siam

Phya Sanpakitch Preecha

Suède

Hj. Branting

Suisse

Häusermann

E. Leuté

Tchécoslovaquie

J. Dvoracek

D. Schönbach

Régence de Tunis

(Protectorat français)

Ode

Uruguay

E. E. Buero

**PROTOCOLE DE LA CONVENTION INTERNATIONALE  
POUR LA  
SIMPLIFICATION DES FORMALITÉS DOUANIÈRES.**

Au moment de procéder à la signature de la Convention pour la simplification des formalités douanières, conclue à la date de ce jour, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit:

1. Il est entendu que les obligations qui résultent, pour les Etats contractants, de la convention ci-dessus visée, n'affectent en aucune façon celles qu'ils ont contractées ou pourront contracter à l'avenir, conformément à des traités ou accords internationaux visant à sauvegarder la santé des hommes, des animaux ou des plantes, (notamment la Convention internationale de l'opium) ou destinés à défendre la moralité publique ou ayant pour objet la sécurité internationale.

2. En ce qui concerne l'application de l'article 3, l'engagement souscrit par le Canada ne lie que le Gouvernement fédéral sans engager les gouvernements des provinces auxquels la constitution canadienne donne le pouvoir d'interdire ou de restreindre, sur leur territoire, l'importation de certains produits.

3. En ce qui concerne l'application des articles 4 et 5, l'adhésion du Brésil et du Canada n'implique, pour ces Etats, la responsabilité du Gouvernement fédéral, en matière d'exportation, que dans la mesure où il prend lui-même des dispositions tarifaires ou réglementaires visées auxdits articles, sans qu'il puisse assumer aucune responsabilité en ce qui concerne les dispositions de même ordre prises par les Etats ou provinces en vertu des droits que la Constitution du pays leur confère.

4. En ce qui concerne l'application de l'article 4 et du second alinéa de l'article 5, l'engagement souscrit par l'Allemagne n'implique pas l'obligation de publier certaines taxes minimales qu'elle perçoit ou certaines formalités spéciales qu'elle applique, lesquelles ne sont pas édictées par elle, mais instituées par l'un quelconque des Etats fédérés ou par une autorité locale quelconque.

5. Pour l'application de l'article 11, les Etats contractants reconnaissent que les règles établies par eux constituent des garanties minima qui pourront être réclamées par tous les Etats contractants, mais n'excluent pas l'extension ou l'adaptation desdites règles dans des accords bilatéraux ou autres, que lesdits Etats institueraient volontairement entre eux.

6. Etant donné les conditions spéciales dans lesquelles ils se trouvent, les Gouvernements d'Espagne, de Finlande, de Pologne et de Portugal ont déclaré qu'ils se réservent la faculté d'excepter, lors de la ratification, l'article 10, et qu'ils ne s'obligent à appliquer ledit article qu'après une période de cinq ans à dater de ce jour.

Une déclaration analogue a été faite par les Gouvernements d'Espagne, de Grèce et de Portugal en ce qui concerne le 8<sup>o</sup> de l'article 11 de la convention, et par les Gouvernements d'Espagne et de Portugal à l'égard du 3<sup>o</sup> du même article. Le Gouvernement polonais a fait une déclaration semblable au sujet de l'application de l'ensemble de cet article, à l'exception des 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup>, aux prescriptions desquels il accepte de se conformer dès la mise en vigueur, en ce qui le concerne, de ladite convention.

Les autres Etats contractants, en déclarant qu'ils acceptent les réserves ainsi formulées, stipulent qu'ils ne seront eux-mêmes liés, pour les matières qui en font l'objet, à l'égard des Etats qui en bénéficient, que lorsque l'application des stipulations ainsi différées sera, de la part desdits Etats, devenue effective.

Les exceptions formulées ultérieurement par d'autres gouvernements au moment de leur ratification ou de leur adhésion, en ce qui concerne l'article 10, l'article 11 ou des dispositions particulières de ces articles, seront admises, pour la durée visée au premier alinéa et dans les conditions mentionnées au troisième alinéa ci-dessus, si le Conseil de la Société des Nations en décide ainsi, après consultation de l'organe technique prévu à l'article 22 de la convention.

Le présent protocole aura les mêmes force, valeur et durée que la convention conclue à la date de ce jour et dont il doit être considéré comme faisant partie intégrante.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent protocole.

Fait à Genève, le trois novembre mil neuf cent vingt-trois, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera remise à tous les Etats représentés à la Conférence.

Allemagne

Willy Ernst

Autriche

E. Pflügl

Belgique

J. Brunet

A. Janssen

Brésil

J. A. Barboza Carneiro

Empire Britannique

H. Llewellyn Smith

Union Sud-Africaine

H. Llewellyn Smith

Australie

C. A. B. Champion

Nouvelle-Zélande

J. Allen

Je déclare par la présente que ma signature engage le territoire sous mandat du Samoa occidental.

Inde

Hardinge of Penshurst

Bulgarie

D. Mikoff

Chili

Jorge Buchanan

Chine

J. R. Loutsengtsiang

Danemark

A. Oldenburg

Egypte

T. C. Macaulay

A. Abdel Khalek

Espagne

Emilio de Palacios

Finlande

Niilo A. Mannio

Urho Toivola

France

E. Bolley

Grèce

V. Colocotronis

D. Capsali

Hongrie

F. De Parcher

Italie

Carlo Pugliesi

Japon

Y. Sugimura

Lithuanie

Dobkevicius

Dr. P. Karvelis

Luxembourg

Ch. G. Vermaire

Protectorat français

du Maroc

P. Serra

Norvège

Fridtjof Nansen

Paraguay

R. V. Caballero

Pays-Bas

Avec la réserve indiquée à la Convention,

E. Menten

Pour le territoire d'outre-mer du Royaume: Indes Néerlandaises, Surinam et Curaçao.

W. Doude van Troostwijk

Pologne

J. Modzelewski

Portugal

A. M. Bartholomeu Ferreira

Roumanie

Sous les réserves et explications mentionnées en signant la Convention.

N. P. Comnène

Royaume des Serbes,

Croates et Slovènes

Radmilo Bouyditch

Dr. Valdemar Lounatchek

Siam

Phya Sanpakitch Preecha

Suède

Hj. Branting

Suisse

Häusermann

E. Leuté

Tchécoslovaquie

J. Dvoracek

D. Schönbach

Régence de Tunis

(Protectorat français)

Ode

Uruguay

E. E. Buero

**INTERNATIONAL CONVENTION  
RELATING TO THE SIMPLIFICATION OF CUSTOMS FORMALITIES.**

GENEVA, NOVEMBER 3rd, 1923.

Germany, Austria, Belgium, Brazil, the British Empire (with the Commonwealth, of Australia, the Union of South Africa, New Zealand, India), Bulgaria, Chile, China, Denmark, Egypt, Spain, Finland, France, Greece, Hungary, Italy, Japan, Lithuania, Luxemburg, the Protectorate of the French Republic in Morocco, Norway, Paraguay, the Netherlands, Poland, Portugal, Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, Siam, Sweden, Switzerland, Czechoslovakia, the Regency of Tunis (French Protectorate) and Uruguay,

Desiring to give effect to the principle of the equitable treatment of commerce laid down in Article 23 of the Covenant of the League of Nations;

Convinced that the freeing of international commerce from the burden of unnecessary, excessive or arbitrary Customs or other similar formalities would constitute an important step towards the attainment of this aim;

Considering that the best method of achieving their present purpose is by means of an international agreement based on just reciprocity;

Have decided to conclude a Convention for this purpose;

The High Contracting Parties have accordingly appointed as their Plenipotentiaries:

**The President of the German Reich:**

M. Willy Ernst, Ministerial Counsellor at the Ministry for Finance of the Reich;

**The President of the Austrian Republic:**

M. E. Pflügl, Resident Minister, Representative of the Austrian Federal Government accredited to the League of Nations;

**His Majesty the King of the Belgians:**

M. Jules Brunet, Minister Plenipotentiary, President of the „Bureau international pour la publication des tarifs douaniers“, and  
M. Armand L. J. Janssen, Director-General of Customs;

**The President of the United States of Brazil:**

M. Julio Augusto Barboza Carneiro, Commercial Attaché to the Brazilian Embassy in London;

**His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:**

Sir Hubert Llewellyn Smith, G.C.B., Economic Adviser to the British Government;

**For the Commonwealth of Australia:**

Mr. C. A. B. Champion, Manager of the Commonwealth Bank of Australia in London;

**For the Union of South Africa:**

Sir Hubert Llewellyn Smith, G.C.B., Economic Adviser to the British Government;



**For the Dominion of New Zealand:**

The Honourable Sir James Allen, K.C.B., High Commissioner for New Zealand in the United Kingdom;

**For India:**

The Right Honourable Lord Hardinge of Penshurst, K.G., G.C.B., G.C.S.I., G.C.M.G., G.C.I.E., G.C.V.O., I.S.O., Privy Councillor, former Viceroy, former Ambassador;

**His Majesty the King of the Bulgarians:**

M. D. Mikoff, Chargé d'Affaires at Berne;

**The President of the Republic of Chile:**

M. Jorge Buchanan, Former Senator, Commercial Adviser to the Chilean Legation in London;

**The President of the Republic of China:**

M. J. R. Loutsengtsiang, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council;

**His Majesty the King of Denmark:**

M. A. Oldenburg, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council; Representative of Denmark accredited to the League of Nations;

**His Majesty the King of Egypt:**

Mr. T. C. Macaulay, Director-General of the Egyptian Customs, and M. Ahmed Bey Abdel Khalek, Director of the Cairo Customs House;

**His Majesty the King of Spain:**

M. Emilio de Palacios y Fau, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council;

**The President of the Finnish Republic:**

M. Niilo Mannio, Secretary-General of the Ministry for Social Welfare, and M. Urho Toivola, Secretary of Legation;

**The President of the French Republic:**

M. Ernest Bolley Councillor of State, Director-General of Customs in the Ministry of Finance;

And, so far as the Protectorate of the French Republic in Morocco is concerned:

M. Pierre Pail Serra, Director of the Sherifian Customs;

And, so far as the Regency of Tunis (French Protectorate) is concerned:

M. Charles Ode, Director of Tunisian Customs;

**His Majesty the King of the Hellenes:**

M. Vasili Colocotronis, Counsellor of Legation, and M. Dimitri Capsali, First Secretary of Legation in the Ministry of Foreign Affairs;

**His Serene Highness the Governor of Hungary:**

M. Felix de Parcher de Terjekfalva, Chargé d'Affaires at Berne;

**His Majesty the King of Italy:**

Dr. Carlo Pugliesi, Sub-Director-General of Customs;

**His Majesty the Emperor of Japan:**

M. Yotaro Sugimura, Assistant-Director of the Imperial League of Nations Office;

**The President of the Lithuanian Republic:**

M. Gaėtan Dobkevicius, Counsellor of Legation, and Dr. Petras Karvelis, Counsellor in the Ministry of Finance, of Commerce and Industry;

**Her Royal Highness the Grand-Duchess of Luxemburg:**

M. Charles Vermaire, Consul of Luxemburg at Geneva;

**His Majesty the King of Norway:**

Dr. Fridtjof Nansen, Professor at the University of Christiania;

**The President of the Republic of Paraguay:**

Dr. Ramon V. Caballero, Chargé d'Affaires at Paris;

**Her Majesty the Queen of the Netherlands:**

M. E. Menten, Chargé d'Affaires a. i. at Berne, for the Kingdom in Europe, and M. W. I. Doude van Troostwijk, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council for the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao;

**The President of the Polish Republic:**

M. Jan Modzelewski, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council;

**The President of the Portuguese Republic:**

M. A. M. Bartholomeu Ferreira, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Portuguese Republic to the Swiss Federal Council;

**His Majesty the King of Roumania:**

M. Nicolas Petresco Commène, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council;

**His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes:**

M. Radmilo Bouyditch, Inspector in the General Customs Administration, and Dr. Valdemar Lounatchek, Secretary of the Zagreb Chamber of Commerce;

**His Majesty the King of Siam:**

M. Phya Sanpakitch Preecha, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Italy;

**His Majesty the King of Sweden:**

M. K. Hjalmar Branting, Representative of Sweden on the Council of the League of Nations;

**The Swiss Federal Council:**

M. Samuel Häusermann, Inspector-General in charge of the Third Section in the General Customs Administration at Berne, and M. Emile-Ferdinand Leuté, Director of the Sixth Customs District at Geneva;

**The President of the Czechoslovak Republic:**

M. Jan Dvoracek, Minister Plenipotentiary and Head of the Economic Department of the Ministry of Foreign Affairs, and M. Auguste Schönbach, Ministerial Counsellor in the Ministry of Finance;

**The President of the Republic of Uruguay:**

Dr. D. Enrique E. Buero, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Uruguay to the Swiss Federal Council;

Who, after communicating their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

**Article 1.**

The Contracting States, with a view to applying between themselves the principle and the stipulations of Article 23 of the Covenant of the League of Nations with regard

to the equitable treatment of commerce, undertake that their commercial relations shall not be hindered by excessive, unnecessary or arbitrary Customs or other similar formalities.

The Contracting States therefore undertake to revise, by all appropriate legislative or administrative measures, the provisions affecting Customs or other similar formalities which are prescribed by their laws or by rules, regulations or instructions issued by their administrative authorities, with a view to their simplification and adaptation, from time to time, to the needs of foreign trade and to the avoidance of all hindrance to such trade, except that which is absolutely necessary in order to safeguard the essential interests of the State.

**Article 2.**

The Contracting States undertake to observe strictly the principle of equitable treatment in respect of Customs or other similar regulations or procedure, formalities of the grant of licences, methods of verification or analysis, and all other matters dealt with in the present Convention, and consequently agree to abstain, in these matters, from any unjust discrimination against the commerce of any Contracting State.

The above principle shall be invariably applied even in cases in which certain Contracting States, in accordance with their legislation or commercial agreements, may reciprocally agree to accord still greater facilities than those resulting from the present Convention.

**Article 3.**

In view of the grave obstacle to international trade caused by import and export prohibitions and restrictions, the Contracting States undertake to adopt and apply, as soon as circumstances permit, all measures calculated to reduce such prohibitions and restrictions to the smallest number; they undertake in any case, as regards import and export licences, to do everything in their power to ensure:

- That the conditions to be fulfilled and the formalities to be observed in order to obtain such licences should be brought immediately in the clearest and most definite form to the notice of the public;
- That the method of issue of the certificates of licences should be as simple and stable as possible;
- That the examination of applications and the issue of licences to the applicants should be carried out with the least possible delay;
- That the system of issuing licences should be such as to prevent the traffic in licences. With this object, licences, when issued to individuals, should state the name of the holder and should not be capable of being used by any other person;
- That, in the event of the fixing of rations, the formalities required by the importing country should not be such as to prevent an equitable allocation of the quantities of goods of which the importation is authorised.

**Article 4.**

The Contracting States shall publish promptly all regulations relating to Customs and similar formalities and all modifications therein, which have not been already published, in such a manner as to enable persons concerned to become acquainted with them and to avoid the prejudice which might result from the application of Customs formalities of which they are ignorant.

The Contracting States agree that no Customs regulations shall be enforced before such regulations have been published, either in the Official Journal of the country concerned or through some other suitable official or private channel of publicity.

This obligation to publish in advance extends to all matters affecting tariffs and import and export prohibitions or restrictions.

In cases, however, of an exceptional nature, when previous publication would be likely to injure the essential interests of the country, the provisions of the second and third paragraphs of this Article will lose their obligatory force. In such cases, however, publication shall, so far as possible, take place simultaneously with the enforcement of the measure in question.

**Article 5.**

Every Contracting State whose tariff has been modified by successive additions and alterations affecting a considerable number of articles shall publish a complete statement, in an easily accessible form, of all the duties levied as a result of all the measures in force.

For this purpose all duties levied by the Customs authorities by reason of importation or exportation shall be methodically stated, whether they are Customs duties, supplementary charges, taxes on consumption or circulation, charges for handling goods or similar charges, and in general all charges of any description, it being understood that the above obligation is limited to duties or charges which are levied on imported or exported goods on behalf of the State and by reason of clearing goods through the Customs.

The charges to which goods are liable being thus clearly stated, a clear indication shall be given, in the case of taxes on consumption and other taxes levied on behalf of the State by reason of clearing goods through the Customs, whether foreign goods are subject to a special tax owing to the fact that, as an exceptional measure, goods of the country of importation are not or are only partially liable to such taxes.

The Contracting States undertake to take the necessary steps to enable traders to procure official information in regard to Customs tariffs, particularly as to the amount of the charges to which any given class of goods is liable.

**Article 6.**

In order to enable Contracting States and their nationals to become acquainted as quickly as possible with all the measures referred to in Articles 4 and 5 which affect their trade, each Contracting State undertakes to communicate to the diplomatic representative of each other State, or such other representative residing in its territory as may be designated for the purpose, all publications issued in accordance with the said Articles. Such communication will be made in duplicate and so soon as publications is effected. If no such diplomatic or other representative exists, the communication will be made to the State concerned through such channel as it may designate for the purpose.

Further, each Contracting State undertakes to forward to the Secretariat of the League of Nations, as soon as they appear, ten copies of all publications issued in accordance with Articles 4 and 5.

Each Contracting State also undertakes to communicate, as soon as they appear, to the „International Office for the Publication of Customs Tariffs“ at Brussels, which is entrusted by the International Convention of July 5<sup>th</sup>, 1890, with the translation and publication of such tariffs, ten copies of all Customs tariffs or modifications therein which it may establish.

**Article 7.**

The Contracting States undertake to take the most appropriate measures by their national legislation and administration both to prevent the arbitrary or unjust application of their laws and regulations with regard to Customs and other similar matters, and to ensure redress by administrative, judicial or arbitral procedure for those who may have been prejudiced by such abuses.

All such measures which are at present in force or which may be taken hereafter shall be published in the manner provided by Articles 4 and 5.

**Article 8.**

Apart from cases in which their importation may be prohibited, and unless it is indispensable for the solution of the dispute that they should be produced, goods which form the subject of a dispute as to the application of the Customs tariff or as to their origin, place of departure or value, must, at the request of the declarant, be



at once placed at his disposal without waiting for the solution of the dispute, subject, however, to any measures that may be necessary for safeguarding the interests of the State. It is understood that the refund of the amount deposited in respect of duties or the cancellation of the undertaking given by the declarant shall take place immediately upon the solution of the dispute, which must, in any case, be as speedy as possible.

Article 9.

In order to indicate the progress which has been made in all matters relating to the simplification of the Customs and other similar formalities referred to in the preceding Articles, each of the Contracting States shall, within twelve months from the coming into force in its own case of the present Convention, furnish the Secretary-General of the League of Nations with a summary of all the steps which it has taken to effect such simplification.

Similar summaries shall thereafter be furnished every three years and whenever requested by the Council of the League.

Article 10.

Samples and specimens which are liable to import duty, and the importation of which is not prohibited, shall, when imported by manufacturers or traders established in any of the Contracting States, either in person or through the agency of commercial travellers, be temporarily admitted free of duty to the territory of each of the Contracting States, subject to the amount of the import duties being deposited or security being given for payment if necessary.

To obtain this privilege, manufacturers or traders and commercial travellers must comply with the relevant laws, regulations and Customs formalities prescribed by the said States; these laws and regulations may require the parties concerned to be provided with an identity card.

For the purpose of the present Article, all objects representative of a specified category of goods shall be considered as samples or specimens, provided, first, that the said articles are such that they can be duly identified on re-exportation, and secondly, that the articles thus imported are not of such quantity or value that, taken as a whole, they no longer constitute samples in the usual sense.

The Customs authorities of any of the Contracting States shall recognise as sufficient for the future identification of the samples or specimens the marks which have been affixed by the Customs authorities of any other Contracting State, provided that the said samples or specimens are accompanied by a descriptive list certified by the Customs authorities of the latter State. Additional marks may, however, be affixed to the samples or specimen by the Customs authorities of the importing country in all cases in which the latter consider this additional guarantee indispensable for ensuring the identification of the samples or specimens on re-exportation. Except in the latter case, Customs verification shall be confined to identifying the samples and deciding the total duties and charges to which they may eventually be liable.

The period allowed for re-exportation is fixed at not less than six months, subject to prolongation by the Customs administration of the importing country. When the period of grace has expired, duty shall be payable on samples which have not been re-exported.

The refund of duties paid on importation, or the release of the security for payment of these duties, shall be effected without delay at any of the offices situated at the frontier or in the interior of the country which possess the necessary authority, and subject to the deduction of the duties payable on samples or specimens not produced for re-exportation. The Contracting States shall publish a list of the offices on which the said authority has been conferred.

Where identity cards are required, they must conform to the specimen annexed to this Article and be delivered by an authority designated for this purpose by the State in which the manufacturers or traders have their business headquarters. Subject to reciprocity, no consular or other visa shall be required on identity cards, unless a State shows that such a requirement is rendered necessary by special or exceptional circumstances. When a visa is required, its cost shall be as low as possible and shall not exceed the cost of the service.

The Contracting States shall, as soon as possible, communicate direct to each other, and also to the Secretariat of the League of Nations, a list of the authorities recognised as competent to issue identity cards.

Pending the introduction of the system defined above, facilities at present granted by States shall not be curtailed.

The provisions of the present Article, except those referring to identity cards, shall be applicable to samples and specimens which are liable to import duties and the importation of which is not prohibited, when imported by manufacturers, traders or commercial travellers established in any of the Contracting States, even if not accompanied by the said manufacturers, traders, or commercial travellers.

[SPECIMEN]

[NAME OF STATE]

(Issuing Office)

IDENTITY CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS

Valid for twelve months including the day of issue.

Good for ..... No. of identity card ...

It is hereby certified that the bearer of this card

M. ...., born at .....

living at ..... No. .... Street .....

is the owner of (1) .....

at .....

for the purpose of trade .....

.....

(or) is a commercial traveller employed by { the firm of .....

at ..... { the firms of .....

which } possesses<sup>1</sup> .....

for the purposes of trade ..... }

.....

The bearer of this card intends to solicit orders in the above-mentioned

countries and to make purchases for the firm(s) referred to. It is hereby certified

that the said firm(s) is (are) authorised to carry out its (their) business

and trade at ..... and that it pays (they pay) the taxes, as provided by law,

for that purpose.

....., the ..... 19 .....

Signature of the head of the firm(s):

Description of the bearer.

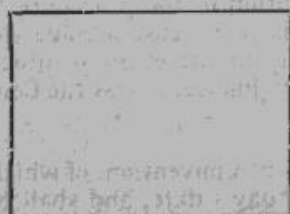
Age .....

Height .....

Hair .....

Special Marks .....

Signature of the bearer.



<sup>1</sup> State the articles or nature of the trade.

N.B.—The first entry should only be completed for heads of commercial or manufacturing businesses.

Article 11.

The Contracting States shall reduce as far as possible the number of cases in which certificates of origin are required.

In accordance with this principle, and subject to the understanding that the Customs Administrations will retain fully the right of verifying the real origin of goods and consequently also the power to demand, in spite of the production of certificates, any other proof they may deem necessary, the Contracting States agree to comply with the following provisions:

1. The Contracting States shall take steps to render as simple and equitable as possible the procedure and formalities connected with the issue and acceptance of certificates of origin, and they shall bring to the notice of the public the cases in which such certificates are required and the conditions on which they are issued.

2. Certificates of origin may be issued not only by the official authorities of the Contracting States, but also by any other organisations which possess the necessary authority and offer the necessary guarantees and are previously approved for this purpose by each of the States concerned. Each Contracting State shall communicate as soon as possible to the Secretariat of the League of Nations a list of organisations which it has designated for the purpose of delivering certificates of origin. Each State retains the right of withdrawing its approval from any organisation which has been so notified to it, if it is shown that such organisation has issued certificates in an improper manner.

3. In cases where goods are not imported direct from the country of origin, but are forwarded through the territory of a third contracting country, the Customs administrations shall accept the certificates of origin drawn up by the approved organisations of the third contracting country, retaining, however, the right to satisfy themselves that such certificates are in order in the same manner as in the case of certificates issued by the country of origin.

4. The Customs administrations shall not require the production of a certificate of origin:

(a) In cases where the person concerned renounces all claim to the benefit of a regime which depends for application upon the production of such a certificate.

(b) When the nature of the goods clearly establishes their origin, and an agreement on this subject has been previously concluded between the States concerned;

(c) When the goods are accompanied by a certificate to the effect that they are entitled to a regional appellation, provided that this certificate has been issued by an organisation designated for this purpose and approved by the importing State.

5. If the law of their respective countries permits, and subject to reciprocity, Customs administrations shall:

(a) Except in cases where abuse is suspected, dispense with proof of origin in regard to imports which are manifestly not of a commercial nature, or which although of a commercial nature, are of small value;

(b) Accept certificates of origin issued in respect of goods which are not exported immediately, provided that such goods are despatched within a period of either one month or two months, according as the exporting country and the country of destination are or are not contiguous; this period may be extended, provided that the reasons given for the delay in completing the transport of the goods appear satisfactory.

6. When, for any sufficient reason, the importer is unable to produce a certificate of origin when he imports his goods, the Customs authorities may grant him the period of grace necessary for the production of this document, subject to such conditions as they may judge necessary to guarantee the charges which may eventually be payable. Upon the certificate being subsequently produced, the charges which may have been paid, or the amount paid in excess, shall be refunded at the earliest possible moment.

In applying the above provision, such conditions as may result from the exhaustion of the quantities which may be imported under a rationing system shall be taken into account.

7. Certificates may be in either the language of the importing country or the language of the exporting country, the Customs authorities of the importing country retaining the right to demand a translation in case of doubt as to the effect of the document.

8. Certificates of origin shall not in principle require a consular visa, particularly when they originate from the Customs administrations. If, in exceptional cases, a consular visa is required, the persons concerned may at their discretion submit their certificates of origin either to the Consul of their district or to the Consul of a neighbouring district for a visa. The cost of the visa must be as low as possible, and must not exceed the cost of issue, especially in the case of consignments of small value.

9. The provisions of the present Article shall apply to all documents used as certificates of origin.

Article 12.

The documents known as „Consular invoices“ will not be required, unless their production is necessary either to establish the origin of the goods imported in cases where the origin may affect the conditions under which the goods are admitted, or to ascertain the value of the latter in the case of an ad valorem tariff, for the application of which the commercial invoice would not suffice.

The form of Consular invoices shall be simplified so as to obviate any intricacies or difficulties and to facilitate the drawing up of these documents by the branch of trade concerned.

The cost of a visa for Consular invoices shall be a fixed charge, which should be as low as possible; the number of copies of any single invoice required shall not exceed three.

Article 13.

Where the regime applicable to any class of imported goods depends on the fulfilment of particular technical conditions as to their constitution, purity, quality, sanitary condition, district of production, or other similar matters, the Contracting States will endeavour to conclude agreements under which certificates, stamps or marks given or affixed in the exporting country to guarantee the satisfaction of the said conditions will be accepted without the goods being subjected to a second analysis or other test in the country of importation, subject to special guarantees to be taken where there is a presumption that the required conditions are not fulfilled. The importing State should be afforded every guarantee as to the authorities appointed to issue the certificates and the nature and standard of the tests applied in the exporting country. The Customs administrations of the importing State should also retain the right to make a second analysis whenever there are special reasons for doing so.

To facilitate the general adoption of such agreements, it would be useful that they should indicate:

(a) The methods to be uniformly adopted by all laboratories appointed to make analyses or other tests, these methods being open to revision from time to time at the request of one or more of the States parties to such agreements;

(b) The nature and standard of the tests to be carried out in each of the States parties to such agreements, due care being taken that the standard of purity required for the various products is fixed in such a way as not to be tantamount to virtual prohibition.

Article 14.

The Contracting States shall consider the most appropriate methods of simplifying and making more uniform and reasonable, whether by means of individual or concerted action, the formalities relating to the rapid passage of goods through the Customs the examination of travellers' luggage, the system of goods in bond and warehousing charges, and the other matters dealt with in the Annex to this Article.

In giving effect to this Article, the Contracting States will extend favourable consideration to the recommendations contained in that Annex.



## Annex to Article 14.

## A. — Rapid Passage of Goods through the Customs.

## Organisation and working of the service.

1. In order to avoid congestion at certain frontier Customs Offices, it is desirable that the practice of clearing goods at inland offices or warehouses should be encouraged whenever domestic regulations, transport conditions and the nature of the goods permit of this being done.

2. It is desirable that, unless abuse is suspected, and subject to the rights of States under their own legislation, the lead or other Customs seals affixed by a State to goods which are in transit or on their way to warehouses be recognised and respected by other States, apart from the right of the latter to affix new Customs marks in addition to the lead or other seals.

## Passage of goods through the Customs.

3. It is desirable that the States should, as far as is possible, but without prejudice to their right to levy special charges:

- (a) Facilitate the clearing of perishable goods outside ordinary office hours and on days other than working days;
- (b) Authorise, as far as their legislation permits, the lading and unlading of vessels and boats outside the ordinary Customs-House working days and office hours.

## Facilities granted to persons declaring goods.

4. It is desirable that the consignee should always be free, except in so far as otherwise provided by Article 10 of the Berne Convention of October 14th, 1890, regarding the Carriage of Goods by Rail, which was amended by the Berne Convention of September 19th, 1906, to declare, in person, goods in a Customs Office, or to cause this declaration to be made by some person designated by him.

5. It is desirable, wherever it is considered that such a system could usefully be employed, to adopt a printed form, including the Customs declaration, to be filled in by the party concerned, the certificate of verification, and, if the country in question regards it as advisable, the receipt for the payment of the import duties.

6. It is desirable that States should refrain, so far as possible, from inflicting severe penalties for trifling infractions of Customs procedure or regulations. In particular, if an act of omission or an error has been committed which is obviously devoid of any fraudulent intent and which can easily be put right, in respect of cases in which the production of documents is required for the clearing of goods through the Customs, any fine which may be imposed should be as small as possible so as to be as little burdensome as possible and to have no character other than that of a formal penalty, i.e., of a simple warning.

7. Consideration should be given to the possibility of using postal money-orders or cheques, against security of a permanent character, for the payment or guarantee of Customs duties.

8. It is desirable that the Customs authorities should as far as possible be authorised, when the identity of the goods can be established to their satisfaction, to refund on re-exportation of goods the duties paid on their importation, provided that they have remained continuously under the supervision of the Customs authorities. It is also desirable that no export duties should be imposed when such goods are re-exported.

9. Suitable measures should be taken to avoid all delay in the passage through the Customs of commercial catalogues and other printed matter of the same kind intended for advertisement when they are sent by post or packed with the goods to which they refer.

10. It is desirable, in cases in which certain documents necessary for purposes of Customs formalities must bear the visa of a consulate or other authority, that the office which grants the visa should endeavour so far as possible to keep the hours of business which are habitual in the commercial circles of the locality in which such office is situated; it is also desirable that charges for attendances out of office hours, when levied, should be fixed at as reasonable a figure as possible.

## B. — Examination of Baggage.

11. It is desirable that the practice of examining hand baggage in trains consisting entirely of corridor stock, either en route or when the train stops at a frontier station, should if possible be generally applied.

12. It is desirable that the practice recommended in paragraph 11 above as regards the examination of travellers, baggage should, as far as possible, be extended to journeys by sea and on rivers. The examination should, as far as practicable, be carried out on board ship, either during the voyage, when the crossing is not long, or on the ship's arrival in port.

13. It is desirable that notices should be posted on the Customs-House premise and, as far as possible, in railway carriages and on boats, stating the charges and duties payable on the chief articles which travellers usually carry, and also a list of the articles the importation of which is prohibited.

## C. — Treatment of Goods in Warehouses and Warehousing Charges.

14. It is desirable that States in which such institutions do not already exist should establish or approve the establishment of so-called „constructive“ and „special“ warehouses, which might be used for goods requiring special care on account of their peculiar character.

15. It is desirable that warehouse charges should be drawn up on a reasonable basis so as to be as a rule no more than sufficient to cover general expenses and interest on the capital laid out.

16. It is desirable that all persons having goods in warehouses should be allowed to withdraw damaged goods; the latter should be either destroyed in the presence of the Customs officials or returned to the consignor without the payment of any Customs duties.

## D. — Goods shown on the Manifest but not landed.

17. It is desirable that the payment of import duties should not be required in the case of goods which, although they are shown on the manifest, are not actually introduced into the country, provided that sufficient evidence of the fact is furnished either by the carrier or by the captain within a time-limit fixed by the Customs authorities.

## E. — Co-operation of the Services concerned.

18. It is desirable to develop the system of international railway stations and to obtain effective co-operation among the various national organisations established therein.

It would also be advisable to establish the closest possible concordance between the functions and office hours of the corresponding offices of two contiguous countries, whether in the case of roads, rivers or railways. The practice of establishing the Customs offices of contiguous countries in the same place, and, if feasible, even in the same building, should if possible be made general.

With a view to carrying out the recommendations contained in the present Section E, it is desirable that an international conference should be convened, in which representatives of all the administrations and organisations concerned should take part.

## Article 15.

Each of the Contracting States undertakes, in return for adequate guarantees on the part of the transport agents, and subject to legal penalties in case of fraud or illegal importation, to allow baggage registered from the place of despatch abroad to be forwarded as of right, and without a Customs examination at the frontier, to a non-frontier Customs office in its territory, if such office is qualified for this purpose. The Contracting States shall publish lists of Customs offices thus qualified. It is understood that the traveller will have the choice of declaring his baggage at the first office of entry.

## Article 16.

The Contracting States, while reserving all their rights in respect of their own system of law regarding temporary importation and exportation, will be guided as far as possible by the principles laid down in the Annex to this Article as regards the regime to be applied to goods which are imported or exported in order to undergo a manufacturing process, to articles intended for exhibitions of a public character, whether for industrial, commercial, artistic or scientific purposes, to apparatus and articles employed for experiments or demonstrations, to touring vehicles, or furniture vans, to samples, to packing-cases and wrappings, to goods exported subject to an undertaking that they will be returned, and to other goods of a similar kind.

## Annex to Article 16.

1. It is desirable that the provisions of laws and regulations relating to temporary importation and exportation shall be simplified as far as circumstances allow, and shall be made public in the manner provided for in Articles 4 and 5 of the present Convention.

2. It is desirable that the measures of application should so far as possible form the subject of general regulations, in order that the persons or firms concerned may be acquainted with and able to take advantage of them.

3. It is desirable that the procedure adopted for the identification of goods should be as simple as possible, and that for this purpose:

- (a) The guarantee afforded by the presence on the articles of marks affixed by the Customs administrations of other States should be taken into consideration;
- (b) The system of identification by specimens or samples, by drawings or by complete and detailed descriptions should be instituted, especially in cases in which the affixing of marks is impossible or offers disadvantages.

4. It is desirable that the formalities in connection both with declaration and verification should be carried out not only in the frontier offices but also in any offices situated in the interior of the country concerned which possess the necessary authority.

5. It is desirable that an adequate time-limit should be allowed for the execution of undertakings which involve temporary importation or exportation, and that due consideration should be given to any unforeseen circumstances which may delay their execution, and the time-limit prolonged in case of need.

6. It is desirable that guarantees should be accepted in the form either of properly secured bonds or of payments in cash.

7. It is desirable that the security given should be refunded or released as soon as all the obligations which had been contracted have been fulfilled.

## Article 17.

The present Convention does not prejudice exceptional measures of a general or particular character which a Contracting State may be obliged to take in the event of an emergency affecting the safety or vital interests of the country, it being understood that the principle of the equitable treatment of commerce must be observed to the utmost possible extent. Nor does it prejudice the measures which Contracting States may take to ensure the health of human beings, animals or plants.

## Article 18.

The present Convention does not impose upon a Contracting State any obligations conflicting with its rights and duties as a Member of the League of Nations.

## Article 19.

The coming into force of the present Convention will not abrogate the obligations of Contracting States in relation to Customs regulations under Treaties, Conventions or Agreements concluded by them before November 3rd, 1923.

In consideration of such agreements being kept in force, the Contracting States undertake, so soon as circumstances permit, and in any case on the termination of the agreement, to introduce into agreements so kept in force which contravene the provisions of the present Convention the modifications required to bring them into harmony with such provisions; it being understood that this obligation is not applicable to the provisions of the treaties which terminated the war of 1914—1918, and which are in no wise affected by the present Convention.

## Article 20.

In conformity with Article 23 (e) of the Covenant of the League of Nations, any Contracting State which can establish a good case against the application of any provision of the present Convention in some or all of its territory, on the ground of the grave economic situation arising out of the acts of devastation perpetrated on its soil during the war of 1914—1918, shall be deemed to be relieved temporarily of the obligations arising from the application of such provision, it being understood that the principle of the equitable treatment of commerce, which is accepted as binding by the Contracting States, must be observed to the utmost possible extent.

## Article 21.

It is understood that the present Convention must not be interpreted as regulating in any way rights and obligations inter se of territories forming part or placed under the protection of the same sovereign State, whether or not these territories are individually Contracting States.

## Article 22.

Should a dispute arise between two or more Contracting States as to the interpretation or application of the provisions of the present Convention, and should such dispute not be settled either directly between the parties or by the employment of any other means of reaching agreement, the parties to the dispute may, before resorting to any arbitral or judicial procedure, submit the dispute, with a view to an amicable settlement, to such technical body as the Council of the League of Nations may appoint for this purpose. This body will give an advisory opinion after hearing the parties and effecting a meeting between them if necessary.

The advisory opinion given by the said body will not be binding upon the parties to the dispute unless it is accepted by all of them, and they are free either after resort to such procedure or in lieu thereof to have recourse to any arbitral or judicial procedure which they may select, including reference to the Permanent Court of International Justice as regards any matters which are within the competence of that Court under its Statute.

If a dispute of the nature referred to in the first paragraph of this Article should arise with regard to the interpretation or application of paragraphs 2 or 3 of Article 4, or Article 7, of the present Convention, the parties shall, at the request of any of them, refer the matter to the decision of the Permanent Court of International Justice, whether or not there has previously been recourse to the procedure prescribed in the first paragraph of this Article.

The adoption of the procedure before the body referred to above or the opinion given by it will in no case involve the suspension of the measures complained of; the same will apply in the event of proceedings being taken before the Permanent Court of International Justice, unless the Court decides otherwise under Article 41 of the Statute.

## Article 23.

The present Convention, of which the French and English texts are both authentic, shall bear this day's date, and shall be open for signature until October 31st, 1924, by any State represented at the Conference of Geneva, by any Member of the League of Nations and by any States to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.



Article 24.

The present Convention is subject to ratification. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to the Members of the League which are signatories of the Convention and to the other signatory States.

Article 25.

After October 31st, 1924, the present Convention may be acceded to by any State represented at the Conference referred to in Article 23 which has not signed the Convention, by any Member of the League of Nations, or by any State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

Accession shall be effected by an instrument communicated to the Secretary-General of the League of Nations to be deposited in the archives of the Secretariat. The Secretary-General shall at once notify such deposit to all the Members of the League of Nations signatories of the Convention and to the other signatory States.

Article 26.

The present Convention will not come into force until it has been ratified by five Powers. The date of its coming into force shall be the ninetieth day after the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the fifth ratification. Thereafter, the present Convention will take effect in the case of each Party ninety days after receipt of its ratification or of the notification of its accession.

In compliance with the provisions of Article 18 of the Covenant of the League of Nations, the Secretary-General will register the present Convention upon the day of its coming into force.

Article 27.

A special record shall be kept by the Secretary-General of the League of Nations showing which of the Parties have signed, ratified, acceded to or denounced the present Convention. This record shall be open to the Members of the League at all times; it shall be published as often as possible, in accordance with the directions of the Council.

Article 28.

The present Convention may be denounced by an instrument in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations. The denunciation shall become effective one year after the date of the receipt of the instrument of denunciation by the Secretary-General, and shall operate only in respect of the Member of the League of Nations or State which makes it.

The Secretary-General of the League of Nations shall notify the receipt of any such denunciations to all the Members of the League of Nations signatories of or adherents to the Convention and to the other signatory or adherent States.

Article 29.

Any State signing or adhering to the present Convention may declare, at the moment either of its signature, ratification or accession, that its acceptance of the present Convention does not include any or all of its colonies, overseas possessions, protectorates, or overseas territories under its sovereignty or authority and may subsequently adhere, in conformity with the provisions of Article 25, on behalf of any such colony, overseas possession, protectorate or territory excluded by such declaration.

Denunciation may also be made separately in respect of any such colony, overseas possession, protectorate or territory, and the provisions of Article 28 shall apply to any such denunciation.

Article 30.

The Council of the League of Nations is requested to consider the desirability of summoning a Conference for the purpose of revising the present Convention if requested by one-third of the Contracting States.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva, the third day of November, one thousand nine hundred and twenty-three, in a single copy, which will remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations; certified copies will be transmitted to all States represented at the Conference.

Germany	Willy Ernst
Austria	E. Pflügl
Belgium	J. Brunet
	A. Janssen
Brazil	J. A. Barboza Carneiro
British Empire	H. Llewellyn Smith
Union of South Africa	H. Llewellyn Smith
Australia	C. A. B. Champion
New Zealand	J. Allen
I hereby declare that my signature includes the Mandated Territory of Western Samoa.	
India	Hardinge of Penshurst
Bulgaria	D. Mikoff
Chile	Jorge Buchanan
China	J. R. Loutsengtsiang
Denmark	A. Oldenburg
Egypt	T. C. Macaulay
	A. Abdel Khalek
Spain	Emillo de Palacios
Finland	Niilo A. Mannio
	Urho Toivola
France	E. Bolley
Greece	V. Colocotronis
	D. Capsali
Hungary	F. De Parcher
Italy	Carlo Pugliesi
Japan	Y. Sugimura
Lithuania	Dobkevicius
	Dr. P. Karvelis
Luxemburg	Ch. G. Vermaire
French Protectorate of Morocco	P. Serra
Norway	Fridtjof Nansen
Paraguay	R. V. Caballero
The Netherlands	

With reference to Article 29 of the Convention, I have the honour to declare that, although the Netherlands Government only accepts the Convention in respect of its European territories, it does not definitely refuse its adhesion as regards its overseas possessions. The Netherlands Government wishes, however, to postpone such adhesion, and reserves the right subsequently to adhere in respect of all or any of its overseas possessions.

E. Menten

Netherlands. For the overseas territories: Netherlands Indies, Surinam and Curaçao	W. Doude van Troostwijk
Poland	J. Modzelewski
Portugal	A. M. Bartholomeu Ferreira
Roumania	

On behalf of the Royal Roumanian Government, I make the same reservations as those formulated by the other Governments and inserted in Article 6 of the Protocol, and I would add that the Royal Government understands that Article 22 of the Convention confers the right to have recourse to the procedure provided for in this Article for questions of a general nature solely on the High Contracting Parties, private persons being only entitled to appeal to their own judicial authorities in case any dispute arises with the authorities of the Kingdom.

N. P. Comnène

Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	Radmilo Bouyditich
	Dr. Valdemar Lounatchek
Siam	Phya Sanpakitch Preecha
Sweden	Hj. Branting
Switzerland	Häusermann
	E. Leuté
Czechoslovakia	J. Dvoracek
	D. Schönbach
Regency of Tunis (French Protectorate)	Ode
Uruguay	E. E. Buero

PROTOCOL TO THE INTERNATIONAL CONVENTION RELATING TO THE SIMPLIFICATION OF CUSTOMS FORMALITIES.

At the moment of signing the Convention of to-day's date relating to the simplification of Customs formalities, the undersigned, duly authorised, have agreed as follows:

1. It is understood that the obligations of the Contracting States under the Convention referred to above do not in any way affect those which they have contracted or may in future contract under international treaties or agreements relating to the preservation of the health of human beings, animals or plants (particularly the International Opium Convention), the protection of public morals or international security.

2. As regards the application of Article 3, the obligation accepted by Canada binds only the Federal Government and not the Provincial Governments, which, under the Constitution, possess the power of prohibiting or restricting the importation of certain products into their territories.

3. As regards the application of articles 4 and 5, the acceptance of these Articles by Brazil and Canada only involves, in the case of these States, the responsibility of the Federal Government to the extent to which the measures relating to tariffs or regulations referred to in those Articles are taken by itself, and without its assuming any responsibility as regards such measures taken by the States or Provinces under rights conferred on them by the Constitution of the country.

4. In regard to the application of Article 4 and of the second paragraph of Article 5, the undertaking entered into by Germany does not entail any obligation on her part to publish certain trifling taxes which she collects or certain special formalities which she applies, but which are not imposed by her but by Federal States or by local authorities.

5. As regards the application of Article 11, the Contracting States recognise that the rules which they have established constitute the minimum guarantees which all the Contracting States may claim, and do not exclude the voluntary extension or adaptation of such rules by bilateral or other agreements voluntarily concluded between the said States.

6. In view of the special circumstances in which they are placed, the Governments of Spain, Finland, Poland and Portugal have stated that they reserve the right of excepting Article 10 at the time of ratification and that they will not be bound to apply the said Article until after a period of five years from this day.

A similar declaration has been made by the Governments of Spain, Greece and Portugal in respect of paragraph 8 of Article 11 of the Convention, and by the Governments of Spain and Portugal in respect of paragraph 3 of the same Article. The Government of Poland has made a similar declaration in respect of the application of the whole of the same Article, with the exception of paragraphs 1, 2, 4, 5, 7 and 9, which it agrees to apply as from the coming into force in its own case of the said Convention.

The other Contracting States, while stating their acceptance of the reserves so formulated, declare that they will not be bound, in regard to the States which have made the said reserves, as regards the matters to which they relate, until the provisions in question are applied by the said States.

Any exceptions which may subsequently be formulated by other Governments, at the time of their ratification or accession, with reference to Article 10, Article 11, or any particular provisions of those Articles, shall be accepted, for the period referred to in the first paragraph above, and subject to the conditions laid down in the third paragraph, if the Council of the League of Nations so decides after consulting the technical body mentioned in Article 22 of the Convention.

The present Protocol will have the same force, effect and duration as the Convention of to-day's date, of which it is to be considered as an integral part.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Geneva, the third day of November, one thousand nine hundred and twentythree, in a single copy, which will remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations; certified copies will be transmitted to all the States represented at the Conference.

Germany	Willy Ernst
Austria	E. Pflügl
Belgium	J. Brunet
	A. Janssen
Brazil	J. A. Barboza Carneiro
British Empire	H. Llewellyn Smith
Union of South Africa	H. Llewellyn Smith
Australia	C. A. B. Champion
New Zealand	J. Allen
I hereby declare that my signature includes the Mandated Territory of Western Samoa.	
India	Hardinge of Penshurst
Bulgaria	D. Mikoff
Chile	Jorge Buchanan
China	J. R. Loutsengtsiang
Denmark	A. Oldenburg



Egypt	T. C. Macaulay A. Abdel Khalek
Spain	Emilio de Palacios
Finland	Niilo A. Mannio Urho Toivola
France	E. Bolley
Greece	V. Colocotronis D. Capsali
Hungary	F. De Parcher
Italy	Carlo Pugliesi
Japan	Y. Sugimura
Lithuania	Dobkevicius Dr. P. Karvelis
Luxemburg	Ch. G. Vermaire
French Protectorate of Morocco	P. Serra
Norway	Fridtjof Nansen
Paraguay	R. V. Caballero
The Netherlands	
Subject to the reservation indicated in the Convention	
	E. Menten
For the overseas territories of the Kingdom: Netherlands Indies, Surinam and Curaçao	
	W. Doude van Troostwijk
Poland	J. Modzelewski
Portugal	A. M. Bartholomeu Ferreira
Roumania	
Subject to the reservations made and explanations given when the Convention was signed	
	N. P. Comnène
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	Radmilo Bouyditch Dr. Valdemar Lounatchek Phya Sanpakitch Preecha
Siam	
Sweden	Hj. Branting
Switzerland	Häusermann E. Leuté
Czechoslovakia	J. Dvoracek D. Schönbach
Regency of Tunis (French Protectorate)	Ode
Uruguay	E. E. Buero

### Starptautiskā konvencija par muitas formālitātu vienkāršošanu.

Vācija, Austrija, Beļģija, Brazīlija, Britānijas imperija (ar Austrālijas apvienību, Dienvidāfrikas ūniju, Jaunzēlandi un Indiju), Bulgārija, Čīle, Ķīna, Dānija, Ēģipte, Spānija, Somija, Francija, Grieķija, Ungārija, Itālija, Japāna, Lietuva, Luksemburga, Francijas republikas protektorāts Marokā, Norveģija, Paragvaja, Holande, Polija, Portugāle, Rumānija, Serbu, Kroatu un Sloveņu karaliste, Siama, Zviedrija, Šveice, Čehoslovākija, Tunisas pārvalde (Francijas protektorāts) un Urugvaja,

Vēlēdāmie nodrošināt taisnīgas rīcības principa piemērošanu tirdzniecībā, kāds princips izteikts Tautu Savienības pakta 23. pantā,

Pārliecībā, ka atbrīvojot starptautisko tirdzniecību no pārmērīgu vai netaisnīgu muitas vai citu līdzīgu nevajadzīgu formālitātu nastas, vienas spertu svarīgu soli šā mērķa sasniegšanai,

Ievērojot, ka vispiemērotākais ceļš panākumu sasniegšanai šajā virzienā ir starptautiska vienošanās uz taisnīgas reciprocitātes pamata,

Nolēmušas noslēgt šajā nolūkā Konvenciju,

Kādēļ Augstās Līdzības puses iecēlušas par saviem pilnvarotiem:

#### Vācijas valsts prezidents:

Willy Ernst kungu, ministrijas padomnieku valsts finanču ministrijā;

#### Austrijas republikas prezidents:

E. Pflügl kungu, pilnvaroto ministri, Austrijas federālās valdības pārstāvi pie Tautu Savienības;

#### Viņa Majestāte Beļģiešu ķēniņš:

Jules Brunet kungu, pilnvaroto ministri, Starptautiskā tarifu publicēšanas biroja prezidentu, un  
Armand L. J. Janssen kungu, muitas galveno direktoru;

#### Brazīlijas Savienoto valsts prezidents:

Julio Augusto Barboza Carneiro kungu, Brazīlijas vēstniecības pie Viņa Britānijas Majestātes tirdzniecības atašeju;

#### Viņa Majestāte Lielbritānijas un Īrijas Apvienotās Karalistes un Britānijas aizjūras dominiju ķēniņš, Indijas imperators:

Sir Hubert Llewellyn Smith, G.C.B., Britānijas valdības ekonomisko padomnieku;

#### Austrālijas apvienībai:

C.A.B. Champion kungu, Austrālijas apvienības bankas Londonā direktoru;

#### Dienvidāfrikas ūnijai:

Sir Hubert Llewellyn Smith, G.C.B., Britānijas valdības ekonomisko padomnieku;

#### Jaunzēlandes dominijai:

Godājamo Sir James Allen, K.C.B., Jaunzēlandes augsto komisāru Apvienotā Karalistē;

#### Indijai:

Ļoti godājamo lordu Hardinge of Penshurst, K.G., G.C.B., G.C.S.I., G.C.M.G., G.C.I.E., G.C.V.O., I.S.O., privātpadomnieku, bijušo vicekarali, bijušo vēstnieku;

#### Viņa Majestāte Bulgaru ķēniņš:

D. Mikoff kungu, Chargé d'Affaires Bernē;

#### Čīles republikas prezidents:

Jorge Buchanan kungu, bijušo senātoru, Čīles sūtniecības pie Viņa Britānijas Majestātes tirdzniecības padomnieku;

#### Ķīnas republikas prezidents:

J. R. Loutsengtsiang kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Šveices federālās padomes;

#### Viņa Majestāte Dānijas ķēniņš:

A. Oldenburg kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Šveices federālās padomes, Dānijas pārstāvi pie Tautu Savienības;

#### Viņa Majestāte Ēģiptes ķēniņš:

T. C. Macaulay kungu, Ēģiptes muitu galveno direktoru, un  
Ahmed Bey Abdel Khalek kungu, Kairas muitas direktoru;

#### Viņa Majestāte Spānijas ķēniņš:

Emilio de Palacios y Fau kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Šveices federālās padomes;

#### Somijas republikas prezidents:

Niilo Mannio kungu, sociālās apgādības ministrijas ģenerālsekretāru, un  
Urho Toivola kungu, sūtniecības sekretāru;

#### Francijas republikas prezidents:

Ernst Bolley kungu, valsts padomnieku, finanču ministrijas muitas galveno direktoru, un

Francijas Republikas protektorātam Marokā:

Pierre Paul Serra kungu, šerifa muitas direktoru, un

Tunisas pārvaldei (Francijas protektorāts):

Charles Ode kungu, Tunisas muitas direktoru;

#### Viņa Majestāte Grieķu ķēniņš:

Vasili Colocotronis kungu, sūtniecības padomnieku, un  
Dimitri Capsali kungu, ārlietu ministrijas pirmās šķiras sekretāru;

#### Viņa Gaišā Augstība Ungārijas pavaldonis:

F. de Parcher de Terjek-Flava kungu, Chargé d'Affaires Bernē;

#### Viņa Majestāte Itālijas ķēniņš:

Dr Carlo Pugliesi kungu, muitas galvenā direktora palīgu;

#### Viņa Majestāte Japānas imperators:

Yotaro Sugimura kungu, ķeizarišķā Japānas Tautu Savienības biroja vicedirektoru;

#### Lietavas republikas prezidents:

Gaetas Dobrevicius kungu, sūtniecības padomnieku, un  
Dr Petras Karvelis kungu, finanču, tirdzniecības un rūpniecības ministrijas padomnieku;

#### Viņas Karaliskā Gaišība Luksemburgas lielhercogiene:

Charles Vermaire kungu, Luksemburgas konsulu Ženēvā;

#### Viņa Majestāte Norveģijas ķēniņš:

Dr Fridtjof Nansen kungu, Kristianijas universitātes profesoru;

#### Paragvajas republikas prezidents:

Dr Ramon V. Caballero kungu, Chargé d'Affaires Parīzē;

#### Viņas Majestātes Holandes ķēniņiene:

E. Menten kungu, Chargé d'Affaires v. i. Bernē, — karalistei Eiropā, un  
W. I. Doude van Troostwijk kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Šveices federālās padomes, — Holandes Indijai, Surinamai un Curaçao;

#### Polijas republikas prezidents:

Jan Modzelewski kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Šveices federālās padomes;

#### Portugāles republikas prezidents:

A. Bartholomeu Ferreira kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Šveices federālās padomes;

#### Viņa Majestāte Rumānijas ķēniņš:

Nicolas Petresco Comnène kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Šveices federālās padomes;

#### Viņa Majestātes Serbu, Kroatu un Sloveņu ķēniņš:

Radmilo Bouyditch kungu, muitas inspektoru finanču ministrijā, un  
Valdemar Lounatchek kungu, Agramas tirdzniecības kameras sekretāru;

#### Viņa Majestāte Siamas ķēniņš:

Phya Sanpakitch Preecha kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Viņa Majestātes Itālijas ķēniņa;

#### Viņa Majestāte Zviedrijas ķēniņš:

K. Hjalmar Branting kungu, Zviedrijas pārstāvi pie Tautu Savienības Padomes;

#### Šveices federālā padome:

Samuel Häusermann kungu, Bernes muitas galvenās valdes ģenerālinspektoru un III sekcijas vadītāju, un  
Emile-Ferdinand Leuté kungu, VI muitas iecirkņa direktoru Ženēvā;

#### Čehoslovākijas republikas prezidents:

Jan Dvořák kungu, pilnvaroto ministri un ārlietu ministrijas ekonomiskā departamenta direktoru, un  
Auguste Schoenbach kungu, ministrijas padomnieku finanču ministrijā;

#### Urugvajas republikas prezidents:

Dr D. Enrique E. Buero kungu, Urugvajas republikas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Šveices federālās padomes,

kurī, savstarpēji uzrādījuši savas pilnvaras, kas atrastas labā un pienācīgā kārtībā, vienojušies par sekojošo:

#### 1. pants.

Lai savā starpā piemērotu Tautu Savienības pakta 23. panta principu un noteikumu attiecībā uz taisnīgas rīcības ievērošanu tirdzniecībā, Līdzības valstis apņemas neapgrūtināt savus tirdznieciskos sakarus ar muitas vai citām līdzīgām formālitātēm, kas būtu pārmērīgas, nevajadzīgas vai netaisnīgas.

Šajā nolūkā Līdzības valstis apņemas ar attiecīgiem likumdošanas vai administratīvā ceļā spertiem soļiem revidēt noteikumus par muitas vai citām līdzīgām formālitātēm, kas paredzētas likumos vai dekrētos, rīkojumos vai administratīvo iestāžu izdotās instrukcijās, ar nolūku tos vienkāršot un laiku pa laikam padarīt piemērotākus ārējās tirdzniecības vajadzībām, atbrīvojot pēdējo no visiem šķēršļiem, kurī nav nepieciešami pašu valsts dzīves interešu aizsardzībai.

#### 2. pants.

Līdzības valstis apņemas stingri ievērot taisnīgas rīcības principu attiecībā uz muitas vai citu līdzīgu formālitātu noteikumiem vai procedūru, licenču izdošanas formālitātēm, pārbaudīšanas vai analīzes metodēm, kā arī attiecībā uz katru citu šajā Konvencijā paredzētu jautājumu, un, saskaņā ar šo principu, vienas šajās lietās atsakās no katras netaisnīgas šķirošanas, kas vērsta pret kādas Līdzības valsts tirdzniecību.

Augšminētais princips piemērojams pat tādos gadījumos, kad zināmas Līdzības valstis var, saskaņā ar savu likumdošanu vai saskaņā ar tirdzniecības līgumiem, savstarpēji piešķirt vēl lielākus atvieglojumus nekā tos, kas izriet no šīs Konvencijas.



3. pants.

Ievērojot nopietnos šķēršļus, ko starptautiskai tirdzniecībai sagādā importa un eksporta aizliegumi un ierobežojumi, Līdzējas valstis apņemas, tiklīdz apstākļi to atļaus, pieņemt un piemērot visus noteikumus, kas samazinātu līdz minimumam minētos aizliegumus un ierobežojumus un, attiecībā uz licencēm, kuŗas uzskatāmas kā izņēmumi no ievērojamajiem un izveidajiem, aizvien spert visus vajadzīgos soļus:

- a) Lai noteikumus un formalitātes, kas jāizpilda pie šo licenču pieprasīšanas, bez kavēšanās skaidri un noteikti izsludinātu vispārīgai zināšanai;
b) Lai šo dokumentu izsniegšanas kārtība būtu pēc iespējas vienkārša un pastāvīga;
c) Lai pieprasījumu pārbaudīšana un licenču izsniegšana ieinteresētām personām notiktu ar vismazāko novēlošanos;
d) Lai licenču izsniegšanas kārtība būtu tāda, kas izslēdz tirgošanos ar šiem dokumentiem. Šajā nolūkā licencēs, ko izdod atsevišķām personām, jāieraksta īpašnieka vārds, un tās jā sastāda tā, lai citas personas licences nevarētu izlietot;
e) Lai, kontingentu noteikšanas gadījumā, ievēdējā valstī izpildāmās formalitātes nebūtu par šķērslī ievēšanai atļautā preču vairuma taisnīgai sadalīšanai.

4. pants.

Līdzējām valstīm nekavējoties jāpublicē visi noteikumi attiecībā uz muitas un līdzīgām formalitātēm, kā arī visi uz tām attiecošies grozījumi, kas līdz šim nebūtu publicēti, lai tādā kārtā ieinteresētās personas varētu ar tiem iepazīties un novērst zaudējumus, kādi varētu celties sakarā ar nepazīstamu muitas formalitātu piemērošanu.

Līdzējas valstis apņemas neievēst nekādus noteikumus attiecībā uz muitas iekārtu un darbību, kas jau iepriekš nebūtu izsludināti vispārīgai zināšanai, iespējot tos valsts oficiālā laikrakstā, vai publicējot citādi piemērotā oficiālā vai privātā kārtā.

Tas pats iepriekšējās izsludināšanas pienākums attiecas uz visu, kas stāv sakarā ar tarifiem, kā arī importa un eksporta aizliegumiem un ierobežojumiem.

Tomēr, izņēmuma gadījumā, kad iepriekšēja izsludināšana varētu aizkart valsts dzīves intereses, 2. un 3. rindkopas noteikumi nav obligātoriski. Tādos gadījumos izsludināšanas laikam pēc iespējas jā sakrīt ar noteikumu spēkā stāšanās.

5. pants.

Katrai Līdzējai valstij, kas savu tarifu būtu grozījusi ar vēlāk sekojošiem papildinājumiem un grozījumiem attiecībā uz lielāku priekšmetu skaitu, jāizsludina skaidri saprotamā formā pilnīgs to nodevu sakopojums, kādas piemērojamas saskaņā ar visiem spēkā esošiem noteikumiem.

Šim nolūkam visas nodevas, ko iekasē muitas iestādes pie preču ievēšanas vai izvešanas, sistēmātiski jā sakārto, vienalga, vai tās būtu muitas nodevas, papildnodevas, patēriņa vai apgrozības nodokļi, nodevas par rīkošanos ar precēm vai tam līdzīgas nodevas un vispār visas nodevas, lai tās būtu kādas būdamas, ar noteikumu, ka augšminētais pienākums aprobežojas ar nodevām un nodokļiem, ko valstij par labu iekasē pie muietošanas par izveidām vai ievēdamām precēm.

Nodevas, kas maksājamas par precēm, skaidri jā uzrāda, un bez tam jā dod noteikti norādījumi par patēriņa un citiem nodokļiem, ko valstij par labu iekasē pie muietošanas, vai par ārzemju precēm iekasējamiem īpašiem maksājumiem sakarā ar to izņēmuma apstākļi, ka par pašas ievēdējas valsts precēm nav jā maksā nodevas vai tās maksājamas tikai pa daļai.

Līdzējas valstis apņemas spert vajadzīgos soļus, lai tirgotāji varētu saņemt oficiālu informāciju par muitas tarifiem, īpaši kas attiecas uz zināmām preču šķirnēm piemērojāmām nodevām.

6. pants.

Lai Līdzējām valstīm un to pilsoņiem atvieglotu pēc iespējas ātrāku iepazīšanos ar 4. un 5. pantā minētiem noteikumiem, kuŗi attiecas uz viņu tirdzniecību, katra Līdzēja valsts apņemas piesūtīt katras citas valsts diplomātiskam vai citam tās teritorijā dzīvojošam un šim nolūkam nozīmētam pārstāvim visus izdevumus, kas iznākuši sakarā ar minēto pantu piemērošanu. Šie izdevumi piesūtāmi tūlī pēc iznākšanas divos eksemplāros. Ja nav diplomātiska vai cita pārstāvja, tad izdevumi piesūtāmi ieinteresētai valstij tādā ceļā, kāds šim nolūkam noteikts.

Bez tam katra Līdzēja valsts apņemas piesūtīt Tautu Savienības sekretāriātam, tūlī pēc iznākšanas, 10 eksemplāros visus izdevumus, kas izdoti sakarā ar 4. un 5. panta piemērošanu.

Tāpat katra Līdzēja valsts apņemas piesūtīt 10 eksemplāros, tūlī pēc to izdošanas, visus muitas tarifus vai viņas izdotos tarifu grozījumus Starptautiskam muitas tarifu publicēšanas birojam Briselē, kuŗam, saskaņā ar 1890. gada 5. jūlija konvenciju, uzdota tarifu tulkošana un publicēšana.

7. pants.

Līdzējas valstis apņemas kā savas likumdošanas, tā arī administratīvā ceļā spert vispiemērotākos soļus, lai novērstu netaisnīgu un partejisku savu likumu un rīkojumu piemērošanu attiecībā uz muiu vai līdzīgām formalitātēm, kā arī, lai nodrošinātu pārsūdzības iespējamību administratīvā, tiesas vai šķīrējtiesas ceļā tām personām, kas no tādām ļaunprātībām cietušas zaudējumus.

Visi tādi patlaban spēkā esošie vai turpmāk izdodamie noteikumi publicējami saskaņā ar 4. un 5. pantā paredzētiem nosacījumiem.

8. pants.

Izņemot gadījumus, kad preces būtu aizliegts ievēst, un ciktāl to uzrādīšana nav nepieciešama strīda izšķīršanai, preces, par kuŗām iet strīds attiecībā uz tarifu piemērošanu, uz izcelšanās vietu vai vērtību, nekavējoties, uz preču rīkotāja lūgumu, jā nodod brīvai rīcībai, nenogaidot strīda nokārtošanu, tomēr ņemot vērā soļus, kas vajadzīgi valsts interešu nodrošināšanai. Saprotams, ka muitas nodevu nodrošināšanai deponēto summu atmaksāšanai vai preču rīkotāja lūguma atraidīšanai jānotiek tiklīdz strīds izšķīrts, kas katrā ziņā jā izdara pēc iespējas ātri.

9. pants.

Lai apzīmētu panākumus, kas sasniegti iepriekšējos pantos minēto muitas vai līdzīgu formalitātu vienkāršošanā, katrai Līdzējai valstij jāpiesūta Tautu Savienības ģenerālsekretāram divpadsmit mēnešu laikā pēc šās Konvencijas spēkā stāšanās attiecībā uz viņu pārskats par šās vienkāršošanas nodrošināšanai spertiem soļiem.

Vēlāk līdzīgi pārskati piesūtāmi ik pa trim gadiem un bez tam katru reizi, kad tos pieprasa Tautu Savienības Padome.

10. pants.

Muitojamie paraugi un modeļi, kuŗu imports nav aizliegts un ko kādā Līdzējā valstī darbojušies rūpnieki vai tirgotāji ievēd kā personīgi, tā ar ceļojošo aģentu starpniecību, pagaidām ielaižami bez muitas katras Līdzējas valsts teritorijā, pie kam deponējamas pienākošās muitas nodevas, vai dodama garantija par varbūtēju šo nodevu samaksu.

Lai baudītu šo priekšrocību, rūpniekiem vai tirgotājiem un ceļojošiem aģentiem jāievēro likumi, rīkojumi un muitas formalitātu noteikumi, kas izdoti minētās valstīs; šie likumi un rīkojumi var uzlikt interesentiem par pienākumu uzrādīt identitātes karti.

Piemērojot šo pantu, par paraugiem vai modeļiem uzskatāmi visi priekšmeti, kas attēlo noteiktu preci; pie kam no vienas puses jāievēro, ka šiem priekšmetiem jābūt tādiem, ka tos var viegli identificēt pie atpakaļizvešanas un, no otras puses, lai tādā kārtā ievēsto priekšmetu daudzums un vērtība nebūtu tādi, ka kopā tiem vairs nebūtu parastā paraugu rakstura.

Jebkuŗas Līdzējas valsts muitas iestādēm jā uzskata par pietiekošu pierādījumu vēlākai modeļu vai paraugu identitātes atzīšanai tās iezīmes, ko tiem uzlikusi otras Līdzējas valsts muiu, ar nosacījumu, ka šiem paraugiem vai modeļiem pievienota šās pēdējās valsts muitas iestāžu apliecinātais apraksts. Tomēr papildu iezīmes paraugiem vai modeļiem ievēdējas valsts muitas iestādes var uzlikt visos gadījumos, kad tās uzskata šo papildu garantiju par nepieciešamu, lai nodrošinātu paraugu vai modeļu identifikāciju pie to atpakaļizvešanas. Izņemot šo pēdējo gadījumu, muitas pārbaudei jā aprobežojas ar vienkāršu identitātes atzīšanu un ar muitas, kā arī citu varbūtēju nodevu noteikšanu.

Atpakaļ izvešanas termiņš jānoteic vismaz līdz sešiem mēnešiem, neieskaitot ievēdējas valsts muitas pārvaldei atstāto tiesību šo termiņu pagarināt. Pēc piešķirtā termiņa notecešanas par neizvestiem paraugiem pieprasāma muitas nodevu samaksa. Pie ievēšanas samaksāto muitas nodevu atpakaļizmaksu vai garantijas atbrīvošanu, kuŗa nodrošina šo nodevu nokārtošanu, nekavējoties izdara visas pierobežas vai iekšzemes muitas, kam piešķirtas attiecīgās tiesības, varbūtēji atvelkot muitas nodevas par paraugiem vai modeļiem, kas nebūtu uzrādīti atpakaļizvešanai. Līdzējas valstis publicē sarakstu muitām, kam piešķirtas minētās tiesības.

Ja pieprasa legītimācijas karti, tad tai jābūt pēc šim, 10., pantam, pievienotā parauga un izdotai no iestādes, ko šim nolūkam pilnvarojusi tā valsts, kur atrodas rūpnieka vai tirgotāja darbības vieta. Legītimācijas kartes, ja pastāv reciprocitāte, atsvabināmas no konsulārās vai citas vizas, izņemot gadījumu, kad valsts pierāda, ka sevišķi vai izņēmuma apstākļi to spiež tādas pieprasīt. Tādā gadījumā visas nodevai jābūt pēc iespējas zemas, un tā nedrīkst pārsniegt administrācijas izdevumus.

Līdzējas valstis visisākā laikā paziņos viena otrai tieši, kā arī Tautu Savienības sekretāriātam to iestāžu sarakstu, kas pilnvarotas izdot legītimācijas kartes.

Līdz augšminētās kārtības nodibināšanai atvieglojumi, kas līdz šim pastāv, nav ierobežojami.

Šā panta noteikumi, izņemot tos, kas attiecas uz legītimācijas kartēm, piemērojami muitojamiem paraugiem un modeļiem, kuŗu imports nav aizliegts un kuŗus ievēd katrā Līdzējā valstī darbojušies rūpnieki, tirgotāji, vai ceļojošie aģenti nepavada minētos paraugus vai modeļus.

(PARAUGS).

VALSTS NOSAUKUMS.

(Izdevēja iestāde.)

LEGITIMĀCIJAS KARTE CEĻOJOŠIEM TIRDZNICĪBAS AĢENTIEM, derīga divpadsmit mēnešus, skaitot no izdošanas dienas.

Derīga ..... Kartes № .....
Ar šo tiek apliecināts, ka šīs kartes uzrādītājs,
..... kungs, dzimis .....
dzīvojošs ..... ielā, № .....
kam pieder! .....
(kur) .....
firmas apzīmējums .....
(vai) ir ceļojošs aģents { firmas .....
kur ..... dienestā,
kuŗai } pieder .....
kuŗām } .....
firmas apzīmējums .....

Šās kartes uzrādītājs nodomājis vākt pasūtījumus augšminētās valstīs un izdarīt iepirkumus priekš runā esošām firmām. Ar šo tiek apliecināts, ka minētai firmai (minētām firmām) ir tiesība nodarboties ar tirdzniecību un rūpniecību (kur) ..... un ka tā (tās) par to maksā likumā paredzētās nodevas.

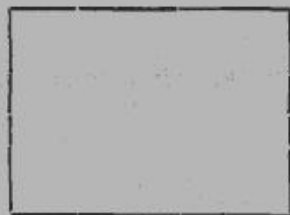
(.....) 1930. g. ....

Firmas (firmu) vadītāja paraksts(ti):

Uzrādītāja paraksts.

Vecums .....
Gaŗums .....
Matī .....
Sevišķas pazīmes .....

Uzrādītāja paraksts



1) Fabrikas vai tirdzniecības uzņēmuma apzīmējums.

NB. Ja runa iet par tirdzniecības vai rūpniecības uzņēmuma vadītāju, tad jāizpilda tikai pirmā rinda.

11. pants.

Līdzējām valstīm pēc iespējas jāierobežo gadījumi, kad pieprasa preču izcelšanās apliecināšanu.

Saskaņā ar šo principu un ievērojot to, ka muitas administrācijas patur pilnu tiesību pārbaudīt preču isto izcelšanās vietu un tādēļ arī, neskatoties uz preču izcelšanās apliecināšanu, prasīt kādu citu pierādījumu, ko viņas uzskata par vajadzīgu, Līdzējas valstis ir ar mieru ievērot sekojošos noteikumus:

10 Līdzējām valstīm jāspē visi soļi, lai pēc iespējas vienkāršotu un padarītu taisnīgāku kārtību un formalitātes, kas saistītas ar preču izcelšanās apliecināšanu un atzīšanu, un viņām jāizsludina vispārīgai zināšanai gadījumus, kad vajadzīgas preču izcelšanās apliecināšanas, un ar kādiem nosacījumiem tās izdod.

20 Preču izcelšanās vietas apliecināšanas izdod netikvien Līdzēju valstu oficiālās iestādes, bet arī kompetentas organizācijas, kas pietiekoši uzticamas un jau iepriekš atzītas no katras ieinteresētās valsts. Katra Līdzēja valsts, tiklīdz tas iespējams, paziņo Tautu Savienības sekretāriātam to organizāciju sarakstu, kuŗas pilnvarotas izsniegt preču izcelšanās apliecināšanas. Katra valsts patur sev tiesību atņemt pilnvarojumu jebkuŗai šādā kārtā notificētai organizācijai, ja viņa konstatē, ka šī organizācija apliecināšanas izsniegti nepareizi.

30 Gadījumos, kad precī neievēd tieši no tās izcelšanās valsts, bet tā nāk caur kādu trešo Līdzēju valsti, tad muitas administrācijas atzīst preču izcelšanās apliecināšanas, kas izsniegtas no minētās trešās valsts iestādēm, tomēr paturot tiesību pārbaudīt šās apliecināšanas tādā pašā kārtā, kā tās apliecināšanas, kas izsniegtas no ražotājas valsts.

40 Preču izcelšanās apliecināšanu muitas administrācijas neprasis:

- a) Ja interesents atsakās pieprasīt atvieglojumus, kādus piešķīr sakarā ar šādās apliecināšanas uzrādīšanu;
b) Ja preču raksturs neapšaubāmi pierāda to izcelšanās vietu un ja par to starp ieinteresētām valstīm pastāv iepriekšēja vienošanās;
c) Ja precī pavada apliecināšanu par to, ka tai ir tiesība uz savas izcelšanās vietas nosaukumu, ar nosacījumu, ka šāds apzīmējums dots no šim nolūkam nozīmētās organizācijas, kas savukārt atzīta no ievēdējas valsts.

50 Ja attiecīgu valstu likumi tam nav par šķērslī, tad muitas iestādēm, gadījumos, kad nodrošināta reciprocitāte:

- a) Jāatsvabina no izcelšanās vietas pierādīšanas tādi ievēdumi, kam acimredzot nav tirdznieciska rakstura, vai arī tādi ievēdumi, kam būtu šāds raksturs, bet vērtība būtu niecīga, izņemot gadījumus, kad pastāv aizdomas par ļaunprātību;
b) Jāpieņem preču izcelšanās apliecināšanas par tādām precēm, kas nav nekavējoties izvestas, ja tikai šo preču nosūtīšana notiek viena vai divu mēnešu laikā, skatoties, vai valstij, no kurienes sūta, un valstij, uz kurieni sūta, ir kopīgas robežas, vai ne, pie kam arī šos termiņus var pagarināt, ja transporta nokavēšanās iemesli izrādās par pietiekošiem.

60 Ja ievēdēs kāda ticama iemesla dēļ preces ievēdot nevar uzrādīt preču izcelšanās apliecināšanu, tad muitas iestādes var viņam piešķirt laiku, vajadzīgā pierādījuma iesniegšanai, ar nosacījumu, ko muitas iestādes atzītu par vajadzīgu varbūtēju nodevu samaksas nodrošināšanai. Pēc tam, kad apliecināšana vēlāk uzrādīta, nodevas, kas būtu iekasētas vai deponētas vairāk, kā vajadzīgs, atmaksājamas atpakaļ, pēc iespējas drīzākā laikā.



Pie šī noteikuma piemērošanas jāņem vērā nosacījumi, kas izrietēju no varbūtēju kontingentu aprēķināšanas.

7<sup>o</sup> Apliecības var sastādīt ievēdējas vai arī izvedējas valsts-valodā, pie kam ievēdējas valsts iestādēm ir tiesība gadījumos, kad rodas šaubas par dokumenta saturu, prasīt minētās apliecības tulkojumu.

8<sup>o</sup> Principā preču izcelšanās apliecības atsvabinātas no konsulārās vīzas, it īpaši, ja apliecības izdotas no muitas iestādēm. Ja izņēmuma gadījumos konsulārā vīza nepieciešama, tad ieinteresētās personas pēc saviem ieskatiem var tās izsniegt vīzēšanai sava vai arī kaimiņu iecirkņa konsulam. Vīzas maksai jābūt pēc iespējas zema, un tā nevar pārsniegt administrācijas izdevumus, it īpaši pie apliecībām par maziem sūtījumiem.

9<sup>o</sup> Šā panta noteikumi piemērojami visiem dokumentiem, kas izpilda preču izcelšanās apliecību vietu.

#### 12. pants.

Dokumenti ar nosaukumu „konsulārās faktūras” pieprasāmi tikai, ciktāl tas nepieciešams ievēdamās preces izcelšanās vietas noskaidrošanai, ja izcelšanās vieta var iespaidot preces ielaišanas nosacījumus, vai arī lai noteiktu tās vērtību gadījumos, kad piemēro „ad valorem” tarifu, un kuļu piemērošanai tirdznieciskā faktūra nebūtu pietiekoša.

Konsulāro faktūru formai jābūt vienkāršai, lai novērstu visus sarežģījumus un grūtības un lai ieinteresētiem tirgotājiem atvieglinātu šo dokumentu sastādīšanu.

Konsulārās faktūras vīzas nodevai jābūt noteiktai un pēc iespējas zema, un no viena konsulārā rēķina nevar prasīt vairāk par trim norakstiem.

#### 13. pants.

Ja kādai ievēdamo preču kategorijai piemērojami noteikumi atkarājas no sevišķu tehnisku nosacījumu izpildīšanas, zīmējoties uz preču sastāvu, to tīrības pakāpi, kvalitāti, sanitāro stāvokli, ražošanas apgabalu vai citiem līdzīgiem nosacījumiem, Līdzējām valstīm jācenšas panākt vienošanos, uz kuļas pamata izsniegtās apliecības, kā arī izvedējas valsts zīmogi vai atzīmes, kas uzlikti kā pierādījums par šo nosacījumu izpildīšanu, jāatzīst, neizdarot preču otrreizēju analīzi vai jaunu pārbaudi, izņemot gadījumus, kad jāņem īpašas garantijas un kad pastāv aizdomas, ka vajadzīgie nosacījumi nav ievēroti. Tāpat ievēdējai valstij vajadzīgi visi nodrošinājumi attiecībā uz apliecību izdevēju iestādi, kā arī attiecībā uz izvedējā valsti nepieciešamās pārbaudes raksturu un veidu. No otras puses ievēdējas valsts muitas iestādēm būtu jāpatur tiesība izdarīt kontroles analīzi katru reizi, kad sevišķu iemeslu dēļ tā būtu vajadzīga.

Lai atvieglotu tādu vienošanos noslēgšanu, ieteicams tajās ievest sekojošus norādījumus:

- Kopīgas metodes, pie kuļām jāpieturas visām laboratorijām, kam uzdots izdarīt analīzes vai pārbaudes. Šīs metodes var laiku pa laikam pārbaudīt uz vienas vai vairāku šajās vienošanās piedalīgo valstu pieprasījumu;
- Katrā minētās vienošanās parakstītājā valstī izvedamo pārbaudes veidu un raksturu, pie kam tīrības pakāpe produktiem jānoteic tā, lai nenokļūtu līdz pilnīgam aizliegumam.

#### 14. pants.

Līdzējām valstīm jāpārbauda vispiemērotākās metodes, kas padarītu vienkāršākas, vienlīdzīgas un tai pašā laikā taisnīgākas formālītātes attiecībā uz ātru preču nomuītošanu, ceļotāju bagāžas pārbaudi, noliktavā glabājamām precēm piemērojamiem noteikumiem, noliktavu nodevām un citām šajā pantā minētām lietām, izvedot šo metodi pārbaudi atsevišķi vai kopīgi.

Piemērojot šo pantu, Līdzējās valstīs labvēlīgi uzņems šā panta pielikumā minētos ieteikumus.

#### Pielikums pie 14. panta.

##### A. Ātra preču nomuītošana.

##### Organizācija un darbība.

1. Lai izvairītos no sastrēguma dažos pierobežu muitas punktos, vēlams atvieglot nomuītošanu iekšzemes muitās vai noliktavās, kad to atļauj iekšējie rīkojumi, transporta noteikumi un preču veids.

2. Izņemot gadījumus, kad rodas aizdomas par ļaunprātību un neaizkarot valsts tiesības, kas pamatojas uz viņu pašu likumdošanu, ir vēlams, lai citas valstis atzīst un ievēro plombes vai citus muitas zīmogus, ko viena valsts uzlikusi tranzīta precēm vai precēm, kuļas virzītas uz noliktavām, ar nosacījumu, ka šīs valstis var papildināt plombes vai zīmogus, uzliekot jaunas muitas iezīmes.

##### Preču nomuītošana.

- Vēlams, lai pēc iespējas, bet neaizkarot tiesību uzlikt sevišķas nodevas, valstis:
  - Atvieglinātu ātri bojājošos uzturas vielu nomuītošanu ārpus kancelejas darba laika un arī svinamās dienās;
  - Atļautu savas likumdošanas robežās kuļu un liellaivu izkļaušanu un iekļaušanu ārpus parastām muitas darba dienām un stundām.

##### Preču pieteicējam piešķirjamie atvieglojumi.

4. Vēlams, lai saņēmējam būtu arvien tiesību, neaizkarot 1890. gada 14. oktobrī Bernē noslēgtās konvencijas par preču pārvadāšanu pa dzelzceļiem 10. panta noteikumus, kāda konvencija gozīta ar Bernes 1906. gada 19. septembra konvenciju, pašam muitā pieteikt preces, vai to izdarīt caur kādu izraudzītu personu.

5. Vēlams, ka tur, kur tāda sistēma atzīta par piemērojamu, ievestu kādu formulāru, kas apvieno interesenta izpildāmo muitas deklarāciju, pārbaudes apliecību un, ja ieinteresētā valsts to atzīst par lietderīgu, arī kvīti par muitas nodevu samaksu.

6. Vēlams, lai valstis, cik iespējams, atturas uzlikt stingrus sodus par viegliem muitas noteikumu vai kārtības pārkāpumiem. It īpaši gadījumos, kad kādas preces nomuītošanai uzrādītos dokumentos ieviesusies kļūda vai izlaidums, pie kam acimredzot nav bijis ļaunprātīga nolūka un tie viegli izlabojami, vārbūtējais naudas sods jāsamazina līdz minimumam, lai tas būtu pēc iespējas viegls un tam būtu tikai formēls raksturs, tas ir — vienkāršs brīdinājums.

7. Būtu lietderīgi pārbaudīt iespēju lietot muitas nodevu samaksai vai nodrošinājumam pasta vai bankas čekus, dodot iepriekš pastāvīgu nodrošinājumu.

8. Vēlams, lai muitas iestādes pēc iespējas būtu pilnvarotas atmaksāt preču atpakaļizvešanas gadījumā pie ievēšanas samaksātās muitas nodevas, ja preču identitāte pietiekoši pierādīta, ar nosacījumu, ka preces bez pārtraukuma atradušās zem muitas uzraudzības. Tāpat vēlams, lai neuzliktu nekādu eksporta nodevu pie preču atpakaļizvešanas.

9. Būtu lietderīgi spert piemērotus soļus, lai izvairītos no kavēšanās pie tirdzniecības katalogu un citu līdzīgu reklamai domātu drukas darbu nomuītošanas, ja tos sūta pa pastu vai iesaiņotus kopā ar precī, uz kuļu tie attiecas.

10. Vēlams, lai gadījumos, kad pie muitas formālītāšu nokārtošanas vajadzīgiem dokumentiem nepieciešama konsula vai citas iestādes vīza, iestāde, kuļai uzdots vīzas izsniegt, pēc iespējas ievestu tās pašas darba stundas, kā tās, kas pastāv tirdznieciskās aprindās viņu atrašanās vietā, bez tam vēlams, lai atlidzība par virsstundām, kad to iekasē, būtu noteikta pēc iespējas piemērotos apmēros.

##### B. Pasažieru bagāžas pārbaude.

11. Vēlams pēc iespējas padarīt visur vienādu pasažieru rokas bagāžas kontroles veidu caurejamās vilcienos ceļā vai arī vilcienam stāvēt robežpiestātnē.

12. Vēlams, lai augšminētā 11. pantā ieteikto pasažieru rokas bagāžas kontroles veidu pēc iespējas piemērotu arī pasažieriem, kas brauc pa jūras vai ūdensceļu. Pārbaudei pēc iespējas jānotiek uz kuļa ceļojuma laikā, ja braucieni nav garš, vai arī ienākot ostā.

13. Vēlams, lai muitas telpās un pēc iespējas arī dzelzceļu vagonos un uz kuļiem būtu izlikti muitas nodevu saraksti par galveniem priekšmetiem, ko ceļotāji parasti ņem līdz, kā arī par ievēšanai aizliegto preču nosaukumiem.

C. Rīkošanās ar noliktavās novietotām precēm un uzglabāšanas maksu.

14. Vēlams, lai valstis, kur šādas iekārtas vēl nepastāv, ierīko vai dod piekrišanu tā saucamo „konstruktīvo” un „speciālo” noliktavu ierīkošanai; šādas noliktavas varētu lietot tādu preču novietošanai, kas sakarā ar to īpašībām rūpīgāki uzglabājamās.

15. Vēlams, lai maksājumi par uzglabāšanu noliktavās būtu noteikti taisnīgi un lai parasti tie nepārsniegtu vispārējo izdevumu un ieguldītā kapitāla procentu segšanai nepieciešamo summu.

16. Vēlams, lai katrai personai, kuļai pieder noliktavā novietotās preces, būtu tiesība no turienes izņemt sabojātās preces; pēdējās iznīcināmas muitas ierēdņu klātbūtnē, vai sūtamās atpakaļ nosūtītājam, nemaksājot par tām nekādas muitas nodevas.

##### D. Pieteiktas, bet no kuļa neizkļautas preces.

17. Vēlams, lai muitas nodevu neprastu par precēm, kas, lai gan ievestas kravas manifestā, bet faktiski nav ievestas valstī, ar nosacījumu, ka par to pārdevējam vai kuļa kapteinim jāiesniedz pietiekošs pierādījums muitas administrācijai noteiktā laikā.

##### E. Ieinteresēto iestāžu kopdarbība.

18. Vēlams veicināt starptautisko dzelzceļu pietātņu sistēmu un izvest dzīvīgu ciešu tur novietoto dažādo nacionālo iestāžu kopdarbību.

Tāpat ieteicams pēc iespējas panākt noteiktu darbības un darba laika saskaņošanu attiecīgās divu pierobežas valstu iestādēs, kas atrodas katra savā robežas pusē, vienalga vai runa iet par ceļiem, ūdensceļiem vai dzelzceļiem. Pēc iespējas būtu jāpanāk, lai divu kaimiņu valstu muitas iestādes būtu novietotas vienā un tajā pašā vietā un, ja tas iespējams, pat vienā ēkā.

Lai ievestu dzīvīgu šajā, E nodaļumā ietilpstošos ieteikumus, vēlams sasaukt starptautisku konferenci, kuļā ņemtu dalību visu ieinteresēto iestāžu un organizāciju pārstāvji.

#### 15. pants.

Ar nosacījumu, ka par ļaunprātību vai nelegālu ievēdumu var uzlikt sodu, katra Līdzēja valsts appemas pret pietiekošu pārvedēja sniegto nodrošinājumu, atļaut bez muitas pārbaudes pie robežas pietiekošos ārzemju sūtījumu virzīt tieši uz kādu valsti iekšienē atrodošos muitas iestādi, ja šī iestāde attiecīgi pilnvarota. Valstīm jāpublicē šādi pilnvaroto iestāžu saraksti. Pats par sevi saprotams, ka ceļotājam iebraucot ir tiesība pieteikt savu bagāžu pirmā muitas iestādē.

#### 16. pants.

Līdzējām valstīm, uzturot spēkā visas tiesības attiecībā uz savu likumdošanas sistēmu par pagaidu ievēdumiem un izvedumiem, pēc iespējas jāņem vērā šā panta pielikumā minētie principi zīmējoties uz tādām precēm, ko izved vai ievēd papildu pārstrādāšanai, priekšmetiem, kuļi domāti publiska rakstura izstādēm, vienalga, vai tās sarīkotas rūpniecības, tirdzniecības, mākslas vai zinātnes nolūkiem, aparātiem un izmēģināšanas un demonstrācijas priekšmetiem, turisma vai mēbeļu pārvadāšanas ratiem, paraugiem, iesaiņojumiem, precēm, ko izved ar nosacījumu tās ievest atpakaļ, un visām citām līdzīga rakstura precēm.

##### Pielikums 16. pantam.

1. Vēlams, lai likumu un rīkojumu noteikumi par pagaidu ievēdumiem un izvedumiem būtu vienkāršoti, ciktāl apstākļi atļauj, un lai šos noteikumus publicētu kā tas minēts šās konvencijas 4. un 5. pantā.

2. Vēlams, lai piemērojamās instrukcijas būtu pēc iespējas ietvertas vispārējos noteikumos, lai visas ieinteresētās personas un firmas varētu ar tām iepazīties un tās izmantot.

3. Vēlams, lai preču identificēšanai lietojamie paņēmieni būtu pēc iespējas vienkārši, un šajā nolūkā ieteicams:

- ņemt vērā garantiju, ko sniedz citu valstu muitas iestāžu priekšmetiem uzliktās iezīmes;
- pielaist identificēšanu ar modeļu un paraugu palīdzību, kā arī ar zīmējumiem un pilnīgiem un sīkiem aprakstiem, īpaši, kad iezīmju uzlikšana būtu neiespējama vai radītu neērtības.

4. Vēlams, lai formālītātes pieteicot un pārbaudot varētu izpildīt netikai pierobežas muitnīcās, bet arī valsts iekšienē atrodošās muitas iestādēs, kas attiecīgi šim nolūkam pilnvarotas.

5. Vēlams, lai piešķirtu pietiekošu laiku tādu darbu izvešanai, kuļi dēļ notiek pagaidu ievēšana un izvešana, un ņemtu vērā neparedzētos apstākļus, kas tos varētu aizkavēt, un arī lai noteikto laiku varētu vajadzības gadījumā pagarināt.

6. Vēlams pielaist garantijas vai nu nodrošinājumu veidā vai arī ar iemaksu skaidrā naudā.

7. Vēlams, lai sniegto garantiju atmaksātu vai atbrīvotu tiklīdz izpildīti visi uzņemtie pienākumi.

#### 17. pants.

Šī Konvencija neaizkar vispārējos vai atsevišķos noteikumus, kuļus kāda Līdzēja valsts būtu spiesta izņēmuma veidā piemērot nopietnu iekšēju notikumu gadījumos, kas skar valsts drošību vai tās dzīves intereses, pie kam, ciktāl iespējams, taisnīgas apiešanas princips tirdzniecībā aizvien jāievēro. Šī Konvencija arī neaizkar noteikumus, ko Līdzējās valsts varētu izdot cilvēku, kustoņu vai augu veselības aizsardzībai.

#### 18. pants.

Šī Konvencija neuzliek nevienai Līdzējai valstij nekādus pienākumus, kas runātu pretīm šās valsts, kā Tautu Savienības locekļu, tiesībām un pienākumiem.

#### 19. pants.

Līdzējās valstis nav atbrīvotas sakarā ar šās Konvencijas spēkā stāšanos no saistībām, kuļas viņas uzņēmušas uz līgumu, konvenciju vai vienošanos pamata, kas noslēgtas pirms 1923. gada 3. novembra attiecībā uz muitas jautājumu kārtošanu.

Ievērojot, ka tādas vienošanās paliek spēkā, Līdzējās valstis appemas, tiklīdz apstākļi atļaus, un visvēlākais šo vienošanos termiņa izbeigšanās laikā, ievest šajās saistībās, kas tādā kārtā palikušas spēkā un kuļas runātu pretīm šai Konvencijai, visus pārgrozījumus, lai tās saskaņotu ar šās Konvencijas noteikumiem; ir saprotams, ka šīs noteikums nav attiecināms uz līgumiem, kas noslēgti 1914.—1918. g., kaņam izbeidzoties, un kuļus šī Konvencija nekādā veidā nevar aizkart.

#### 20. pants.

Saskaņā ar Tautu Savienības pakta 23 (e) pantu, katra Līdzēja valsts, kas varētu uzstādīt pilnīgi pamatotu prasību par kāda šās Konvencijas noteikuma nepiemērošanu visā viņas teritorijā vai tās daļā, aizrādot uz nopietno saimniecisko stāvokli, kas radies ar postījumiem viņas zemē 1914.—1918. g. kaņā laikā, uzskatāma kā pagaidām atbrīvota no saistībām, kas izriet no šī noteikuma piemērošanas, ievērojot, ka tai nīgas apiešanās principa piemērošana tirdzniecībā, kam Līdzējās valstis appemas sekot, iespējamā robežās tomēr paliek spēkā.

#### 21. pants.

Pats par sevi saprotams, ka šī Konvencija nav iztulkojama, it kā viņa kaut kādā veidā noteiktu „inter se” to teritoriju pienākumus, kas sastāda vienas un tās pašas suverēnās valsts sastāvdaļu vai atrodas zem tās protektorāta, vienalga, vai šās teritorijas katra par sevi būtu Līdzēja valsts, vai nē.

#### 22. pants.

Ja paceļas strīds starp divām vai vairākām Līdzējām valstīm par šās Konvencijas noteikumu iztulkošanu vai piemērošanu, un ja šo strīdu nevar izšķirt tieši starp pusēm vai kādā citā miera ceļā, strīdnieku puses var, pirms viņas par lietu ievada šķirējtiesas vai tiesisku procedūru, nodot strīdu izšķiršanai miera ceļā jebkuļam tehniskam organam, ko Tautu Savienības Padome šim nolūkam nozīmētu. Šis organs savu konsultatīvo lēmumu pieņem pēc tam, kad tas ievācis pusu paskaidrojumus vai sasaucis viņas kopā.



Ši organa konsultatīvais lēmums strīdnieku pusēm nav saistošs, izņemot gadījumu, kad katra no viņām to būtu atzinušas, un puses patur tiesību, vai nu pēc augšminētās procedūras pielietošanas, vai ar nolūku šo procedūru atvietot, pēc vēlēšanās par lietu ievadīt šķīrējtiesas vai tiesisku procedūru, ieskaitot arī griešanos pie Pastāvīgās Starptautiskās Tiesas visos jautājumos, kas, saskaņā ar tās statūtiem, ietilpst šās tiesas kompetencē.

Ja pacelas tāda rakstura strīds, kā norādīts šā panta pirmā rindkopā, par šās Konvencijas 4. panta 2. vai 3. rindkopas vai 7. panta iztulkošanu vai piemērošanu, tad pusēm jānodod strīda lieta Pastāvīgās Starptautiskās Tiesas izšķiršanai uz vienas puses lūgumu, neatkarīgi no tā, vai pirms tam viņas ievadījušas kādu šā panta pirmā rindkopā aprādīto procedūru, vai ne.

Pie augšminētā organa ievadītā procedūra vai šī organa pieņemtais lēmums nekādā gadījumā nav par iemeslu tā noteikuma piemērošanas apturēšanai, kas sastāda strīda priekšmetu; tas pats attiecas arī uz gadījumu, kad lieta nodota Pastāvīgajai Starptautiskajai Tiesai, ja vien tā, saskaņā ar savu statūtu 41. pantu, par to nelemj citādi.

## 23. pants.

Šai Konvencijai, kuŗas franču un angļu teksti ir abi autentiski, uzliekams šās dienas datums, un tā paliks atklāta līdz 1924. gada 31. oktobrim katras Ženēvas konferences reprezentētās valsts, katra Tautu Savienības locekļa un katras valsts parakstīšanai, kuŗai Tautu Savienības Padome šim nolūkam piesūtījusi vienu šās Konvencijas eksemplāru.

## 24. pants.

Ši Konvencija ratificējama. Ratifikācijas grāmatas piesūtāmas Tautu Savienības ģenerālsekretāram, kas par to deponēšanu paziņo šās Konvencijas parakstītājiem Tautu Savienības locekļiem, kā arī parakstītājam valstīm.

## 25. pants.

Sākot ar 1924. gada 31. oktobri katra šās Konvencijas 23. pantā aprādītā valsts, katrs Tautu Savienības loceklis un katra valsts, kuŗai Tautu Savienības Padome šim nolūkam piesūtījusi vienu šās Konvencijas eksemplāru, var šai Konvencijai pievienoties.

Pievienošanās izdarāma ar Tautu Savienības ģenerālsekretāram piesūtāmu dokumentu, kas deponējams sekretāriāta arhīvā. Ģenerālsekretārs nekavējoties par šo deponēšanu paziņo šās Konvencijas parakstītājiem Tautu Savienības locekļiem, kā arī citām parakstītājam valstīm.

## 26. pants.

Ši Konvencija stājas spēkā tikai pēc tam, kad to ratificējušas 5 valstis. Tā stāties spēkā 90 dienas pēc tam, kad Tautu Savienības ģenerālsekretārs saņems piekto ratifikāciju. Vēlāk šī Konvencija katrai pusei stāties spēkā 90 dienas pēc tam, kad saņemta ratifikācija vai paziņojums par pievienošanu.

Saskaņā ar Tautu Savienības pakta 18. pantu, ģenerālsekretārs reģistrē šo Konvenciju tās spēkā stāšanās dienā.

## 27. pants.

Tautu Savienības ģenerālsekretāram jāved sevišķs saraksts, kādas puses šo Konvenciju parakstījušas vai ratificējušas, tai pievienojušas vai to uzteikušas. Šis saraksts pastāvīgi pieejams Tautu Savienības locekļiem, un to publicē pēc iespējas bieži, saskaņā ar Padomes aizrādījumiem.

## 28. pants.

Šo Konvenciju var uzteikt, rakstiski paziņojot Tautu Savienības ģenerālsekretāram. Uzteikums stājas spēkā vienu gadu pēc tam, kad ģenerālsekretārs to saņēmis, un attiecas tikai uz to Tautu Savienības locekli vai valsti, kas uzteikumu izdarījis.

Tautu Savienības ģenerālsekretārs paziņo par katru saņemto uzteikumu katram Tautu Savienības loceklim, kas šo Konvenciju parakstījis vai tai pievienojies, kā arī citām valstīm, kas to parakstījušas vai tai pievienojušas.

## 29. pants.

Katra valsts, kas šo Konvenciju parakstījusi vai tai pievienojusies, var deklarēt, to parakstot vai ratificējot, vai tai pievienojoties, ka Konvencijas pieņemšana no viņas puses nesaista visus vai kādu no viņas protektorātiem, kolonijām vai aizjūras teritorijām, kas atrodas zem viņas suverēnitātes vai valdīšanas un var vēlāk, saskaņā ar 25. pantu, pievienoties Konvencijai kāda sava protektorāta, kolonijas, posesijas vai aizjūras teritorijas vārdā, kuŗas bijušas izslēgtas ar tādu deklarāciju.

Uzteikumu tāpat var izdarīt atsevišķi par katru protektorātu, koloniju, posesiju vai aizjūras teritoriju; šādam uzteikumam piemērojami 22. panta noteikumi.

## 30. pants.

Tautu Savienības Padome lūgta apspriest jautājumu par izdevību sasaukt Konferenci šās Konvencijas pārbaudīšanai, ja Līdzēju valstu viena trešdaļa to vēlas.

To apliecinot, augšminētie pilnvarotie parakstījuši šo Konvenciju.

Izgatavota Ženēvā, 1923. gada 3. novembrī vienā eksemplārā, kas deponējams Tautu Savienības sekretāriāta arhīvā; apliecināts noraksts izsniedzams katrai valstij, kas reprezentēta Konferences.

Vācija	Willy Ernst
Austrija	E. Pflügl
Beļģija	J. Brunet
	A. Janssen
Brazīlija	J. A. Barboza Carneiro
Lielbritānijas imperija	H. Llewellyn Smith
Dienvīdāfrikas savienība	H. Llewellyn Smith
Austrālija	C. A. B. Champion
Jaunzēlande	J. Allen

Ar šo deklarēju, ka mans paraksts saista Rietumu Samoa mandātu teritoriju.

Indija	Hardinge of Penshurs
Bulgārija	D. Mikoff
Čīle	Jorgo Buchanan
Ķīna	J. R. Loutsengtsiang
Dānija	A. Oldenburg
Ēģipte	T. C. Macaulay
	A. Abdel Khalek
Spānija	Emilio de Palacios
Somija	Niilo Mannio
	Urho Toivola
Francija	E. Bolley
Grieķija	V. Colocotronis
	D. Capsali
Ungārija	F. de Parcher
Itālija	Carlo Pugliesi
Japāna	Y. Sugimura
Lietava	Dobkevicius
	Dr P. Karvelis
Luksemburģa	Ch. G. Vermaire

Francijas protektorāts	
Marokā	P. Serra
Norveģija	Fridtjof Nansen
Paragvaja	R. V. Caballero
Holande	

Atsaucoties uz šās Konvencijas 29. pantu, paziņoju, ka Holandes valdība, piekrītot šīs Konvencijas piemērošanai karalistē Eiropā, katēgoriski neatsakās tai pievienoties zīmējoties uz savām aizjūras teritorijām, bet ka valdība šo pievienošanu atliek un rezervē sev iespēju vēlāk pievienoties zīmējoties uz visām savām aizjūras teritorijām, vai zīmējoties uz vienu vai otru no tām.

E. Menten

Holande. Par aizjūras teritorijām: Holandes Indiju, Surinamu un Curaçao

W. Doude van Troostwijk

Polija	J. Modzelewski
Portugale	A. M. Bartholomeu Ferreira
Rumānija	

Karalistās Rumānijas valdības vārdā es ceļu tādas pašas ierunas kā tās, ko formulējušas arī citas valdības Protokola 6. pantā, un paskaidroju, ka karalistā valdība saprot šās Konvencijas 22. pantu tā, ka šis pants dod tiesību lietot tajā aprādīto procedūru tikai Augstām Līdzējām pusēm par vispārīga rakstura jautājumiem, bet vienkāršas privātpersonas var griezties tikai pie nacionālām tiesu iestādēm, ja viņām rodas domstarpības ar karalistes iestādēm.

N. P. Comnène

Serbu, Kroatu un Sloveņu karaliste	Radmilo Bouyditich
	Dr Valdemar Lounatchek
Siama	Phya Sanpakitch Preecha
Zviedrija	Hj. Branting
Šveice	Haeusermann
	E. Leuté

Čehoslovākija	J. Dvořáček
	D. Schönbach

Tunisas pārvalde (Francijas protektorāts)	Ode
Urugvaja	E. E. Buero

## P R O T O K O L S

## pie Konvencijas par muitas formālītātu vienkāršošanu.

Parakstot šo Konvenciju par muitas formālītātu vienkāršošanu, kas šodien noslēgta, zemāk parakstījušie pienācīgi pilnvarotie vienojušies par sekojošo:

1. Saprotams, ka pienākumi, kas Līgumu slēdzējām valstīm izriet no minētās Konvencijas, nekādā veidā neaizkar tos pienākumus, kuŗus viņas būtu uzņēmušas vai varētu uzņemties nākotnē saskaņā ar starptautiskiem līgumiem un konvencijām, kas noslēgtas ar nolūku aizsargāt cilvēku, kustoņu vai augu veselību (īpaši starptautisko konvenciju par opiju), vai kas domātas tautas tikumības aizsardzībai vai starptautiskai drošībai.

2. Kas attiecas uz 3. panta piemērošanu, tad Kanadas uzņemtais pienākums saista tikai fēderālo valdību un neattiecas uz provinču valdībām, kuŗām Kanadas konstitūcija dod tiesību aizliegt vai ierobežot viņu teritorijās dažu priekšmetu ieviešanu.

3. Kas attiecas uz 4. un 5. panta piemērošanu, tad Brazīlijas un Kanadas pievienošanās neietver šo valstu fēderālo valdību atbildību zīmējoties uz eksportu, kā vien tiktāl, cik viņas pašas noteic tarifu likmes un izdod minētos pantos aprādītos rīkojumus, neuzņemoties nekādu atbildību attiecībā uz tāda paša rakstura noteikumiem, ko izdod atsevišķas valstis vai provinces saskaņā ar savas valsts konstitūcijā piešķirtām tiesībām.

4. Kas attiecas uz 4. panta un 5. panta 2. rindkopas piemērošanu, tad Vācijas uzņemtais saistības neietver pienākumu izsludināt dažas mazākas nodevas, ko viņa iekasē, vai dažas atsevišķas formālītātes, ko viņa piemēro, bet kas nav no viņas ievestas, bet noteiktas no kādas fēderālās valsts vai no kādas vietējās iestādes.

5. Attiecībā uz 11. panta piemērošanu Līdzējas valstis atzīst, ka viņu pieņemtie noteikumi ir uzskatāmi kā minimālās garantijas, ko var prasīt visas Līdzējas valstis, bet tie neizslēdz minēto noteikumu paplašināšanu un pielāgošanu bilaterālās vienošanās ceļā, kuŗas valstis labprātīgi noslēgtu savā starpā.

6. Ievērojot ipatnējos apstākļus, kādos tās atrodas, Spānijas, Somijas, Polijas un Portugales valdības deklarē, ka viņas patūr sev tiesību pie ratifikācijas izslēgt 10. pantu un ka viņas apņemas šo pantu piemērot tikai pēc piecu gadu termiņa notecēšanas, skaitot no šās dienas.

Līdzīgu paziņojumu izdarījušas Spānijas, Grieķijas un Portugales valdības attiecībā uz šās Konvencijas 15. panta 8. punktu un Spānijas un Portugales valdības attiecībā uz tā paša panta 3. punktu. Polijas valdība izdarījusi līdzīgu paziņojumu attiecībā uz šā panta piemērošanu visumā, izņemot 1., 2., 4., 5., 7. un 9. punktu, kuŗu noteikumus viņa apņemas izpildīt ar minētās Konvencijas spēkā stāšanos, ciktāl tā attiecas uz viņu.

Pārējās Līdzējas valstis, paziņojot par savu piekrišanu šādi apzīmētiem izņēmumiem, nosaka, ka viņas pašas šo izņēmumu priekšmetu sastādošos jautājumos nav saistītas tām valstīm iepretim, kas šādas priekšrocības bauda, kā tikai gadījumā, kad šo noteikumu piemērošana arī aprādītām valstīm būs kļuvusi obligātoriska.

Citu valstu pie ratificēšanas vai pievienošanās formulētie izņēmumi attiecībā uz 10. vai 11. pantu vai uz šo pantu atsevišķiem noteikumiem pielaižami uz pirmā rindkopā aprādīto laiku un ar augšējā, trešā rindkopā minētiem nosacījumiem, ja Tautu Savienības padome, pēc iepazīšanās ar šās Konvencijas 22. pantā paredzētā tehniskā organa atsaukumi, tā nolemj.

Šim protokolam ir tas pats spēks, nozīme un ilgums, kā šajā dienā noslēgtai Konvencijai, par kuŗas neatdalāmu sastāvdaļu tas uzskatāms.

Šo apliecinot, augšminētie pilnvarotie parakstījuši šo Protokolu.

Izgatavots Ženēvā, 1923. gada 3. novembrī, vienā eksemplārā, kas deponējams Tautu Savienības sekretāriāta; tā apliecināts noraksts izsniedzams visām Konferences reprezentētām valstīm.

Vācija	Willy Ernst
Austrija	E. Pflügl
Beļģija	J. Brunet
	A. Janssen
Brazīlija	J. A. Barboza Carneiro
Lielbritānijas imperija	H. Llewellyn Smith
Dienvīdāfrikas savienība	H. Llewellyn Smith
Austrālija	C. A. B. Champion
Jaunzēlande	J. Allen

Ar šo deklarēju, ka mans paraksts saista Rietumu Samoa mandātu teritoriju.



Indija	Hardinge of Penschurst
Bulgarija	D. Mikoff
Čile	Jorgo Buchanan
Ķīna	J. R. Loutsengtsiang
Dānija	A. Oldenburg
Ēģipte	T. C. Macaulay
	A. Abdel Khalek
Spānija	Emilio de Palacios
Somija	Niilo Mannio
	Urho Toivola
	E. Bolley
Francija	V. Colocotronis
Griekija	D. Capsali
	F. de Parcher
Ungarija	Carlo Pugliesi
Itālija	Y. Sugimura
Japana	Dobkevicius
Lietava	Dr P. Karvelis
	Ch. G. Vermaire
Luksemburga	
Francijas protektorāts	
Marokā	P. Serra
Norveģija	Fridtjof Nansen
Paragvaja	R. V. Caballero
Holande — ar rezervi, kas apzīmēta konvencijā	E. Menten
Par karalistes aizjūras teritorijām: Holandes Indiju, Surinamu un Curaçao	
	W. Doude van Troostwijk
Polija	J. Modzelewski
Portugale	A. M. Bartholomeu Ferreira
Rumānija — ar rezervēm un paskaidrojumiem, kas minēti pie konvencijas parakstīšanas	N. P. Comnène
Serbu, Kroatu un Sloveņu karaliste	Radmilò Bouyditch
	Dr Valdemar Lounatchek
	Phya Sanpakitch Preecha
Siama	Hj. Branting
Zviedrija	Haeusermann
Šveice	E. Leuté
Čehoslovākija	J. Dvořáček
	D. Schönbach
Tunisas pārvalde (Francijas protektorāts)	Ode
Urugvaja	E. E. Buero

Konvencijas un protokola tulkojuma teksts pieņemts Saeimas 1931. g. 17. jūlija plēnārsēdē.

J. Breikšs, Saeimas sekretārs.

### Valdības rīkojumi un pavēles.

Apstiprinu.  
1931. g. 15. augustā.  
Satiksmes ministrs Dr A. Rancans.

**Rīkojums Nr 311**  
par pasažieru vilcienu pieturēšanu Vāverēs un biješu pārdošanu vilcienos.

No 1931. g. 25. augusta uzdodu Jaunlatgales-Punduru posma 178. km pieturēt pasažieru vilcienus pasažieru ie- un izkāpšanai. Šo pieturas vietu nosaucu par „Vāveres“.

No Vāverēm braucošiem pasažieriem biļetes pārdos līdz visām Jaunlatgales-Daugavpils I pas. līnijas stacijām un pieturas vietām vilcienos virskonduktors.

Par braucieniem no vai līdz minētai pieturai maksā aprēķināma saskaņā ar „Pagaidu tarifa un noteikumu Nr 27 pasažieru un bagāžas pārvadāšanai“ § 48. Sakarā ar to uzdodu:

1) noteikumu Nr 330, kas publicēti 1928. g. „Valdības Vēstneša“ 55. numurā un „Dzelzceļu Vēstneša“ 11. numurā un ievietoti „Dzelzceļu likuma, noteikumu un rīkojumu kopojuma II“ 342.—374. lappusē, papildināti un izlaboti ar vēlākiem rīkojumiem, aiz stacijas nosaukuma „Vārnavā“ ierakstīt nosaukumu „Vāveres“ ar šādu atzīmi piezīmes iedalē: „No šīs pieturas braucošiem pasažieriem biļetes pārdod līdz visām Jaunlatgales-Daugavpils I pas. līnijas stacijām un pieturas vietām vilcienos virskonduktors, bet braucieniem uz šo pieturu, ja pasažieris brauc no stacijas vai pieturas vietas, kurā darbojas biješu kase, biļetes pārdod biješu kasē“.

2) noteikumu Nr 310, kas publicēti 1927. g. „Valdības Vēstneša“ 194. numurā un „Dzelzceļu Vēstneša“ 33. numurā, papildināti un izlaboti ar vēlākiem rīkojumiem, 3. punktā pēc burtu „g“ ierakstīt burtu

h) uz Daugavpils II-Ritupes līnijas: Vāveres — starp Jaunlatgali un Pundurim“.

Dzelzceļu galv. direkt. v. i. K. Springis. Eksploataācijas direktora v. Kļaviņš. Finanču direktora v. i. Krieviņš.

### Valdības iestāžu paziņojumi.

**Kaŗa tiesa,**  
pamatodamās uz savu šīs dienas rīcības sēdes lēmumu, izbeidz Vidzemes artilērijas pulka bij. kaprāja Augusta Jūŗa d. Pūces meklēšanu, kas uzsākta 1931. g. 17. jūlijā ar paziņojumu „Valdības Vēstneša“ 155. numurā.  
1931. g. 15. augustā.  
Kaŗa tiesas priekšsēdētāja v. p. i., pulkv.-ltu. Krieviņš.  
Sekretārs, kaŗa ierēdnis A. Rumpē.

**Rīgas apgabaltiesas I. kriminālnodaļa,**  
saskaņā ar savu 1931. g. 12. augusta lēmumu, meklē pēc Soda lik. 142. p. 1. d. pamata aps. Jāni Jāņa d. Kaciņu, piederīgu pie Skaunes pag. dzim. 1909. g. 21. jūlijā, agr. dzīv. Ludzas apr. Barkuci ciemā.  
Visām iestādēm un personām, kam būtu zināma meklējamā Jāņa Kaciņa vai viņa mantas atrašanās vieta, nekavējoties ziņot Rīgas apgabaltiesai un tuvākai policijai. Atrāsanas gadījumā pieprasīt no Jāņa Kaciņa drošības naudu Ls 100.— apmērā, kuŗu iemaksāt Latvijas bankā, vietējā nodaļā, ieskaitot Rīgas apgabaltiesas deponitā (dep. rēķ. Nr 8), bet drošības naudas neiemaksāšanas gadījumā Jāni Kaciņu apcietināt un ieskaitīt šīs tiesas rīcībā, jo kā drošības līdzeklis pret Kaciņa izvairīšanos no tiesas, saskaņā ar tiesas 1931. g. 12. augusta lēmumu, noteikta drošības nauda Ls 100.— lielumā, līdz kuŗas iesniegšanai apcietinājums.  
Rīgā, 1931. g. 14. augustā. Nr 124437.  
Priekšsēdētāja biedra v. H. Mintāls.  
Sekretāra palīgs J. Lazdenieks.

**Meklējamo personu saraksts Nr 535.**  
35553. Abramovs Panfils Jāņa d., dz. 1913. g. Meklē Latg. apgbt. I krim. nod. ar r. Nr 1585b/31. no 6.VIII 31. Piepr. droš. naudu Ls1000, neiemaks. gad. apciet. un iesk. mekl. rīc. Apv. pēc S. l. 51. p., 583. p. 2. pkt.  
35554. Apinš Oskars, dz. 1888. g. 30. III. Paz. dzīv. vietu Rīg. 12. iec. miert. pēc r. Nr 1286 no 6. VIII 31. Apv. pēc S. l. 581. p. 1. d.  
35555. Birnis Kristaps, dz. 1885. g. 15. VI. Paz. dzīv. vietu Krim. pol. Rīg. raj. pēc r. no 1. VIII 31. Apv. pēc S. l. 581. p. 1. d.  
35556. Blistrovs Firs Feodora d., dz. 1909. g. 9. XII. Meklē Latg. apgbt. I krim. nod. ar r. Nr 1585a/31. no 6. VIII 31. Piepr. droš. naudu Ls 1000, neiemaks. gad. apciet. un iesk. mekl. rīcībā. Apv. pēc S. l. 51. p. 2. pkt., 583. p. 2. pkt.  
35557. Broks Milda-Adelaide Konstantina m., dz. 1893. g. 2. III. Meklē Rīg. apgbt. 3. kr. nod. ar r. Nr 710538 no 6. VIII 31. Apciet. un ievietot cietumā.  
35558. Baklāns Eduārs, dz. 1901. g. 29. IX. Paz. dzīv. vietu Krim. pol. Rīg. raj. pēc r. no 1. VIII 31. Apv. pēc S. l. 574. p.

35559. Cekalovs Pēteris Paula d., dz. 1909. g. 20. II. Meklē Ludzas kaŗa apr. pārv. ar r. Nr 5161 no 8. VIII 31. Atrāvies no kaŗa klaus. izpild. Atrās. gad. nosk. attiec. pret kaŗa klaus. paziņ. par to meklē.  
35560. Dobrecovs Kuzma, dz. 1886. g. 25. VIII. Meklē Rīg. 13. iec. miert. ar r. Nr 889 no 30. VII 31. Apv. pēc S. l. 276. p. Aiztur. un nog. meklēt rīc.  
35561. Donis Adolfs-Voldemārs Andrēja d., dz. 1901. g. 11. I. Meklē Rīg. apgbt. 3. kr. nod. ar r. Nr 710142 no 25. VII 31. Apv. pēc S. l. 102. p. 1. d. Apcietināt.  
35562. Dulbe Juris-Aleksandrs Aleksandra d., dz. 1913. g. 29. VIII. Paz. dzīv. vietu Krim. pol. Rīg. par. pēc r. no 31. VII 31. Apv. pēc S. l. aizdomas par zādzību.  
35563. Dundars Marija, dz. 1912. g. 12. VI. Paz. dzīv. vietu Rīg. 13. iec. miert. pēc r. Nr 1081 no 30. VII 31. Apv. pēc S. l. 616. p. 1. d.  
35564. Gurevics Abrams Zacharija d., dz. 1909. g. 1. II. Meklē Ludzas kaŗa apr. pārv. ar r. Nr 5161 no 8. VIII 31. Atrāv. no kaŗa klaus. izpild. Atrās. gad. noskaidr. attiec. pret kaŗa klaus. paziņojot par to meklētājam.  
35565. Gravelis Monika, dz. 1915. g. 25. IV. Paz. dzīv. vietu Daugavp. 5. iec. miert. pēc r. Nr 1155 no 31. VII 31. Apv. pēc S. l. 581. p. 1. d.  
35566. Gulbis Zanis-Voldemārs Annas d., dz. 1913. g. 29. V. Meklē Jelg. pils. iec. miert. ar r. Nr 639 no 5. VIII 31. Sod. ar 2 mēn. ciet. Apciet. (Izp. r. izpras. no Krim. pol. pārv.).  
35567. Halperns Elias-Matus Jēkaba d., dz. 1902. g. 15. XI. Meklē Rīg. pils. 9. iec. miert. ar r. Nr 1140/31. no 30. VII 31. Apv. pēc S. l. 6072. p. Apciet. un nogād. mekl. rīcībā.  
35568. Ignatjovs Georgs Nikondra d., dz. 1909. g. 16. IV. Paz. dzīv. vietu Rīg. pils. 3. iec. miert. pēc r. Nr 858 no 27. VII 31. Apv. pēc S. l. 574. p. 1. d.  
35569. Jors Levs Benjaminā d., dz. 1909. g. 3. IX. Meklē Ludzas kaŗa apr. pārv. ar r. Nr 5161 no 8. VIII 31. Atrāv. no kaŗa klaus. izpild. Atrās. gad. nosk. attiec. pret kaŗa klaus. un paz. meklētājam.  
35570. Kozulis Oiga, dz. 1913. g. 22. V. Ropāžu meit. kolon. r. Nr 150 no 1. VIII 31. Izbēdzis no kolon. Nog. kolonijā.  
35571. Kurševics Artūrs Jāņa d., dz. 1902. g. 12. X. Paz. dzīv. vietu Krim. pol. Rīg. raj. pēc r. no 5. VIII 31. Apv. pēc S. l. 443. p.  
35572. Kušels Marija Georga m., dz. 1906. g. 14. I. Paz. dzīv. vietu Krim. pol. Rīg. raj. pēc r. no 6. VIII 31. Apv. pēc S. l. 465. p.  
35573. Krastiņš Arnolds Indriķa d., dz. 1906. g. 2. XII. Paz. dzīv. vietu Krim. pol. Rīg. raj. pēc r. no 3. VIII 31. Apv. pēc S. l. aizdomās zādzībā.  
35574. Lizbovskis Jānis Jūŗa d., dz. 1879. g. Meklē Krim. pol. Rīg. raj. ar r. no 6. VIII 31. Apv. pēc S. l. 581. p. 1. d. Apcietināt.  
35575. Lasis (Laša) Roberts-Leonarda Jāņa d., 24 g. v. Paz. dzīv. vietu Rīg. apgbt. 6. iec. izmekl. tiesn. pēc r. Nr 1866 no 3. VIII 31. Apv. pēc S. l. 142. p. 1. d., 51. p.  
35576. Laube Stanislava, dz. 1899. g. 30. IX. Paz. dzīv. vietu Krim. pol. Rīg. raj. pēc r. no 1. VIII 31. Apv. pēc S. l. 574. p.  
35577. Laube Stanislava, dz. 1899. g. 30. IX. Tas pats.  
35578. Mincenoks Ludvigs-Stanislavs Jēzupa d., dz. 1909. g. 1. I. Meklē Ludzas kaŗa apr. pārv. ar r. Nr 5161 no 8. VIII 31. Atrāv. no kaŗa klaus. izpild. Atrās. gad. nosk. attiec. pret kaŗa klaus. paziņ. par to meklēt.  
35579. Mežecikis Arkadijs Osipa d., dz. 1909. g. Meklē tas pats.  
35580. Meirans Arkadijs Boleslava d., dz. 1909. g. 20. I. Meklē tas pats.  
35581. Mitrovskis Leontine Antonijas m., dz. 1903. g. 23. XI. Meklē Valkas apr. 2. iec. miert. ar r. Nr 1449 no 27. IX 29. Apv. pēc S. l. 597. p. 1. d. Apcietināt un iesk. mekl. rīcībā.  
35582. Mitrovskis Leontine, dz. 1903. g. Meklē Valkas apr. 2. iec. izm. tiesn. ar r. Nr 858 no 31. VIII. Apv. pēc S. l. 597. p. Apciet. un iesk. meklēt. rīcībā.  
35583. Marcinkevičs Klara-Matilde Mijela m., dz. 1898. g. 2. III. Meklē Krustp. iec. miert. ar r. Nr 281k/31. no 28. VII 31. Piepr. droš. naudu Ls 50, neiemaks. gad. apciet. un iesk. mekl. rīcībā.  
35584. Mellers Šeina Eliasa m., dz. 1911. g. 10. IX. Paz. dzīv. vietu Liepājas 1. iec. miert. pēc r. Nr 435 no 72. VII 31. Apv. pēc S. l. 581. p. 1. d.  
35585. Meičens (Meuchens) Fridrihs, dz. 1876. g., 24. V. Paz. dzīv. vietu Bauskas apr. 2. iec. miert. pēc r. Nr 391 no 1. VII 31. Apv. pēc S. l. 574. p. 1. d., 581. p. 1. d.  
35586. Meiris Jevdokija, dz. 1887. g. 13. III. Paz. dzīv. vietu Rīg. 7. iec. miert. pēc r. Nr 935 no 27. VII 31. Apv. pēc S. l. 284. p., 530. p., 276. p.  
35587. Paslovskis Avsejs-Leiba Movša d., dz. 1909. g. 5. VIII. Meklē Ludzas kaŗa apr. pārv. ar r. Nr 5161 no 8. VIII 31. Atrāv. no kaŗa klaus. izpild. Noslaidr. attiec. pret kaŗa klaus. un paz. meklētājam.  
35588. Zile Otto Baibas d., dz. 1906. g. 1. VI. Meklē Liepāj. apgbt. kr. nod. ar r. Nr 4978 no 31. VII 31. Ieviet. ciet. un iesk. Liep. apgbt. rīcībā.  
35589. Pliška Julijs Julijana d., dz. 1913. g. 13. IV. Meklē Jelg. pils. iec. miert. ar r. Nr 639 no 5. VIII 31. Sod. ar 2 mēn. ciet. Apcietināt. (Izp. r. izpr. no Krim. pol. pārv.).  
35590. Puisans Salimons, dz. 1909. g. 17. X. Paz. dzīv. vietu Rīg. 10. iec. miert. pēc r. Nr 1130 no 3. VIII 31. Apv. pēc S. l. 581. p. 1. d.  
35591. Rižovs Kazimirs Jāņa d., dz. 1909. g. 11. IV. Meklē Ludzas kaŗa apr. pārv. ar r. Nr 5161 no 8. VIII 31. Atrāv. no kaŗa klaus. izpild. Noslaidr. attiec. pret kaŗa klaus. un paz. mekl. rīcībā.  
35592. Reinsons Voldemārs Kriša d., dz. 1909. g. 22. IV. Meklē tas pats.  
35593. Rans Hava Morducha m., dz. 1899. g. 8. VI. Meklē Rīg. apgbt. 3. kr. nod. ar r. Nr 710205 no 27. VII 31. Apv. pēc S. l. 102. p. 1. d. Apciet. un ievietot cietumā.  
35594. Romaševs Nadežda, dz. 1912. g. 1. I. Meklē Rīg. pils. 9. iec. miert. ar r. Nr 1101/31. no 22. VII 31. Apv. pēc S. l. 5981. p. 4. d. Apciet.  
35595. Sovans Grigorijs Semēna d., dz. 1909. g. Ludzas kaŗa apr. pārv. ar r. Nr 5161 no 8. VIII 31. Atrāv. no kaŗa klaus. izpild. Noslaidr. attiec. pret kaŗa klaus. un paziņot meklēt.  
35596. Strautmans Ludvigs Kārļa d., dz. 1900. g. 20. III. Meklē Rīg. 11. iec. miert. ar r. Nr 1609 no 28. VII 31. Apv. pēc S. l. 574. p. 1. d. Nogād. mekl. rīcībā.

35597. Stroganovs Jānis Konona d., dz. 1914. g. Paz. dzīv. vietu Viļņū iec. miert. pēc r. Nr 364/30. no 4. VIII 31.  
35598. Stokmanis Alma, dz. 1914. g. 23. III. Ropāžu meitēņu kolon. r. Nr 150 no 1. VIII 31. Izbēgusi no kolon. Nogādāt kolonijā.  
35599. Skrastiņš Anna Mijela m., dz. 1882. g. 2. V. Paz. dzīv. vietu Rīg. 10. iec. miert. pēc r. Nr 1187 no 28. VII 31. Apv. pēc S. l. 574. p. 1. d.  
35600. Šķinķis Alfrēds Jāņa d., dz. 1896. g. 24. XII. Paz. dzīv. vietu Krim. pol. Rīg. raj. pēc r. no 6. VIII 31. Apv. pēc S. l. 6072. p.  
35601. Ševels Antons Jēzupa d., dz. 1909. g. 18. VII. Meklē Ludzas kaŗa apr. pārv. ar r. Nr 5161 no 8. VIII 31. Atrāvies no kaŗa klaus. izpild. Noslaidr. attiec. pret kaŗa klaus. par ko paziņot meklētājam.  
35602. Šatriņš (Szatryn) Anna Jēzupa m., dz. 1908. g. 24. V. Meklē Rīg. apr. 2. iec. miert. ar r. Nr 588/31. no 29. VII 31. Apv. pēc S. l. 581. p. 1. d. Apciet. un nogād. meklēt rīcībā.  
35603. Tomsinskis Haims, dz. 1909. g. 29. IX. Meklē Ludzas kaŗa apr. pārv. ar r. Nr 5161 no 8. VIII 31. Atrāv. no kaŗa klaus. izpild. Noslaidr. attiec. pret kaŗa klaus., par ko paziņot meklētājam.  
35604. Treifelds Arnolds Pēterā d., dz. 1908. g. 13. VII. Meklē Rīgas apgbt. 2. kr. nod. ar r. Nr 2975 no 7. VIII 31. Sod. ar 1 mēn. ciet. apciet. (Izp. pr. izp. no Krim. pol. pārv.).  
35605. Višnevskis Pēteris Konstantina d., dz. 1909. g. Meklē Ludzas kaŗa apr. pārv. ar r. Nr 5161 no 8. VIII 31. Atrāv. no kaŗa klaus. izpild. Noslaidr. attiec. pret kaŗa klaus., par ko paziņot meklēt.  
35606. Gaidas Antons, dz. 1902. g. 1. VI. Meklē Kaunas krim. pol. ar tēlef. Nr 322 no 10. VIII 31. Apv. pēc S. l. 51. p., 158. p. 2. d. 2. pk. Apciet. un nogādāt manā rīcībā.

**Izlabojumi:**  
„V. V.“ Nr 113/31. sar. Nr 512, 34908 mekl. Voldemārs Paukmanis atrās. gad. apciet. iesk. meklēt rīcībā.  
2) „V. V.“ 170/31. sar. 533, 35465 tiek mekl. Kramēris Mendels un nevis Kramēls Mendēls.  
3) „V. V.“ 165/31. sar. 532, 35399 mekl. Locmanis Antons tiek meklēts no Rīg. apgbt. 6. iec. izm. tiesn. un nevis no Rīg. apgbt. 4. iec. izm. tiesn.  
4) „V. V.“ 165/31. sar. 532, 35405 mekl. Mikulovs Arefijs apv. pēc S. l. 581. p. 1. d., 51. p. un nevis pēc S. l. 54., 581. p. 1. d.  
5) „V. V.“ 165/31. sar. 532, 35406 mekl. Mikulovs dz. Purganova, Fetinija apv. pēc S. l. 581. p. 1. d. un nevis pēc S. l. 55. p., 584. p. 1. d.  
6) „V. V.“ 165/31. sar. 532, 35430 tiek mekl. Augusts Tīlīnde un nevis Tīlīndis. „V. V.“ 170/31. sar. 533, 35442 tiek mekl. Bachstroems Rolfs un nevis Bachdroems.  
Kriminālās policijas pārvaldes priekšnieks G. Tifentāls.  
Darbvedis Lakševičs.

**Personu saraksts, kuŗu meklēšana izbeigta, Nr 471.**  
22943. Batnas Aliozs. 8880/24; 9051/24.  
22944. Bratuškins Antons. 34142/31.  
22945. Zinkarts Aleksandrs. 36125/31.  
22946. Zinkarts Aleksandrs. 35242/31.  
22947. Zinkarts Aleksandrs. 34803/31.  
22948. Zinkarts Aleksandrs. 35426/31.  
22949. Zinkarts Aleksandrs. 34643/31.  
22950. Stinkarts Jēkabs. 35325/31.  
Kriminālās policijas pārvaldes priekšnieks G. Tifentāls.  
Darbvedis Lakševičs.

### Literatūra.

**Jaunā Balss.** 9. gada gājums. Nr 8. Latvijas Pretalkohola Biedrības izdevums.  
**Strautiņš.** Atturīgās jaunatnes mēnešraksts. Nr 8. Latvijas Pretalkohola Biedrības izdevums. Maksā 20 sant.

### KURSI.

Rīgas biržā 1931. gada 18. augustā.

**Devīzes:**

1 Amerikas dollars . . . . .	5,188—5,198
1 Anglijas mārciņa . . . . .	25,185—25,235
100 Francijas franku . . . . .	20,28—20,43
100 Beļģijas belgu . . . . .	72,10—72,65
100 Šveices franku . . . . .	100,95—101,70
100 Itālijas liru . . . . .	27,07—27,28
100 Zviedrijas kronu . . . . .	138,60—139,30
100 Norveģijas kronu . . . . .	138,55—139,25
100 Polijas kronu . . . . .	138,50—139,20
100 Austrijas šilingu . . . . .	72,70—73,40
100 Čehoslovākijas kronu . . . . .	15,32—15,47
100 Holandes guldeņu . . . . .	208,90—209,95
100 Vācijas marku . . . . .	123,15—123,80
100 Somijas marku . . . . .	13,00—13,12
100 Igaunijas kronu . . . . .	138,05—138,75
100 Polijas zlotu . . . . .	57,50—58,70
100 Lietavas itū . . . . .	51,45—52,15

**Dārgmetāli:**  
Zelts 1 kg . . . . . 3425—3445  
Sudrabs 1 kg . . . . . 43—51

**Vērtspapīri:**  
50% neatkarības aizņēmušs . . . . . 98—100  
40% Valsts prēm. aizņēmušs . . . . . 98—100  
60% Zemes bankas ķīlu zīmes . . . . . 92—93  
80% Hipotēku bankas ķīlu zīmes . . . . . 96—97

Rīgas biržas kotācijas komisijas priekšsēdētājs J. Skujevičs.

Zvērināts biržas māklers Th. Summers.

Redaktors M. Ārons.

Šim numuram 16 lapas puses.



**Tiesu sludinājumi.**

**Liepājas apgabaltiesa.**

saskaņā ar savu š. g. 6. jūlija lēmumu uzaicina 1927. gada 20. augustā Rucavas pagastā mirušā Andreja Krišjāņa dēla Ašmana mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomīsārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. № 988m/31.

Liepājā, 1931. g. 28. jūlijā. Priekšsēd. b. v. B. Meisels. 11443 Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

saskaņā ar savu š. g. 6. jūlija lēmumu uzaicina 1931. gada 28. februārī Snēpeles pag. mirušā Mārtiņa Jāņa dēla Grundmana mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomīsārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. № 987m/31.

Liepājā, 1931. g. 28. jūlijā. Priekšsēd. b. v. B. Meisels. 11444 Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

saskaņā ar savu š. g. 6. jūlija lēmumu uzaicina 1930. gada 8. martā Ulmales pag. mirušā Reīņa Jāņa d. Gaija mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomīsārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. № 978m/31.

Liepājā, 1931. g. 28. jūlijā. Priekšsēd. b. v. B. Meisels. 11445 Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

saskaņā ar savu š. g. 6. jūlija lēmumu uzaicina 1930. gada 23. maijā Rucavas pagastā mir. Kērstas Andreja m. Kuršis mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomīsārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. № 990m/31.

Liepājā, 1931. g. 28. jūlijā. Priekšsēd. b. v. B. Meisels. 11476 Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

saskaņā ar savu š. g. 13. jūlija lēmumu uzaicina 1926. g. 26. aprīlī Rucavas pag. mir. Mikelja Katrīnas d. Stūpa mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomīsārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. № 1015m/31. g.

Liepājā, 1931. g. 30. jūlijā. Priekšsēdētāja b. A. Kiršfelds. 11726 Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

saskaņā ar savu š. g. 4. maija lēmumu uzaicina 1925. g. 3. decembrī Skrudas pagastā mirušā Anša Jāņa dēla Ulpja mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomīsārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. № 896m/31. g.

Liepājā, 1931. g. 30. jūlijā. Priekšsēdētāja b. A. Kiršfelds. 11727 Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

pamatojoties uz Luizes Golšteins lūgumu, 1931. g. 5. augustā nolēma: 1885. g. 27. aprīlī dzimušo Kristu Pēteru d. Golšteinu atzīt par mirušu. Akts № 96/31.

Liepājā, 1931. g. 13. augustā. Priekšsēdētāja b. v. V. Vitiņš. 12660z Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

saskaņā ar savu š. g. 13. jūlija lēmumu uzaicina 1930. g. 27. jūnijā Dunalkas pag. mirušā Jāņa Jukuma d. Matroza mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomīsārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. № 1007m/31. g.

Liepājā, 1931. g. 30. jūlijā. Priekšsēdētāja b. A. Kiršfelds. 11728 Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

saskaņā ar savu š. g. 13. jūlija lēmumu uzaicina 1930. gada 7. oktobrī Apriku pagastā mirušā Andreja Jāņa d. Gruntmana mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomīsārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. № 1002m/31.

Liepājā, 1931. g. 30. jūlijā. Priekšsēd. b. A. Kiršfelds. 11729 Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

saskaņā ar savu š. g. 13. jūlija lēmumu uzaicina 1930. gada 18. septembrī Nicas pagastā mirušās Annas Jāņa m. Sedēls mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomīsārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. № 1011m/31.

Liepājā, 1931. g. 30. jūlijā. Priekšsēdētāja b. A. Kiršfelds. 11730 Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

saskaņā ar savu š. g. 13. jūlija lēmumu, uzaicina 1929. gada 11. aprīlī Saldū mirušās Lības Matīsa m. Priede mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomīsārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. № 1006m/31.

Liepājā, 1931. g. 30. jūlijā. Priekšsēdētāja b. A. Kiršfelds. 11731 Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

saskaņā ar savu š. g. 21. jūlija lēmumu uzaicina 1929. g. 30. dec. Alšvangas pag. mir. Anša Putniņa mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomīsārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. № 994m/31.

Liepājā, 1931. g. 30. jūlijā. Priekšsēd. b. A. Kiršfelds. 11732 Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

saskaņā ar savu š. g. 13. jūlija lēmumu uzaicina 1931. gada 25. janvārī Priekules pagastā mirušās Annas Mikelja meitas Miltuzs (arī Miltuzis) mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomīsārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. № 831m/31.

Liepājā, 1931. g. 30. jūlijā. Priekšsēd. b. A. Kiršfelds. Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

saskaņā ar savu š. g. 13. jūlija lēmumu uzaicina 1931. gada 25. janvārī Priekules pagastā mirušās Annas Mikelja meitas Miltuzs (arī Miltuzis) mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomīsārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. № 998m/31.

Liepājā, 1931. g. 30. jūlijā. Priekšsēd. b. A. Kiršfelds. Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

pamatojoties uz Ruvinu un Zaras Zandu lūgumu un savu š. g. 23. jūlija lēmumu, izsludina, ka Ruvinš Smuēļa d. Zands un Zara Vulfā m. Zands, dzim. Alšvangs, noslēguši 1931. g. 15. jūlijā ar reg. № 11394 pie Liepājas notāra Ž. Kaupīņa laulības līgumu. Liepājā, 1931. g. 12. augustā. Priekšsēdētāja b. v. V. Vitiņš. 12663z Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

saskaņā ar savu š. g. 13. jūlija lēmumu uzaicina 1899. gada 1. maijā Liepājā mirušā Mikelja Plikgalvja mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomīsārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. № 1005m/31.

Liepājā, 1931. g. 30. jūlijā. Priekšsēd. b. A. Kiršfelds. Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

saskaņā ar savu š. g. 13. jūlija lēmumu uzaicina 1928. gada 8. decembrī Bases pagastā mirušā Pāvila Pēteru dēla Liepiņa mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomīsārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. № 1002m/31.

Liepājā, 1931. g. 30. jūlijā. Priekšsēdētāja b. A. Kiršfelds. 11735 Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

saskaņā ar savu š. g. 13. jūlija lēmumu uzaicina 1920. gada 16. februārī Nicas pagastā mirušā Jēkaba Andreja dēla Danzena mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomīsārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. № 995m/31.

Liepājā, 1931. g. 30. jūlijā. Priekšsēdētāja b. A. Kiršfelds. 11736 Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

saskaņā ar savu š. g. 13. jūlija lēmumu uzaicina 1930. gada 21. aprīlī Pāvilostā mirušā Jāņa Jāņa dēla Bertrama mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomīsārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. № 994m/31.

Liepājā, 1931. g. 30. jūlijā. Priekšsēdēt. b. A. Kiršfelds. 11737 Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

saskaņā ar savu š. g. 13. jūlija lēmumu uzaicina 1929. g. 21. novembrī Valtaiku pag. mir. Trīnes Otto meitas Kēvits mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomīsārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. № 996m/31.

Liepājā, 1931. g. 30. jūlijā. Priekšsēd. b. A. Kiršfelds. 11738 Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

saskaņā ar savu š. g. 12. maija lēmumu uzaicina 1930. g. 21. oktobrī Aizputē mirušā Ansa Toma dēla Kreicburga (Kreicberga) mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomīsārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem. № 910m/31.

Liepājā, 1931. g. 30. jūlijā. Priekšsēd. b. A. Kiršfelds. 11739 Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

uz Lik. par laulību 77. panta pamata dara zināmu, ka š. g. 5. februārī aizmuguriski nospriests starp Pēteri Brūderu un Mariju Brūders, dzim. Kuntrat, Kuldīgā, 1924. g. 28. decembrī romiešu-katoļu draudzes baznīcā noslēgtu laulību atzīt par šķirtu, atstājot sievai dzimto uzvārdu "Kunt-rats". Akts № 47-L/31. g.

Liepājā, 1931. g. 12. augustā. Priekšsēdētāja b. v. V. Vitiņš. 12564z Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

uz Lik. par laulību 77. panta pamata dara zināmu, ka š. g. 18. jūnijā Liepājā mirušā Mikelja Plikgalvja mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomīsārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

**Liepājas apgabaltiesa.**

uz Lik. par laul. 77. p. pamata dara zināmu, ka š. g. 18. jūnijā aizmuguriski nospriests: starp Hermani-Kārli-Vihelmu Grinbergi un Lidiju Grinbergs, dz. Gelguts, 1927. g. 19. februārī Liepājas pilsētas dzimtsarakstu nodaļā noslēgto laulību šķirt; prāvnieku laulībā dzimušo bērnu Benitu-Helēni atstāt pie mātes. Liepājā, 1931. g. 31. jūlijā. 11740 Akts № 120L/31.

Priekšsēdētāja b. A. Kiršfelds. Sekretāra v. E. Speķis.

**Liepājas apgabaltiesa.**

pamatojoties uz Ādolfu-Viktora un Katrinas Kāpa-Kāpenieku lūgumu un savu š. g. 30. jūlija lēmumu, izsludina, ka Ādolfu-Viktors Miķeļa dēls Kāpa-Kāpenieks un Katrīna Anša m. Kāpa-Kāpenieks, dzim. Kāpa-Kāpenieks noslēguši 1931. g. 23. jūlijā ar reg. № 11886 pie Liepājas notāra Žaņa Kaupīņa vietnieka Eduarda Baumerta laulības līgumu. № 669-11/31. g.

Liepājā, 1931. g. 3. augustā. Priekšsēdētāja b. v. V. Vitiņš. 12026z Sekretāra v. E. Speķis.

**Liepājas apgabaltiesa.**

pamatojoties uz Mozusa un Johanna Fleisera lūgumu un savu š. g. 30. jūlija lēmumu, izsludina, ka Mozus Vulfā d. Fleisers un Johanna Jankela meita Fleisers, dzim. Gliks, noslēguši 1931. g. 29. jūnijā ar reg. № 1708 pie Kuldīgas notāra Friča Minkas laulības līgumu. № 672-11/31. g.

Liepājā, 1931. g. 3. augustā. Priekšsēdētāja b. v. V. Vitiņš. 12027z Sekretāra v. E. Speķis.

**Liepājas apgabaltiesa.**

pamatojoties uz Indriķa un Martas Zandmanu lūgumu un savu š. g. 30. jūlija lēmumu, izsludina, ka Indriķis Ernests d. Zandmanis un Marta Andreja m. Zandmanis, dzim. Vitums-Jaunzemis, noslēguši 1931. g. 22. jūlijā ar reg. № 1885 pie Kuldīgas notāra Friča Minkas laulības līgumu.

Liepājā, 1931. g. 3. augustā. 12028z Akts № 671-11/31. g. Priekšsēdētāja b. v. V. Vitiņš. Sekretāra v. E. Speķis.

**Liepājas apgabaltiesa.**

pamatojoties uz Aleksandra un Luīzes Gailu lūgumu un savu š. g. 23. jūlija lēmumu, izsludina, ka Aleksanders Gailis un Luīze Gailis, dzim. Vipulē aitas Vipuls, noslēguši 1931. g. 13. jūlijā ar reg. № 1870 pie Aizputes notāra K. Vittenberga laulības līgumu.

Liepājā, 1931. g. 12. augustā. 12662z Akts № 650/31. Priekšsēdētāja b. v. V. Vitiņš. Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa.**

pamatojoties uz Andža un Annas Cinovsku lūgumu un savu š. g. 23. jūlija lēmumu, izsludina, ka Andžs Juča d. Cinovskis un Anna Kriša m. Cinovskis, dzim. Petrovics, noslēguši 1931. g. 13. jūlijā ar reg. № 1877 pie Aizputes notāra Kārļa Vittenberga laulības līgumu. № 653/31.

Liepājā, 1931. g. 12. augustā. Priekšsēdētāja b. v. V. Vitiņš. 12664z Sekr. pal. L. Lemaikš.

**Liepājas apgabaltiesa.**

pamatojoties uz Abrama un Rozas Joelsonu lūgumu un savu š. g. 23. jūlija lēmumu, izsludina, ka Abrams Markusa d. Joelsons un Roza Šaja m. Joelsons, dzim. Cirinskis, noslēguši 1931. gada 17. jūlijā ar reg. № 11501 pie Liepājas notāra Ž. Kaupīņa laulības līgumu. № 651/31.

Liepājā, 1931. g. 12. augustā. Priekšsēdētāja b. v. V. Vitiņš. 12665z Sekr. pal. L. Lemaikš.

**Liepājas apgabaltiesa.**

pamatojoties uz Jēkaba Geņģa lūgumu, 1931. g. 21. jūlijā nolēma: 1890. g. 14. janvārī dzimušo Jāni Petersonu atzīt par mirušu un mantojumu par atklājušu.

Liepājā, 1931. g. 13. augustā. Priekšsēdētāja b. v. V. Vitiņš. 12661z Sekretāra v. (paraksts).

**Liepājas apgabaltiesa. reģistr. nodaļa**

dara zināmu, ka ar Liepājas apgabaltiesas 1930. g. 9. oktobra lēmumu slēgtā Liepājas vejnīcības mašīnu koplietošanas biedrība "Kaija" likvidēta un dzēsta no kooperatīvu sarakstiem. Liepājā, 1931. g. 28. jūlijā. 11372o Akts № 5/30. Priekšsēdētāja b. v. B. Meisels. Sekretāra v. E. Speķis.

**Rīgas apgabaltiesas 1. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 2. septembrī, pulksten 11 dienā, Rīgā, Audēju ielā № 9, dz. 4. pārdos otrā izsolē Abrama Rotbarta kustamo mantu, sastāvošu no kantoņa iekārtas un rakstāmašīnas, novērtētu par Ls 300.—**

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 15. augustā. 12788 Tiesu izp. J. Grinfelds.

**Rīgas apgabaltiesas 2. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 25. augustā, pulksten 12 dienā, Rīgā, Skolas ielā № 13 un Baznīcas ielā № 35, pārdos pirmā un otrā ūtrupē Simona Volkova kustamo mantu, sastāvošu no mēbeļiem un cita un novērtētu par Ls 1310.—**

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 12. augustā. 12849 Tiesu izp. Ed. Kalniņš.

**Rīgas apgabaltiesas 2. iecirkņa tiesu izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 26. augustā, pulksten 12 dienā, Rīgā, Pulkv. Brieža ielā № 4/6, dz. 10, pārdos Moiseja Lifšica kustamo mantu, sastāvošu no mēbeļiem, drēbēm, veļas un cita un novērtētu par Ls 540.—**

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 14. augustā. 12850 Tiesu izp. Ed. Kalniņš.

**Rīgas apgabaltiesas 2. iecirkņa tiesu izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 26. augustā, pulksten 1/2 Rīgā, Elizabetes ielā № 17, dz. 4, pārdos Eitēna Hercberga kustamo mantu, sastāvošu no mēbeļiem un novērtētu par Ls 418.—**

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 12. augustā. 12851 Tiesu izp. Ed. Kalniņš.

**Rīgas apgabaltiesas 3. iecirkņa tiesu izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 25. augustā, plkst. 12 dienā, Rīgā, L. Kēniņa ielā 21, pārdos Morducha Minca kustamo mantu, sastāvošu no dāmu korpēm un galošām, novērtētu par Ls 325.—**

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1931. g. 7. augustā. 12855 Tiesu izp. J. Kazubierns.

**Rīgas apgabaltiesas 3. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 26. augustā, plkst. 10**



**Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka 1931. g. 25. augustā, plkst. 13.30 dienā, Siguldas pag. Kaktiņos pārdos Mārtiņa Vitola kustamo mantu, sastāvošu no 9 g. vecas kaspes, 3 govīm, teļa, lietotas ruspiskas, liet. ragavām, 2 1/2 biezām plankām, 1 1/2 un 1 1/2 biezēm dēļiem dažāda platuma, apzāģētiem būvkokiem dažāda platuma, 40 gab., novērtētu par Ls 695.—**

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdoamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1931. g. 12. augustā.  
11844 Tiesu izp. V. Jursons.

**Citu iestāžu sludinājumi.**

**Sapieru pulks Bolderājā,**  
š. g. 24. septembrī, pulksten 9, pārdos izsolē

sekoši minētas, pulkam nevajadzīgas mantas, kā:

**rādio**

lietus, 1, 2 un 4 lamp. uztvērēju aparātus, skaļruņus, galvas tēlfoņus, akumulatorus un citus.

**Mūzikas instrumentus**

kornetes, Es altes, baritonus, tenor. bazūnes, trompetes, bases, pikolo fleites, fleites, karnetes, lielās bungas ar šķīvjiem, nošu pultes un apm. 230 kompl. notes pūķīšu orķestriem.

Mantas apskatāmas pulka štābā Bolderājā, darbdienās no plkst. 9 līdz 12.

**Nodokļu departamenta nodokļu piedzinējs paziņo, ka 1931. g. 25. augustā, pulksten 12 dienā, Rīgā, Valņu ielā Nr. 21/23, pārdos vairāksolišanā A.S. „Amerimotors“ kustamo mantu, novērtētu par Ls 243.— un sastāvošu no kantoņa iekārtas, viņa 1931. g. 50% divid. nodokļa parāda segšanai.**

Rīgā, 1931. g. 17. augustā.  
12836 Piedzinējs A. Krauklis.

**Jelgavas pilsētas lombards**

paziņo, ka piektdien, 4. septembrī 1931. g., plkst. 10, ugunsdzēsēju telpās, Muzeja laukumā

**pārdos atklātā vairāksolišanā neizpirktas un nepagarinātas ķīlas Nr. 6570—7337 un 22518—24086.**

Nokavētos maksājumus var nokārtot līdz 1. septembrim, pretējā gadījumā ķīlu īpašniekiem jāmaksā provē valdes izdevumi, pie kam zemprovīgos priekšmetus salauz.

Pārdošanā nāks: zelts, sudrabs, pulksteņi, velosipedi, šujmašīnas, mūzikas instrumenti, mēteļi, uzvalki, kažoki, manufaktūra, dāmu kleites, foto- un frizieru aparāti, veļa un dažādi saimniecības piederumi.

Uz priekšmetiem, kāš ilgāku laiku atrodas lombardā, pārķīlājot jānomaksā 20 proc. no aizdevuma.

12794 Valde.

**Jelgavas pilsētas lombardam** pieteiktas kā nozaudētas ķīlu zīmes: Nr. 21828, 25045, 26297, 28352. Uz lombarda statūtu pamata nozaudētās ķīlu zīmes skaitās kā nederīgas, un ķīlu īpašniekiem pēc trīs mēnešiem izsniegt jaunās zīmes.

12793 Lombarda valde.

**Jumurdas pag. (Cēsu apriņķī) I pakāpes pamatskolai vajadzīga**

**II skolotāja,**

mūzikas un dziedāšanas pasniedzēja. Pieņemšana notiks pag. padomes sēdē š. g. 16. septembrī, plkst. 14, bet kandidāti izraudzīti pamatskolas padomes sēdē, tani pat dienā plkst. 10.

Kandidātes, kas šo vietu vēlēto iegūt, tiek uzaicinātas līdz š. g. 15. septembrim iesniegt pamatskolas padomei lūgumu, apņūmaksātu ar Ls—80 zīmognodevas, līdz ar dokumentiem par izglītību, veselības stāvokli un līdzšinējo darbību.

Skolas priekšnieka tālrunis — Jumurda Nr. 13.

Auto satiksme — Kokneses stacija — Jumurdas muiža (atiet no Kokneses plkst. 21).

12834z 2<sup>a</sup> Pagasta valde.

**Iekšlietu ministrijas emigrācijas un tūrisma nodaļa** izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas ārzemju pasi Nr. 4136, izdotu Liepājā, 1922. g. 13. martā ar Rudolfa Ekšteina vārdu. 12839z

**Iekšlietu ministrijas emigrācijas un tūrisma nodaļa** izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas ārzemju pasi Nr. 004120F, izdotu Rīgā, 1931. g. 25. jūnijā ar Melitās Naels vārdu. 12840z

**Hūkstes apr. polic. 1. iecirkņa priekšnieks** izsludina 1931. gada 20. augustā pie Salienas pag. valdes, pulksten 10, no rīta, ūtrupī, kurā tiks pārdotas Vasiļijam Samsonovam aprakstītās mantas, kā: govys, drēbju skapis, piena separātors un tele, viņa apsūdzības lietā uz Mui. lik. 1065. p. piespriestas soda naudas Ls 360.— nodrošināšanai, saskaņā ar Grīvas iec. mirtiesmeša š. g. 11. jūnija izpildu rakstu Nr. 322. 12867

Izūtrūpējāmās mantas apskatāmas ūtrupes vietā un laikā.

**Iekšlietu ministrijas emigrācijas un tūrisma nodaļa** izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas ārzemju pasi Nr. 6483, izdotu 1926. g. 11. oktobrī Rīgā ar Gordiana Kalei vārdu. 12841z

**Rīgas prefektūras ārējā nodaļa** izsludina par nederīgu pieteiktu par nozaudētu vieglā ormaņa skārda numuru 440, izdotu no Rīgas prefektūras 1931. g. 30. martā Mārtiņam Jakobovičam.

**Rīgas prefektūras ārējā nodaļa** izsludina par nederīgu pieteiktu par nozaudētu šofera apliecību Nr. 1973, izdotu no Rīgas prefektūras 1927. g. 12. decembrī Vilim Simansonam. 12846

**Remtes pagasta valde** atsauc savu sludinājumu attiecībā uz skolotāja vēlēšanām, ievietotu š. g. 12. augustā „Valdības Vēstnesī“ Nr. 177. 12826z

**Alsviķa pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi Nr. 14 ser. PZ № 015614 izd. no šīs pag. valdes 1927. g. 21. nov. ar Otto Timana vārdu.

**Brīgu pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi Nr. 3753/MK 003969, izd. no Makašēņu pag. valdes 1928. g. 3. jūl. ar Jāņa Leona d. Kivlenoks vārdu. 10442o

**Bejas pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto zirga pasi Nr. 959/21818, izd. no Liepnas pag. valdes 1930. g. 25. jūl. ar Jāņa Ignāta d. Smiltana vārdu. Minētā pase zirga pirkšanas gadījumā pārrakstīta uz Teodora Mūrnieka vārdu. 10549o

**Drabešu pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto kara klaus. apliecību Nr. 3777, izd. no Auto-tanku diviz. komandiera 1924. g. 22. sept. ar Jūliusa Jāņa d. Trallis vārdu. 10330o

**Drabešu pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi Nr. 607 ser. CN № 009007, izd. no šīs pag. valdes 1927. g. 13. dec. ar Emīlijas Jēkabsons vārdu. 10331o

**Dzūkstes pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. CN № 008289, izd. no Cirstu pag. valdes (Cēsu apr.) 1. jūn. ar Nr. 290 Antonam Justam. 10444o

**Jēkabpils apr. pol. 1. iec. priekšnieks** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi Nr. 528 ser. KV № 000610, izd. 1927. g. 30. sept. no Jēkabpils apr. priekšn. 2. iecirkņa pal. Radio-nam Hochlovam. 10548o

**Kalupes pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto personas pasi Nr. 1095, izd. no šīs pag. valdes 1921. g. 21. apr. ar Aloiza Jezupa d. Batņa vārdu.

**Launkaines pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto kumeļa registr. zīmi Nr. 75, izd. no šīs pag. valdes 1926. g. 20. febr. ar Pēterī Sēnāja vārdu. 10446o

**Pūres pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. LV № 013371, izd. no šīs pag. valdes 1931. g. 14. febr. ar Anša-Jāņa Didričsona vārdu.

**Rēzeknes apr. pol. 5. iec. priekšnieks** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi Nr. 703 ser. NO 005703, izd. no Rēzeknes apr. Varakļānu iec. pol. priekšn. 1928. g. 15. martā ar Moiseja Milnera vārdu. 10547o

**Smārdes pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto dokumentus: 1) Latv. iekšz. pasi Nr. 83090, izd. no Rīgas pref. Jūrmalas iec. priekšn. 1928. g. 24. maijā ar Jēkaba Kadīka vārdu un 2) kara klaus. apliecību Nr. 506, izd. no Jātnieku pulka kom. 1927. g. 30. maijā ar Jēkaba Kadīka vārdu. 10445o

**Susējas pag. valde,** Ilūkstes apr., izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi Nr. 971 ser. KN № 016171, izd. no šīs pag. valdes 1930. g. 7. nov. ar Annas Puida, dzim. Rāviņš, vārdu. 10332o

**Svītenes pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi Nr. 1210 ser. CK № 001010, izd. no šīs pag. valdes 1929. g. 21. febr. ar Jāņa Eduarda Rikmaņa vārdu. 10552o

**Dzelzceļu virsvald. materiālu apgāde izsludina rakstveida izsoles:**

1931. g. 31. augustā uz elektriskām spuldzēm, dažādām 1825 gb.  
1931. g. 31. augustā „sērskābi, akumulatoriem . . . 3000 kg, un rakstveida sacensību:

1931. g. 31. augustā uz slīpējāmām rīpām . . . . . 483 gb.  
Izsolu un sacensības sākums pulksten 11 rītā, ist. 121. Dalībniekiem jāiemaksā 50% drošības naudas no piedāvājumu vērtības. Tuvākas ziņas dzelzceļu virsvaldē, Gogola ielā Nr. 3, ist. 103, 15863 L 2453

**Liepājas prefektūra** izsludina par nederīgiem sekošus dokumentus, kas pieteikti par nozaudētiem 1) Latvijas pasi ser. BZ № 014949, izd. no Liepājas prefektūras 1928. gada 18. jūlijā ar Haima Blumberga vārdu; 2) Latvijas pasi ser. BP № 022389, izd. no Liepājas 2. pol. iec. pr-ka 1928. g. 4. februārī ar Jāņa Gintera vārdu; 3) Latvijas pasi ser. BZ № 004392, izd. no Liepājas 3. pol. iec. pr-ka 1928. g. 23. martā ar Mārtiņa Smajkā vārdu; 4) Latvijas pasi ser. BZ № 016935, izd. no Liepājas prefektūras 1928. g. 7. novembrī ar Olgas-Zelmas-Natalijas Verršūna vārdu; 5) Latv. pasi ser. BZ № 013962, izd. no Liepājas 2. pol. iec. pr-ka 1928. g. 19. jūnijā ar Friča Rupeika v.; 6) Latvijas pasi ser. BP № 007328, izd. no Liepājas 3. pol. iec. pr-ka 1927. g. 21. oktobrī ar Izes-Lauduma-Laudupa, dzim. Jaunzemis vārdu; 7) Latvijas pasi ser. BZ № 001244, izd. no Liepājas 1. pol. iec. pr-ka 1928. g. 27. februārī ar Annas Elke, dzim. Grasmanis v.; 8) Latvijas pasi ser. BP № 012096, izd. no Liepājas 2. pol. iec. pr-ka 1927. g. 25. nov. ar Eduarda-Jāņa-Hermana Libeka vārdu; 9) Latvijas pasi ser. ML № 016616, izd. no Purmsātu pag. valdes 1928. g. 8. februārī ar Mīkela Brizga vārdu un atsauc sludinājumu par pases nozaudēšanu, jo minētā pase ir atrasta no skaitās par derīgu: 1) Latv. pasi ser. BP № 022390, izd. no Liepājas 2. pol. iec. pr-ka 1928. g. 4. februārī ar Lizes Gintera, dzim. Jaunzemis vārdu. 11942

**Augšpils pag. valde** izsludina par nozaudētiem šādus minētos dokumentus: 1) Latvijas pasi KZ № 009101/5898, izd. no Augšpils pag. valdes 1930. g. 22. febr. ar Ilja Rebruchs vārdu 2) Latvijas pasi KZ № 024107/6104, izd. no Augšpils pag. valdes 1930. g. 4. aug. ar Roberta Balodis vārdu; 3) kara klaus. apliecību Nr. 4877, izd. no Jaunlatgales kara apr. pr-ka 1930. g. 26. aug. ar Roberta Balodis vārdu. 11208b

**Dzirčiema pagasta valde** izslud. par nederīgu nozaudēto kara kl. apliec. Nr. 5353, izd. no Tukuma-Talsu kara apr. priekšnieka 1926. gada 28. februārī ar Juā Adama dēļa Lukšīna vārdu. 10976z

**Jēkabpils apr. polic. 2. iec. priekšnieks** izsludina par nederīgu nozaudēto kara klaus. apliecību Nr. 36062, izd. 1924. g. 4. aug. no Rīgas Kara apr. pr-ka ar Rolfa Jāņa d. Straumanis vārdu.

**Kosas pagasta valde** izsludina par nederīgu zirga pasi Nr. 157/18757, izd. no Mēru pagasta valdes 1926. g. 10. februārī ar Karline Dzirkals vārdu. 10977z

**Kuduma pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas pasi ser. CN № 21913, reģ. Nr. 313, izd. no šīs pag. valdes 1928. g. 26. apr. ar Kārļa-Voldemāra Dzirnis vārdu.

**Liepājas-Aizputes apriņķa policijas 1. iecirkņa priekšnieks** izsl. par nederīgu Latvijas pasi ser. LT № 015062, izd. no Nicas pag. valdes 1928. g. 8. martā ar Maigās Alviķis, dzim. Steda vārdu. 10971z

**Līksnas pag. valde** izsludina par nederīgu Latvijas iekšz. pasi Nr. 5858, ser. IV № 017058, izd. no šīs pag. valdes 1928. g. 2. okt. ar Jēzups Mukans vārdu.

**Līksnas pag. valde** izsludina par nederīgu Latvijas iekšz. pasi Nr. 4019, ser. IT № 013619, izd. no šīs pag. valdes 1928. g. 12. maijā ar Gelena Rubins vārdu. 11214b

**Madonas apriņķa policijas 2. iec. priekšnieks** izsludina par nederīgu nozaudēto kara kl. apliecību Nr. 1170, izd. no Cēsu apr. apspardzības pr-ka 1919. g. 27. novembrī ar Jāņa Juā d. Purenīš vārdu.

**Madonas pagasta valde** izslud. par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšzemes pasi MN № 014368, izd. no Brīgu pag. valdes 1928. g. 26. martā ar Mārtiņa Korojeva vārdu. 11088z

**Madlienas pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšz. pasi Nr. 554, ser. NT № 020158, izd. no Madlienas pag. valdes 1928. g. 2. janv. ar Mīldas Ēriksons vārdu.

**Makašēnu pagasta valde,** Rēzeknes apriņķī, izsludins par ned. šādus nozaudētus dokumentus: 1) Latvijas iekšzemes pasi ser. MK № 00425, izd. no Makašēnu pagasta valdes 1928. g. 10. jūlijā ar Bronislava Tadeuša d. Gleizda vārdu; 2) Latvijas iekšzemes pasi ser. MR № 003354, izd. no Makašēnu pag. valdes 1928. g. 6. jūnijā ar Nr. 3136 ar Jons Mugins vārdu; un kara klausības apliec. № 6314, izd. no Rēzeknes kara apriņķa pr-ka 1923. g. 24. jūlijā ar Boleslava Voits vārdu. 10975z

**Mērsraga pag. valde** izsludina par nederīgu nozaud. Latvijas iekšz. pasi PK № 010010/610, izd. no Nurmuižas pag. valdes 1927. g. 17. nov. ar Kārtis-Teodors Jēkabsons vārdu. 11090

**Palsmanes pagasta valde** izslud. par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšzemes pasi ser. PZ № 012773, izd. no Palsmanes pagasta valdes 1927. g. 23. novembrī ar Nr. 773 ar Jāņa Brikmāņa vārdu. 10973z

**Pildas pag. valde** izsludina par nederīgām Latvijas pases, kas pieteiktas par nozaudētām: 1) Latvijas pasi ser. NK № 014679 izd. no Sakstagalas pag. valdes 1927. g. 28. nov. ar Gelenas Razgals vārdu; 2) Latvijas pasi ser. LZ № 005503, izd. no Cieres pag. valdes 1928. g. 8. jūn. ar Elenas Belovs vārdu. 11089b

**Raudas pagasta valde,** Ilūkstes apriņķī, izsludina par nederīgu kara klausības apliecību Nr. 7647, izdotu no Madonas kara apriņķa priekšnieka 1927. g. 25. maijā ar Jāņa-Ernesta Pēterā d. Kažoka vārdu. 10978z

**Babites pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto kara klausības apliecību Nr. 6993, izd. no Valkas kara apr. pr-ka 1924. g. 13. maijā ar Mārtiņa Richarda Purīna vārdu. 11478b

**Daugavpils prefektūra** izsludina par nederīgu nozaudēto iekšz. pasi BL № 007204, izd. 1928. g. 13. febr. no Daugavpils pref. ar Nechamas-Esteres Lipsīcs v.

**Daugavpils apr. polic. 3. iec. priekšnieks** izsludina par nederīgiem šādus nozaudētus dokumentus: 1) kara klaus. apliecību Nr. 15282, izd. 1925. g. 12. maijā no Daugavpils kara apr. pr-ka ar Donāta Ādama d. Kozlovska vārdu; 2) kara klaus. apliecību Nr. 6585, izd. 1931. g. 11. martā no Daugavpils kara apr. pr-ka ar Astrata Andrēja d. Streļčonoka vārdu. 11361b

**Ērgļu pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. JA № 001734, izd. no šīs pag. valdes 1928. g. 14. jūl. ar Nr. 985 Mīldai Briedis. 10447o

**Gauru pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšz. pasi KP № 018144, izd. no Gauru pag. valdes 1928. g. 18. apr. ar reģ. Nr. 1344 ar Gavriļa Komarovs vārdu. 11216b

**Gaigalavas pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto iekšz. pasi MV № 005822, izd. no Lubānas pag. valdes 1928. g. 4. maijā ar Teklas Kaļva vārdu.

**Krāslavas pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto kara klausības apliecību Nr. 2356, izd. no Liepājas kājn. pulka kom-ŗa 1922. g. 20. martā ar Franča Jāņa d. Dunska vārdu. 11479b

**Kuldīgas apr. polic. 1. iec. priekšnieks** izsludina par nederīgu nozaudēto kara klaus. apliecību Nr. 3243, izd. no Zēnu dēļu divīziona kom-ŗa 1928. g. 7. aug. ar Leo Roziša vārdu. 11362b

**Mērdzenes pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto iekšz. pasi KZ № 009793, izd. no Gauru pag. valdes 1928. g. reģ. Nr. 3303, ar Marija Osipovs v.

**Neretas pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšz. pasi MJ № 13401/311322, izd. no Rīgas pref. 1930. g. 11. jūl. ar Veronikas Stālmānis, dzim. Sabinskis vārdu. 11215b

**Odziņas pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto zirga pasi Nr. 218, izd. no Sausnējas pag. valdes 1928. g. 14. dec. ar Jānis Jāņa d. Penderis vārdu.

**Rankas pagasta valde** atsauc savu sludinājumu, kas iespiests „Valdības Vēstnesī“ Nr. 154 no 1931. g. 16. jūlijā, par nozaudētās Latvijas iekšzemes pases Nr. 247, ser. CL № 08447, izdotu no Rankas pagasta valdes 1927. g. 10. oktobrī ar Pēterā Galiņš vārdu, — izsludināšanu par nederīgu, jo minētā pase atrasta.

**Silejāņu pagasta valde** Rēzeknes apr., izsludina par nederīgiem šādus nozaudētus dokumentus: 1) kara klausības apl. Nr. 4537, izd. 1923. g. 23. aprīlī no Rēzeknes kara apr. pr-ka un zirga pasi Nr. 29927, izd. 1926. g. 30. martā no šīs pagasta valdes ar Nr. 1327 ar Grigorija Patrejevs v.; 2) Latv. iekšz. pasi ser. NM № 014906, izd. 1928. g. 21. jūnijā no šīs pag. valdes ar Nr. 2706 ar Feodosijas Patrejevs, dzim. Burilovs vārdu; 3) Latv. iekšz. pasi ser. MK № 018910, izd. 1928. g. 22. nov. no šīs pag. valdes ar Nr. 5310 ar Grigorija II Patrejevs v.; 4) Latv. iekšz. pasi ser. NM № 015348, izd. 1928. g. 5. jūl. no šīs pag. valdes ar Nr. 3148 ar Jāņa Baikovs vārdu un 5) Latv. iekšz. pasi ser. NL № 018167, izd. 1928. g. 5. martā no šīs pagasta valdes ar Nr. 1167 ar Kužma Paulina v.

**Tukuma-Talsu apr. poic. 3. iec. priekšnieks** izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas pasi ser. PK № 005365, izd. no Talsu polic. pr-ka 1928. g. 4. maijā ar Īda Aronovičs vārdu.

**Ventspils apriņķa priekšnieks** izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšz. pasi CT № 006555, izd. no Ventspils piils. polic. pr-ka 1928. g. 20. jūl. ar Kārļa Ekšteina vārdu. 11365b

**Viļņu pagasta valde** izsludina par ned. šādus nozaudētus dokumentus: 1) Latv. iekšzemes pasi ser. NL № 011510, izdotu no Viļņu pagasta valdes 1928. g. ar Nr. 1505 ar Veronikas Lemps vārdu. 2) Latv. iekšz. pasi ser. NM № 008030, izd. no Viļņu pag. valdes 1928. g. 26. jūlijā ar Nr. 2636 ar Dimitrija Fadejevs vārdu. 10843z

**Viļķenes pagasta valde** izsludina par nederīgu nozaudēto kumeļa registrācijas zīmi Nr. 68, izd. no šīs pagasta valdes 1929. g. 5. jūnijā ar Augusta Treimāja vārdu. 10842z

**Mīlkalnes pag. valde,** Tukuma apr., izsludina par nederīgiem šādus nozaudētus dokumentus: 1) Latv. iekšz. pasi Nr. 350, izd. no Rīgas apr. priekšn. pal. 2. iec. 1927. g. 29. dec. ar Kazimira Lubgans vārdu; 2) kara klaus. apliecību Nr. 9090, izd. no Rēzeknes kara apr. priekšn. 1924. g. 30. apr. ar Kazimira Lubgans vārdu; 3) Latv. iekšz. pasi ser. CV № 004143/343, izd. no šīs pag. valdes 1927. g. 15. dec. ar Lības Dullis vārdu; 4) zvejniecības apliecību Nr. 5, izd. no šīs pag. valdes 1931. g. 2. janv. ar Lības Dullis vārdu. 10274o

**Tukuma-Talsu apr. polic. 3. iec. priekšnieks** izsludina par nederīgu nozaudēto Lietuvas pasi Nr. 26, izd. no Imbrodas pag. valdes 1920. g. 30. maijā ar Onas Stunzaitis vārdu, ar Tukuma-Talsu apr. pr-ka 1931. g. 2. maija Nr. 163/1982 uzt. atļauju.

**Dažādi sludinājumi.**

**Rīgas cementa fabrikas Č. Ch. Schmidt a/s.**

**ārkārtējā pilna sapulce**

notiks 1931. g. 2. septembrī, pulksten 10, sabiedrības galvenā kantori, Rīgā, m. Svaru ielā Nr. 1.

Dien